



Rapport
sur la **SOLVABILITÉ**
et la **SITUATION**
FINANCIÈRE

PRÉSENTATION & SYNTHÈSES	4
PRESENTATION	5
SYNTHÈSES	6
ACTIVITÉ & RÉSULTATS	10
A Activité & Résultats	11
A.1 Activité	11
A.2 Résultats de souscription	15
A.3 Résultats des investissements	18
A.4 Résultats des autres activités	19
A.5 Autres informations	20
SYSTÈME DE GOUVERNANCE	21
B Système de Gouvernance	22
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance	22
B.2 Exigences de compétences et d'honorabilité	30
B.3 Système de gestion des risques y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	32
B.4 Système de contrôle interne	38
B.5 Fonction d'audit interne	39
B.6 Fonction actuarielle	40
B.7 Sous-traitance	41
B.8 Autres informations	43
PROFIL DE RISQUE	44
C Profil de Risque	45
C.1 Risque de souscription	46
C.2 Risque de marché	49
C.3 Risque de crédit	52
C.4 Risque de liquidité	55
C.5 Risque opérationnel	57
C.6 Autres risques importants	58
C.7 Autres informations	61
VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ	62
D Valorisation à des fins de Solvabilité	63
D.1 Actifs	66
D.2 Provisions techniques	70
D.3 Autres passifs	79

D.4 Méthodes de valorisation alternatives	82
D.5 Autres informations	82

GESTION DU CAPITAL **83**

E Gestion du capital	84
E.1 Fonds propres	84
E.2 Capital de solvabilité requis et Minimum de capital requis	90
E.3 Utilisation du sous-module "risque sur actions" fondé sur la durée dans le calcul du Capital de solvabilité requis	94
E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	94
E.5 Non-respect du Minimum de capital requis et non-respect du Capital de solvabilité requis	94
E.6 Autres informations	94

PRÉSENTATION & SYNTHÈSES

PRESENTATION

Solvabilité 2 est une directive européenne réformant la réglementation prudentielle du secteur de l'assurance et entrée en vigueur le 1er janvier 2016.

Solvabilité 2 crée un cadre réglementaire harmonisé et fondé sur le risque pour les entreprises d'assurance, avec des règles quantitatives et des exigences en matière de gouvernance et d'information prudentielle. Les règles communes visent à faciliter les activités des compagnies d'assurances au sein de l'Union Européenne, à garantir une gestion saine et prudente dans des périodes difficiles et à protéger les souscripteurs d'assurances. Cette réglementation impose un niveau de détention de fonds propres et des règles en matière de gestion et de surveillance.

Les exigences sont structurées en trois piliers :

- premier pilier : exigences quantitatives, notamment en matière de fonds propres et de calculs des provisions techniques,
- deuxième pilier : exigences en matière d'organisation et de gouvernance des organismes,
- troisième pilier : exigences en matière d'informations prudentielles et de publication.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de ce troisième pilier.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière (Solvency and Financial Conditions Report en anglais - SFCR), décrit l'activité de l'entreprise, son système de gouvernance, son profil de risque et donne des informations sur les méthodes de valorisation utilisées et la gestion du capital.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) comprend en annexe différents états quantitatifs.

Les données financières présentées dans ce rapport sont, sauf exceptions dûment précisées, exprimées en milliers d'euros.

Après avis du comité des risques, d'audit et des comptes du 22 mars 2022, le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 30 mars 2022.

SYNTHÈSES

MAIF VIE est une société anonyme régie par le Code des assurances, intervenant principalement pour les risques vie. Elle est intégralement détenue par la MAIF.

Constituée le 14 septembre 1984, MAIF VIE s'est développée en restant fidèle à ses valeurs fondatrices : solidarité, responsabilité et respect de la personne.

Depuis 2021, MAIF VIE a adopté le statut de société à mission, inscrivant et affirmant ainsi sa mission d'intérêt collectif, fondée sur une attention sincère portée à toutes ses parties prenantes.

Activité et résultats

L'année 2021 se positionne comme la troisième du Plan stratégique Groupe 2019-2022 « Engagés pour demain » dans lequel MAIF VIE s'inscrit. Les indicateurs de performance à fin d'année sont en ligne avec les objectifs cibles définis.

L'activité de l'exercice 2021 est principalement caractérisée par :

- › des encaissements bruts de réassurance de 810 412 milliers d'euros, en hausse de 10% par rapport à 2020 ;
- › des taux de rémunération servis dans la bonne moyenne du marché (1,30 % net) ;
- › une provision pour participation aux bénéficiaires portée à 6,04 % des provisions mathématiques en euros de nos contrats d'épargne en augmentation de 0,43 point par rapport à fin 2020 ;
- › un résultat net comptable de 50 332 milliers d'euros permettant de renforcer les fonds propres tout en préservant des marges de manœuvre pour l'avenir.

Les événements constatés en ce début d'année 2022 relatifs au conflit entre la Russie et l'Ukraine n'ont pas d'impacts significatifs sur les actifs financiers du Groupe MAIF étant donné l'absence d'expositions directes et l'exposition marginale indirecte sur ces pays. Le portefeuille d'actifs continue de faire l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de l'évolution incertaine, à date, du conflit. Par ailleurs, il n'a pas été identifié de contrat d'assurance touché par les mesures de gel des avoirs.

Système de gouvernance

MAIF VIE place le conseil d'administration au sommet de la gouvernance et distingue, depuis le conseil d'administration du 17 décembre 2015, les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général. Le règlement intérieur du conseil d'administration, adopté en juin 2017, complète les statuts de MAIF VIE notamment sur les engagements des administrateurs.

Dominique Mahé, président du conseil d'administration, et Hélène N'Diaye, directrice générale, sont les dirigeants effectifs de MAIF VIE. A ce titre, ils disposent d'un domaine de compétences et de pouvoirs très larges sur les activités et les risques de MAIF VIE et sont systématiquement impliqués dans les décisions ayant un impact important. Le système de gouvernance comprend un système de gestion des risques et de contrôle interne, organisé autour de quatre fonctions clés : gestion des risques, actuarielle, audit interne et vérification de la conformité.

Les quatre fonctions clés accompagnent le conseil d'administration dans sa mission d'orientation et de contrôle et disposent d'un libre accès aux instances de gouvernance.

La gouvernance décisionnelle est structurée autour des quatre thèmes suivants : souscription et produits, pilotage économique et prudentiel, gestion des placements et pilotage des risques.

Le président du conseil d'administration, la directrice générale et les responsables des fonctions clés répondent aux exigences de compétences et d'honorabilité fixées par la réglementation.

MAIF VIE considère que son système de gouvernance est en adéquation avec sa stratégie, la nature et l'ampleur des risques inhérents à son activité d'assureur.

Elle veille en permanence à l'efficacité et à l'adéquation de son système de gouvernance avec la stratégie, la nature et l'ampleur des risques inhérents à ses activités.

Ainsi, tout au long de l'exercice 2021 marqué comme en 2020 par la pandémie de Covid-19, les dirigeants effectifs et les Conseils d'administration de MAIF et des filiales ont été régulièrement informés de la situation et ont pu prendre les décisions qui s'imposaient dans le cadre de la gouvernance du groupe conformément à la politique de continuité des activités du groupe..

Comme en 2020, l'entreprise a utilisé la possibilité de recourir aux moyens de visioconférence et de télécommunication, y compris pour les réunions relatives à l'arrêté ou à l'examen des comptes annuels.

L'entreprise a continué de respecter les consignes et mesures gouvernementales prises depuis le début de l'épidémie visant à limiter la propagation de l'épidémie du Covid-19. Des dispositions ont été ainsi prises pour protéger et accompagner au mieux les collaborateurs tout en permettant d'assurer la continuité de la mission de service grâce au recours massif au travail à distance.

Profil de risque

MAIF VIE est une société d'assurance dont l'activité principale est de couvrir les besoins des adhérents en matière d'assurance vie : protéger sa famille, assurer l'avenir de ses enfants, se constituer par l'épargne un complément de retraite, favoriser la transmission d'un capital... À ce titre, elle n'est pas exposée à des risques spécifiques par rapport au marché et ne couvre pas de risques de nature exceptionnelle.

Les principaux risques auxquels MAIF VIE est exposée résultent de son activité d'assureur vie, de son organisation et de l'environnement, notamment économique. Ils sont liés :

- › à la souscription : une forte hausse des rachats sur les produits d'épargne et une dérive de la performance économique de plusieurs produits comme conséquence de leur distribution et de leur tarification ;
Pour limiter les risques de souscription, MAIF VIE entretient une relation privilégiée avec ses adhérents et soigne son accessibilité et la qualité de ses prestations. Le haut niveau de fidélité des adhérents et assurés confirme la réalité d'une relation exceptionnelle sur le marché de l'assurance vie ;
- › aux marchés financiers : une hausse brutale et pérenne des taux d'intérêt associée à une chute des marchés actions (sans retour à la situation initiale avant plusieurs années) ou bien des taux durablement bas mettant sous pression la rentabilité des assureurs vie et leur capacité à garantir le capital ;
Pour faire face à ces risques de marché, MAIF VIE s'inscrit dans une démarche de gestion saine, prudente et raisonnée de ses investissements financiers.
- › aux actes opérationnels dus à des défaillances de personnes, de systèmes ou d'événements externes ou de données : cybercriminalité (vol de données, utilisation frauduleuse de données...), indisponibilité des systèmes d'information, défaut d'un sous-traitant important ou critique, non-respect aux obligations réglementaires (lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, contrats non réglés, protection de la clientèle dont le devoir de conseil, la loi Informatique et liberté, ...) ;
Pour gérer les risques opérationnels, MAIF VIE s'inscrit pleinement dans le respect de la réglementation et procède régulièrement à des audits.
- › à la complexité et la précision des outils de modélisation développés par l'entreprise pour mesurer les engagements, les risques et la solvabilité ;
L'encadrement des modèles mis en place par MAIF VIE limite la portée de ce risque :

existence d'une gouvernance stricte concernant l'utilisation et les évolutions des modèles. Une documentation robuste et structurée vient compléter ces dispositions pour assurer une accessibilité et une compréhension du fonctionnement des modèles.

- › aux attentes sociales et environnementales, notamment en matière d'investissements financiers. Le groupe MAIF est sensible par ses valeurs à son empreinte sociale et environnementale, et souhaite renforcer l'impact positif de ses activités sur son environnement.
- › à l'évolution du cadre sociétal, réglementaire et fiscal ;
- › aux activités émergentes : une montée en puissance des "robot-conseiller" générant une fuite de l'activité d'épargne de MAIF VIE ;
La gestion des risques émergents fait partie intégrante du processus de gestion des risques au sein de MAIF VIE et du groupe MAIF.

MAIF VIE dispose d'un ensemble de dispositifs de gestion des risques qu'elle juge maîtrisé et adapté. Le dispositif en place est réajusté régulièrement via les travaux conduits au sein du système de gestion des risques et contribue à la performance et à la pérennité de la société.

La diversification des risques, le niveau et la qualité des fonds propres, la stratégie d'investissement prudente sont autant d'éléments qui ont assuré à MAIF VIE de fortes capacités de résistance alors même que les incertitudes sont nombreuses et les risques accrus. MAIF VIE s'assure d'un impact positif de ses activités ainsi que de leur durabilité.

Dans cette période de crise liée à la pandémie COVID-19 qui se prolonge, MAIF VIE a su assurer la continuité de ses activités et continue de rester attentive à toute évolution de son profil de risque.

En ce début d'année 2022, les marchés financiers se montrent volatiles. Des tensions sur les matières premières et des pressions inflationnistes se manifestent, renforcées par un cadre géopolitique tendu. Le groupe MAIF procède à une veille active sur ce domaine.

Valorisation

L'établissement du bilan en normes Solvabilité 2 requiert de déterminer la valeur économique de l'ensemble des actifs et passifs. Les principales différences entre le bilan en normes françaises et le bilan en normes Solvabilité 2 s'expliquent par :

- › la valorisation des actifs à leur valeur de marché conduisant à inclure des plus ou moins-values latentes dans les postes placements de l'actif du bilan en normes Solvabilité 2 alors que le bilan en normes françaises retient essentiellement le coût historique (prix d'achat) net de dépréciations ;
- › le remplacement d'une estimation suffisante des engagements envers les assurés (dans le bilan en normes françaises) par la meilleure estimation des flux futurs actualisés des règlements auxquels s'ajoute une marge de risque (dans le bilan en normes Solvabilité 2). MAIF VIE utilise la correction pour volatilité de la courbe des taux prévue par la Directive Solvabilité 2 ;
- › le reclassement de 85,4% de la Provision pour Participation aux Bénéfices (PPB) en fonds excédentaires, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2019 et en application des préconisations de l'ACPR portant sur les modalités de calcul à retenir par les entreprises d'assurance ;
- › la comptabilisation au bilan prudentiel d'impôts différés qui correspondent à des suppléments ou des déductions futurs d'impôts, liés notamment aux évolutions précédentes.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille d'instruments financiers, MAIF VIE considère que la valorisation en normes Solvabilité 2 de l'essentiel de ses placements ne présente pas d'incertitudes significatives.

La réglementation a mis en place des mesures transitoires pour faciliter la transition vers le nouveau dispositif prudentiel. S'agissant du calcul des engagements envers les assurés en normes Solvabilité 2, MAIF VIE a fait le choix de ne pas avoir recours aux mesures transitoires et répond d'ores et déjà aux exigences.

Gestion du capital

MAIF VIE doit couvrir les exigences réglementaires (notamment Capital de solvabilité requis - SCR - et Minimum de capital requis - MCR) par des fonds propres qui remplissent les critères de qualité attendus pour être éligibles, et en quantité suffisante.

MAIF VIE détermine les exigences de capital à l'aide de la formule standard qui reflète le profil de risque moyen des entreprises d'assurance européennes. MAIF VIE considère que le calibrage de cette formule est adapté à la mesure de son profil de risque.

La réglementation a mis en place des mesures transitoires pour faciliter la transition vers le nouveau dispositif prudentiel. S'agissant du calcul des fonds propres et du SCR, MAIF VIE a fait le choix de ne pas avoir recours aux mesures transitoires et répond d'ores et déjà aux exigences.

Au 31 décembre 2021, MAIF VIE, disposant principalement de fonds propres de base de niveau 1 c'est-à-dire les plus disponibles pour absorber des pertes et de plus grande qualité, reconnue par la réglementation Solvabilité 2 (1 187 963 milliers d'euros) et avec ses titres subordonnés remboursables de fonds propres de niveau 3 (34 500 milliers d'euros), couvre de manière satisfaisante les exigences avec les ratios suivants :

- › 2,5 fois le SCR - Capital de solvabilité requis pour un montant de 492 938 milliers d'euros (avec un taux de couverture de 248 %) ;
- › 5,4 fois le MCR - Minimum de capital requis pour un montant de 221 822 milliers d'euros (avec un taux de couverture de 536 %).

A

ACTIVITÉ
& RÉSULTATS

A Activité & Résultats

Ce paragraphe est consacré à la présentation :

- › de MAIF VIE et de son activité ;
- › des résultats de souscription, des investissements et des autres activités.

A.1 Activité

A.1.1 Présentation de la société

MAIF VIE est une société anonyme au capital de 122 000 000 euros constituée le 14 septembre 1984, régie par le Code des assurances, située au 50 avenue Salvador Allende - « Le Pavois » CS90000 79029 NIORT Cedex 9 (Téléphone : 05.49.04.49.04 - Site internet : www.maif.fr).

Son superviseur est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 09 (Téléphone : 01.49.95.40.00 - Site internet : www.acpr.banque-france.fr).

Ses comptes en normes françaises sont audités par les cabinets de commissaires aux comptes suivants :

- › PricewaterhouseCoopers Audit, 63 rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : 01.56.57.58.59 - Site internet : www.pwc.fr
Représenté par Frédéric Trouillard-Mignen.
- › Mazars, Tour Exaltis 61 rue Henri Regnault 92400 Courbevoie
Téléphone : 01.49.97.60.00 - Site internet : www.mazars.fr
Représenté par Olivier Leclerc.

Créée en 1984, MAIF VIE compte aujourd'hui plus de 587 400 adhérents pour un encaissement brut de réassurance de 810 412 milliers d'euros réalisé sur le territoire français et un effectif en équivalent temps plein à la clôture de 212 (198 en 2020).

MAIF VIE assure le développement de l'offre d'assurance vie du groupe MAIF en apportant une réponse adaptée aux besoins des sociétaires MAIF :

- › protéger sa famille ;
- › assurer l'avenir de ses enfants ;
- › se constituer, par l'épargne, un complément de retraite et de revenu ;
- › favoriser la transmission d'un capital, ...

MAIF VIE est présente dans les domaines de :

- › l'épargne et l'épargne retraite (contrat d'assurance vie en euros Nouveau Cap, contrats multisupports Assurance vie Responsable et Solidaire et PER Individuel MAIF) ;
- › la prévoyance (contrats d'assurance décès toutes causes Rassurcap et Rassurcap Solutions, contrat de prévoyance complémentaire des indépendants Assurance Prévoyance Professionnelle) ;
- › la prise en charge des obsèques avec Sollicitudes ;
- › l'assurance en couverture de prêts (Assurance Emprunteur MAIF, Avantage Emprunteur).

MAIF VIE gère ses produits principalement sous forme de contrats collectifs à adhésion facultative relevant des branches 20 et 22 du Code des assurances.

La correspondance entre les lignes d'activité (segmentation Solvabilité 2 par groupe de risques homogènes) et les principales garanties des contrats est la suivante :

Catégorie de produits	Produits	Ligne d'activité (LOB)
Épargne	Assurance vie monosupport - Cap'Épargne, Cap'Études - Nouveau Cap (y compris PEP), Capiplan	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices
	Assurance vie multisupports Compartiment euros - Assurance vie Responsable et Solidaire, Épargne Vie Simplicité - Libre Cap, DS Cap	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices
	Assurance vie multisupports Compartiments UC - Assurance vie Responsable et Solidaire, Épargne Vie Simplicité - Libre Cap, DS Cap	Assurance indexée ou en unités de comptes (UC)
Retraite ou assimilés	Épargne retraite - MAIF Régime à Cotisations Définies (y compris Retraite Solutions) - PER Responsable et Solidaire (depuis le 01/09/2020) Compartiment euros	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices
	Épargne retraite - PER Responsable et Solidaire (depuis le 01/09/2020) Compartiments UC	Assurance indexée ou en unités de comptes (UC)
	Épargne retraite MAIF Régime Prestations Assurance retraite - IFC	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices
Prévoyance	Obsèques vie entière - Sollicitudes	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices
	Temporaire décès - Rassicap - Rassicap Solutions - Assurance Prévoyance Professionnelle	Autres activités d'assurance vie
	Assurance en couverture de prêts - Assurance Emprunteur MAIF - Prêts immobiliers (y-compris Avantage Emprunteur) - Prêts à la consommation	Autres activités d'assurance vie
	Rentes	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices

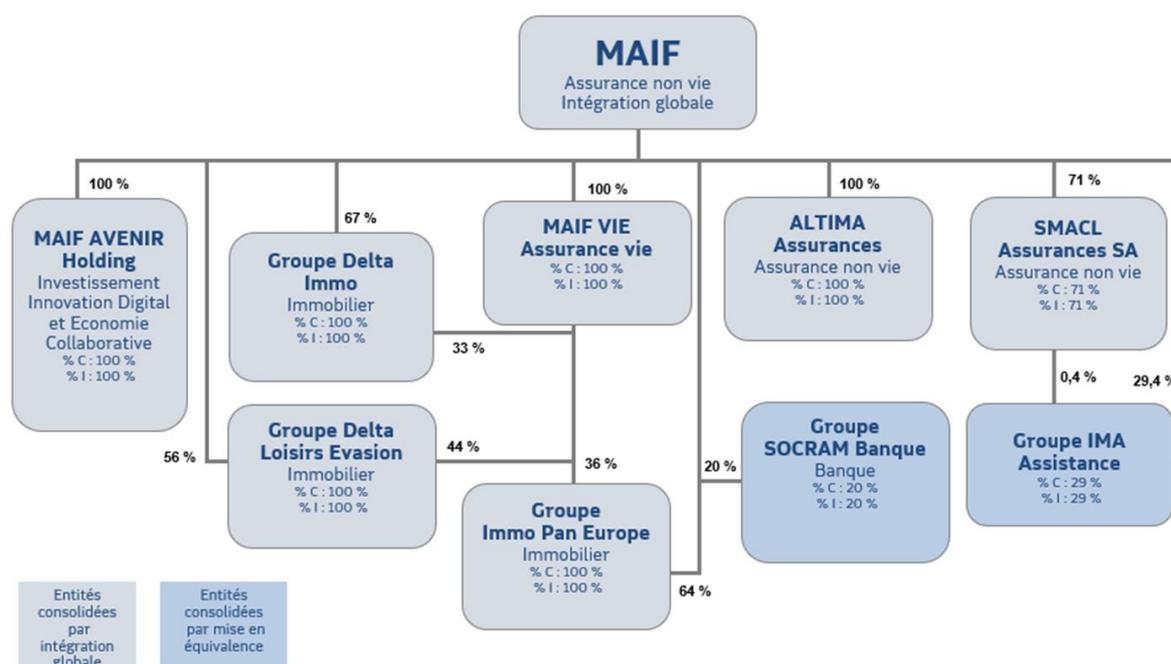
Au 31 décembre 2021, le capital social de MAIF VIE est réparti de la manière suivante :

- > MAIF : 99,99 % ;
- > 8 personnes physiques : 0,01 %.

MAIF VIE ne distribue pas de dividendes.

MAIF VIE entre dans le périmètre de consolidation de la société MAIF et est intégrée globalement.

En tant que mutuelle, la MAIF n'a ni capital social ni actionnaire à rémunérer. Elle est la société mère du Groupe dont elle consolide l'ensemble des sociétés d'importances significatives.



Groupe Delta Immo : Delta Immo, Delta Falguière, Pommerim, Delta Rue Monsieur, Paludate, Delta Galilée, Delta Réaumur et Delta Trévisse

Groupe Immo Pan Europe : Immo Pan Europe, Immo Pan 1, IPE Fort Neipperg, Immo Pan 2, IPE Froissart Lanro SPV, Misor SPV

Groupe Delta Loisirs Evasion : OPCI Delta Loisirs Evasion et SAS Delta Loisirs Evasion

% C : Pourcentage de contrôle qui représente la fraction des droits de vote en AG que détient l'entreprise consolidante.

Il correspond à l'addition des taux de participation tant que la chaîne de contrôle (càd %>50%) n'est pas rompue.

Il sert à déterminer le périmètre et la méthode de consolidation.

% I : Pourcentage d'intérêt qui représente la fraction des droits aux bénéfices.

Il correspond au produit des taux de participation et sert à déterminer la quote-part des sociétés mises en équivalence et à partager les capitaux propres entre la part du groupe et les intérêts minoritaires.

A.1.2 Objectifs généraux de l'entreprise et principales tendances

> Objectifs généraux de l'entreprise

L'année 2021 marque la troisième année de mise en œuvre du plan stratégique Groupe « Engagés pour demain » 2019-2022 au sein duquel MAIF VIE s'inscrit pleinement. Ce plan est articulé autour de 2 axes stratégiques majeurs que sont la singularité et le pivot :

- > le premier axe précité vise à approfondir les caractéristiques de notre fonctionnement afin de proposer un modèle d'entreprise différent, créant plus de satisfaction chez nos sociétaires, plus d'épanouissement chez nos acteurs internes et un impact toujours plus positif sur notre environnement. L'adoption par l'Assemblée Générale du 23 juin 2021 du statut de Société à mission s'inscrit naturellement dans cette démarche ;
- > le second, quant à lui, va nous permettre de continuer à évoluer, en intégrant au mieux les transformations de notre métier induites par le développement du numérique, dans l'expérience que l'on propose à nos sociétaires, dans le bon usage des données collectées. Il s'agit également de nous ouvrir progressivement à de nouvelles activités et/ou de nouveaux marchés, capables de compléter notre activité traditionnelle.

Clair dans nos objectifs et dans notre vision à 4 ans, ce plan stratégique garde une capacité d'adaptation dans sa déclinaison opérationnelle, indispensable pour répondre aux transformations et évolutions du marché, toujours plus profondes et rapides.

> Principales tendances

Au 31 décembre 2021, MAIF VIE compte 587 419 adhérents soit une augmentation de 5,2 % (+ 4,4 % en 2020).

Les taux de rémunération servis sur les principaux contrats d'épargne restent dans la bonne moyenne du marché (1,30 % nets servis en 2021).

Les encaissements totaux bruts de réassurance sont en progression par rapport à 2020 et s'élèvent à 810 412 milliers d'euros soit + 10 % (- 4 % en 2020).

Le montant des prestations augmente de 3,9 % (+ 1,3% en 2020), l'ensemble du secteur présente une hausse plus marquée avec + 7 % (+ 0,1 % en 2020). Hors arrivées à échéance sur les contrats Cap'Epargne, Cap'Etudes, Nouveau Cap et Nouveau Cap PEP, les prestations progressent de + 4,25 %.

En épargne, MAIF VIE enregistre une forte progression de la collecte nette (+ 32,2%), celle-ci s'établissant à + 218 M€. Le marché de l'assurance vie retrouve une situation de collecte nette positive (+ 23,7 milliards d'euros). Pour mémoire MAIF VIE avait conservé une collecte nette positive en 2020, là où le marché était en décollecte, marquant ainsi la confiance de ses adhérents.

Les provisions techniques brutes de réassurance progressent de 4,5 % par rapport à 2020 (+ 4,2 % en 2020) et portent principalement sur les contrats d'assurance en cas de vie.

L'exercice 2021 se traduit par un bénéfice de 50 332 milliers d'euros (5 042 milliers d'euros en 2020).

Les frais généraux, avec un montant total de 97 854 milliers d'euros augmentent de 12 913 milliers d'euros sous l'effet principalement de la hausse des refacturations intragroupes et des commissions versées à nos partenaires distributeurs, de la progression des effectifs en lien avec l'ambition de développement de l'assurance de personnes.

Néanmoins, cette augmentation s'accompagne d'une maîtrise de l'évolution des frais généraux (hors charges de distribution) qui représentent 0,46 % des provisions mathématiques.

> Principaux résultats de l'exercice

Pour l'exercice 2021, le résultat global de l'entreprise fait l'objet d'une présentation économique distinguant les résultats de gestion, technique, financier et exceptionnel hors décisions de gestion. Ces décisions de gestion recouvrent essentiellement les préconisations de la Direction générale validées par le conseil d'administration liées à la politique de taux de rendement servis, au niveau de la provision pour participation aux bénéficiaires et aux éventuelles incidences du contexte financier.

Il s'établit ainsi :

En milliers d'euros	2021	2020	Variation	
			(en montant)	(en %)
Résultat de gestion	- 3 784	2 956	- 6 740	NS
Résultat technique	27 387	26 369	1 018	+ 3,9 %
Résultat financier	37 263	35 038	2 224	+ 6,3 %
Résultat exceptionnel	- 459	- 1 591	1 132	- 71,1 %
RESULTAT COMPTABLE AVANT DECISIONS DE GESTION	60 407	62 773	- 2 366	-3,8%
Incidences des taux servis	70 454	63 065	7 388	+ 11,7 %
Dotation (-) ou Reprise (+) nette de la provision pour participation aux bénéficiaires	- 55 703	-119 629	63 926	- 53,4 %
Charges (-) et Produits (+) non techniques ¹	953	710	243	+ 34,2 %
Participation et intéressement des salariés	- 5 361	- 518	- 4 842	NS
Impôt sur les sociétés, participation et intéressement	- 20 417	- 1 359	- 19 058	NS
RESULTAT NET COMPTABLE	50 332	5 042	45 290	NS

NA : non applicable NS : non significatif

¹ Produits non techniques d'un montant équivalent à l'impôt sur les sociétés relatif aux dotations nettes de reprises sur la réserve de capitalisation (Arrêté du 30 décembre 2010 relatif aux modalités de calcul des mouvements sur la réserve de capitalisation et modifiant le Code des assurances A 333-3).

Le résultat avant décisions de gestion est en recul de 2 366 milliers d'euros, soit -3,8 % par rapport à 2020 sous les effets combinés de ses différentes composantes.

Le conseil d'administration de MAIF VIE, lors de sa réunion du 15 décembre 2021, a décidé de servir un taux de rémunération dans la bonne moyenne du marché tout en renforçant les fonds propres de l'entreprise et en sécurisant le taux de provision à la participation aux bénéfices sur provisions mathématiques ayant pour conséquences :

- > un excédent global de produits financiers nets de 70 454 milliers d'euros ;
- > une dotation nette de la provision pour participation aux bénéfices pour un montant de 55 703 milliers d'euros ;
- > des différents taux servis nets à 1,30 % sur la majorité des fonds euros.

Les paragraphes suivants présentent les résultats de souscription, des investissements et des autres activités tels qu'ils apparaissent dans les états financiers établis en normes comptables françaises avec leur évolution par rapport à la période précédente. En complément, les résultats de souscription sont présentés par ligne d'activité Solvabilité 2 et les résultats des investissements par catégorie de placements Solvabilité 2.

A.2 Résultats de souscription

Cette partie présente notamment les informations contenues dans l'état quantitatif "Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité". Il s'agit d'un état réglementaire en normes Solvabilité 2 qui a la particularité de présenter par ligne d'activité en normes Solvabilité 2 (cf. tableau de correspondance paragraphe A.1.1), des montants de produits et de charges valorisés selon les normes comptables françaises. Cet état n'intègre pas les revenus financiers issus de l'activité d'assurance.

Une ligne d'activité est un regroupement de garanties d'assurance similaires. Pour MAIF VIE, il existe 3 lignes d'activités (cf. paragraphe A.1.1. tableau de correspondance entre les lignes d'activité et les principales garanties des contrats MAIF VIE).

A.2.1 Résultats au niveau agrégé et comparaison avec N-1

Le résultat global de souscription de MAIF VIE correspond aux **résultats de gestion et technique** générés par l'activité d'assurance vie.

Le **résultat de gestion** peut être défini comme la différence entre les ressources de gestion et les frais généraux.

En milliers d'euros	2021	2020	Variation	
			(en montant)	(en %)
Ressources de gestion	94 070	87 897	6 173	+ 7,0 %
Frais sur versement	20 933	19 508	1 425	+ 7,3 %
Frais sur épargne gérée	61 177	58 091	3 086	+ 5,3 %
Autres ressources de gestion	11 960	10 299	1 661	+ 16,1 %
Frais généraux	- 97 854	- 84 941	12 913	+ 15,2 %
RESULTAT DE GESTION	- 3 784	2 956	- 6 740	NS

Les frais sur versements sont en hausse en lien avec la croissance de la collecte brute épargne et la croissance du chiffre d'affaires prévoyance.

Les frais sur épargne gérée augmentent de 3 086 milliers d'euros, soit +5,3 %, par rapport à l'année précédente, en cohérence avec la progression des provisions mathématiques.

Les autres produits de gestion sont également en hausse. Ils sont principalement composés des :

- › frais de prorogation du contrat Cap'Épargne ;
- › commissions reçues ou à recevoir des réassureurs relatives aux contrats de prévoyance (Rassurcap, Rassurcap Solutions et Sollicitudes) et à l'assurance en couverture de prêts ;
- › produits de gestion perçus des partenaires rétrocessionnaires en lien direct avec la gestion des Unités de Comptes (UC). Ces rétrocessions sur encours progressent de près de moitié en lien notamment avec la hausse de l'encours UC et celle du taux de rétrocessions.
- › commissions d'apport et de distribution nettes de réassurance.

Les frais généraux, avec un montant total de 97 854 milliers d'euros (84 941 milliers d'euros en 2020), augmentent de 12 913 milliers d'euros (+ 15,2 %). Cette hausse traduit la volonté de soutenir le développement de l'assurance de personne avec, d'une part, la décision de revaloriser le niveau des commissions versées à MAIF sur l'activité épargne et, d'autre part, un renforcement des équipes et des outils au sein de MAIF VIE.

Cette évolution concerne principalement :

- › les commissions versées aux partenaires de distribution (groupe MAIF, MAIF Solutions Financières, MGEN,...) avec + 7 201 milliers d'euros principalement liés à la modification de l'accord de commissionnement épargne avec la MAIF ;
- › les refacturations intragroupe avec + 3 356 milliers d'euros en lien notamment avec la revue du périmètre de refacturation pour y intégrer les charges de marketing et de communication institutionnelle ;
- › les + 2 356 milliers d'euros restants s'analysent au regard des évolutions :
 - des rémunérations des prestataires (+ 344 milliers d'euros) ;
 - des charges de personnel (+ 913 milliers d'euros) ;
 - des impôts et taxes (+ 472 milliers d'euros) ;
 - des charges de gestion courante (+ 191 milliers d'euros) ;
 - des dotations aux amortissements et provisions (+ 436 milliers d'euros).

Le **résultat technique** correspond à l'excédent ou au déficit constaté lorsque l'on met en regard d'une part, les primes pures (cotisations après déduction des frais) et, d'autre part, les prestations versées et les provisions techniques constituées pour faire face aux engagements futurs.

Il s'établit, pour 2021, à 27 387 milliers d'euros, en progression de 3,9 % par rapport à 2020 (26 369 milliers d'euros) et se présente comme suit :

En milliers d'euros	2021	2020	Variation	
			(en montant)	(en %)
Rassurcap et Rassurcap Solutions	23 690	20 762	2 928	+ 14,1 %
Assurance en couverture de prêts	1 740	4 397	- 2 658	- 60,4 %
Sollicitudes	1 218	624	594	+ 95,2 %
Rentes	83	81	2	+ 2,5 %
Autres (Epargne, PGG (1))	657	505	152	+ 30,1 %
RESULTAT TECHNIQUE	27 387	26 369	1 018	3,9%

(1) Provision Globale de Gestion

Les résultats techniques de Rassurcap et Rassurcap Solutions s'élèvent globalement à 23 690 milliers d'euros contre 20 762 milliers d'euros en 2020 sous l'effet principalement de la hausse des cotisations.

L'assurance en couverture de prêts génère un résultat technique net de réassurance de 1 740 milliers d'euros (4 397 milliers en 2020), en retrait du fait principalement de la variation des provisions techniques.

Le résultat technique Sollicitudes s'établit à 1 218 milliers d'euros (624 milliers en 2020), en augmentation du fait de la hausse des cotisations conjuguée à une baisse de la charge de sinistres (en lien notamment avec la baisse de la provision de taux).

Les autres éléments du résultat technique atteignent 657 milliers d'euros (505 milliers en 2020), ils proviennent de l'activité Epargne et des variations de la Provision Globale de Gestion.

A.2.2 Analyse de la performance de souscription par ligne d'activité (ou Lob «Line Of Business »)

MAIF VIE est exclusivement concernée par 3 lignes d'activité au sens des normes Solvabilité 2 :

- > Lob 1 : contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires ;
- > Lob 2 : assurance indexée ou en unités de compte (UC) ;
- > Lob 3 : autres activités d'assurance vie.

En 2021, les ressources de gestion sont en hausse de 7 % et principalement issues des contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires représentant plus de 72 % de l'encaissement total. Les contrats d'assurance en unités de compte et de prévoyance génèrent respectivement 11 % et 17 % des encaissements.

En milliers d'euros	2021				2020			
	Lob 1	Lob 2	Lob 3	Total	Lob 1	Lob 2	Lob 3	Total
Ressources de gestion	67 787	10 014	16 271	94 070	65 081	7 380	15 437	87 898
Frais sur versements	9 991	561	10 381	20 933	9 011	411	10 086	19 508
Frais sur épargne gérée	56 648	4 529	-	61 177	54 463	3 628	-	58 091
Autres produits de gestion	1 148	4 924	5 890	11 960	1 607	3 341	5 351	10 299
Frais généraux	63 671	5 550	28 634	97 854	55 874	5 152	23 915	84 941
RESULTAT DE GESTION	4 116	4 464	- 12 363	- 3 784	9 207	2 228	- 8 478	2 956
Rassurcap et Rassurcap Solutions			23 690	23 690			20 762	20 762
Assurance en couverture de prêts			1 740	1 740			4 397	4 397
Sollicitudes	1 218			1 218	624			624
Rentes	83			83	81			81
Autres (Epargne, PGG (1))	730	- 82	8	656	612	- 114	8	506
RESULTAT TECHNIQUE	2 031	- 82	25 438	27 387	1 317	- 114	25 167	26 369
RESULTAT GLOBAL DE SOUSCRIPTION	6 147	4 382	13 075	23 603	10 524	2 114	16 689	29 326

(1) Provision Globale de Gestion

Le résultat global de souscription de MAIF VIE s'établit à 23 603 milliers d'euros et diminue de 20 % entre 2020 et 2021. Les contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires et autres activités d'assurance vie représentent 81 % du résultat global de souscription 2021 de l'entreprise.

> Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires

Cette ligne d'activité regroupe les contrats d'assurance vie monosupport, les compartiments euros des contrats multisupports, le contrat obsèques Sollicitudes et les produits de retraite hors compartiment UC du PERI.

Le résultat global de souscription est bénéficiaire et s'explique par des ressources de gestion supérieures aux frais généraux.

> Contrats d'assurance indexée ou en unités de compte (UC)

Cette activité concerne l'ensemble des compartiments UC des contrats d'assurance vie multisupports et du PERI.

> Autres activités d'assurance vie

Le résultat de souscription d'un montant de 13 075 milliers est constitué du résultat technique de Rassicap et Rassicap Solutions ainsi que celui de l'assurance en couverture de prêt.

A.3 Résultats des investissements

A.3.1 Les revenus et les dépenses générés par les activités d'investissement

Ils sont constitués par les produits financiers acquis à l'entreprise et qui sont, pour l'essentiel, ceux générés par les placements représentatifs des capitaux propres.

De manière simplifiée, le résultat financier peut être présenté de la manière suivante :

En milliers d'euros	2021	2020	Variation	
			(en montant)	(en %)
Produits financiers	337 632	323 110	14 523	+ 4,5 %
Charges financières	- 46 693	- 46 408	- 285	+ 0,6 %
Produits financiers nets	290 939	276 701	14 238	+ 5,1 %
Produits financiers affectés aux contrats au TRI (1)	253 676	241 663	12 013	+ 5,0 %
RESULTAT FINANCIER	37 263	35 038	2 224	6,3%

(1) Taux de rendement interne des placements

Hors frais de gestion, les **produits nets des placements** s'élèvent à 290 939 milliers d'euros, en hausse de 5,1 % par rapport à 2020, soit 14 238 milliers d'euros. Les produits ont augmenté, en 2021, de 14 523 milliers d'euros et les charges de 285 milliers d'euros.

La comparaison avec l'exercice précédent fait apparaître les évolutions suivantes :

Actif	2021		2020		Variation	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	337 384	46 693	322 897	46 408	14 487	285
Immobilier (autre que pour usage propre)						
Participations	34 330	4	41 141		- 6 811	4
Actions	4 033	6 323	3 346		687	6 323
Obligations	209 099	31 401	222 575	35 154	- 13 476	- 3 753
Fonds d'investissement	88 266	8 965	54 400	11 254	33 866	- 2 289
Produits dérivés						-
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	1 656		1 435		221	
Autres placements						
Prêts et prêts hypothécaires	88		129		- 41	
Trésorerie et équivalent trésorerie	160		83		77	
TOTAL	337 632	46 693	323 109	46 408	14 523	285
Produits nets des placements	290 939		276 701		14 238	

La hausse des produits de placements de 14 523 milliers d'euros provient notamment de :

- > la réalisation de plus-values suite à la cession des fonds actions plus importantes qu'en 2020 ;
- > la baisse des revenus sur les obligations liés à la baisse des taux d'intérêt ;
- > en partie compensée par la baisse des revenus sur les fonds classés en participation notamment les fonds immobiliers ;

La hausse des charges de placements de 285 milliers d'euros provient plus particulièrement de :

- > la dépréciation sur une SCI classée en actions non cotées ;
- > en partie compensée par des dépréciations moins importantes sur les OPCI ;
- > une baisse des moins-values réalisées sur des cessions d'obligations

Les flux concernant les ajustements ACAV portant spécifiquement sur les placements en représentation des contrats en UC sont intégrés au niveau du résultat technique des UC.

A.4 Résultats des autres activités

A.4.1 Evolution des autres charges et produits

Rubriques	2021	2020	Variation
Résultat exceptionnel	- 459	- 1 591	1 132
Incidences des taux servis	70 454	63 065	7 389
Dotation (-) ou Reprise (+) nette de la PPB	- 55 703	-119 629	63 926
Charges (-) et Produits (+) non techniques ¹	953	710	243
Participation et intéressement	- 5 361	- 518	- 4 843
<i>Participation</i>	4 854	33	4 821
<i>Intéressement</i>	507	486	21
<i>Supplément d'intéressement</i>	-	-	-
Impôt sur les sociétés	- 20 417	- 1 359	- 19 058
Autres charges et produits	- 10 534	- 59 322	48 788

> Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice est principalement constitué de dotations pour provisions pour risques et charges et contentieux.

> Décisions de gestion

Incidence des taux servis

La politique des taux servis décidée par le conseil d'administration permet de dégager en 2021 un excédent net global de produits financiers de 70 454 milliers d'euros contre 63 065 milliers d'euros en 2020.

Dotation ou reprise nette de la Provision pour participation aux bénéficiaires (PPB)

Au regard de la politique de taux servis décidés et de l'objectif cible du taux de PPB sur PM, la dotation nette de reprise de la Provision pour participation aux bénéficiaires 2021 s'élève à 55 703 milliers d'euros contre 119 629 milliers d'euros en 2020.

> Charges et produits non techniques

Des produits non techniques d'un montant équivalent à l'impôt sur les sociétés relatif aux dotations nettes de reprises sur la réserve de capitalisation ont été constatés pour un montant de 953 milliers d'euros (contre 710 milliers d'euros en 2020).

> Participation et intéressement

Un accord de participation Groupe, signé le 11 juin 2015, repose conformément aux dispositions des articles L 3324-1 à L 3324-4 du Code du travail sur le montant le plus élevé déterminé entre la formule de droit commun et la formule dérogatoire.

Une charge de participation a été comptabilisée à hauteur de 4 854 milliers d'euros en 2021 contre 33 milliers d'euros en 2020.

L'intéressement des salariés, au titre de l'exercice 2021, sur la base de l'accord signé le 30 juin 2018 s'élève à 507 milliers d'euros (486 milliers d'euros en 2020). Aucun supplément d'intéressement n'a été versé sur l'année.

> Impôt sur les sociétés

La détermination de l'impôt sur les sociétés, conformément à la réglementation fiscale, s'élève à 20 417 milliers d'euros (contre 1 359 milliers d'euros en 2020).

A.5 Autres informations

MAIF VIE n'identifie pas d'autre information importante à communiquer sur l'activité et les résultats en dehors de ce qui est décrit dans ce rapport.

B

**SYSTÈME
DE GOUVERNANCE**

B Système de Gouvernance

Cette partie est consacrée à la présentation d'informations qualitatives relatives :

- > aux caractéristiques générales du système de gouvernance de MAIF VIE ;
- > aux exigences de compétence et d'honorabilité en place, notamment pour ce qui concerne les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés gestion des risques, vérification de la conformité, audit interne et actuarielle ;
- > au système de gestion des risques, avec le rôle de la fonction clé gestion des risques ;
- > au système de contrôle interne, avec le rôle de la fonction clé vérification de la conformité ;
- > à la fonction clé d'audit interne ;
- > à la fonction clé actuarielle ;
- > à la sous-traitance.

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1 Evaluation du système de gouvernance

MAIF VIE considère avoir mis en place un système de gouvernance permettant de garantir une gestion saine, prudente et efficace de l'activité, conforme aux exigences de la réglementation. Son système de gouvernance est proportionné à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses opérations.

B.1.2 Structure de gouvernance et fonctions clés

La description ci-après vise à communiquer des informations relatives à l'organisation des fonctions de gouvernance au sein de MAIF VIE.

B.1.2.1 Conseil d'administration

> Composition du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale des actionnaires pour six ans et rééligibles. Le conseil d'administration se renouvelle partiellement suivant le nombre de membres en fonction afin que le renouvellement soit complet dans chaque période de six ans. Le conseil d'administration de MAIF VIE au 31 décembre 2021 est composé de huit membres.

> Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires la concernant. Il procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il estime opportuns.

Le conseil d'administration valide les orientations en matière d'allocation stratégique d'actifs, de gestion actif/passif et de politique des investissements financiers et des placements. Il se prononce en particulier sur les modalités de choix des intermédiaires financiers et sur les opérations des instruments financiers à terme.

Le conseil d'administration dispose également depuis l'exercice 2015 du pouvoir de choisir, nommer et révoquer le directeur général, comme il en dispose pour le président.

> **Président du conseil d'administration, dirigeant effectif**

Le président est désigné par le conseil d'administration.

Monsieur Dominique Mahé a été désigné président lors de la réunion du conseil d'administration du 17 décembre 2015.

Au titre de dirigeant effectif de l'entreprise, il dispose d'un domaine de compétences et de pouvoirs suffisamment large sur les activités et les risques de l'entreprise, et est impliqué dans les décisions ayant un impact important sur la société, notamment en matière de stratégie, de budget ou de questions financières. Il fait preuve d'une disponibilité suffisante pour exercer ce rôle.

En lien avec la stratégie (construction des orientations et suivi), il prend part aux travaux de construction et de suivi du Plan stratégique, à son adaptation/réorientation.

Le président est présent dans l'organisation, a accès aux informations et est un interlocuteur privilégié sur des sujets majeurs. Il dispose des compétences et de l'expérience requises sur les activités et les risques de l'entreprise, dispose d'une vue assez complète et approfondie de l'ensemble de l'activité, ainsi que de réels pouvoirs de décision et de contrôle.

Le président est également chargé d'assurer les missions réglementaires dévolues au président du conseil d'administration. A ce titre, il convoque et anime le conseil d'administration qu'il préside. Il fixe les ordres du jour et facilite l'exercice par le conseil d'administration de sa capacité d'initiative, de décision et de contrôle. Il s'assure que les administrateurs disposent des éléments nécessaires pour exercer leurs missions, s'assure du bon fonctionnement et de la cohésion du collectif. Il dirige la fonction clé d'audit interne.

Le président rend compte à l'assemblée générale et exécute ses décisions.

Il présente au conseil d'administration, avec le directeur général, les orientations de l'activité de la société (notamment en matière de stratégie et d'opérations financières) et veille après décision à leur mise en œuvre, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société pour la soumettre au conseil d'administration et lui présente tout contrôle et vérification qu'il a fait mettre en œuvre. Il assure le rayonnement de la société.

> **Vice-président et administrateurs**

Le président est secondé par le vice-président du conseil d'administration.
Le vice-président est désigné par les membres du conseil d'administration.

Yves Pellicier est vice-président depuis le 15 juin 2017.

Le conseil d'administration comporte également 6 administrateurs : Eric Berthoux, Arnaud Courdesses, Pascal Demurger, Marie-Pierre Elie, Nadine Naas et Christian Ponsolle.

> Activités du conseil d'administration en 2021

Au cours de l'exercice écoulé, le conseil d'administration s'est réuni 5 fois. Sur l'ensemble de ces réunions qui se sont déroulées au cours de l'exercice 2021, le taux de présence des administrateurs était en moyenne de 81 % et le taux de représentés de 3 %.

Les décisions rendues par le conseil d'administration et / ou les informations portées à sa connaissance ont notamment porté sur :

- > l'arrêté des comptes en normes françaises et proposition d'affectation du résultat ;
- > l'arrêté des comptes annuels prudentiels en normes Solvabilité 2 ;
- > le suivi du budget 2021 et la présentation du budget 2022 ;
- > les orientations relatives aux décisions de gestion et fixation des taux de rémunération des contrats et des taux garantis 2022 ;
- > l'allocation stratégique d'actifs ;
- > l'ensemble des politiques Solvabilité 2, le rapport ORSA et la politique de la surveillance et de la gouvernance produit ;
- > la situation sanitaire ;
- > la modification des statuts pour la transformation de MAIF VIE en Société à mission ;
- > la présentation de la nouvelle directrice générale adjointe et responsable du pôle performance économique, solvabilité et gouvernance, et de la nouvelle responsable de l'unité actuariat et pilotage des risques ;
- > la désignation des deux nouveaux responsables fonctions clés : gestion des risques et actuarielle ;
- > le rapport annuel d'activité 2020 du comité des risques, d'audit et des comptes ;
- > les rapports individuels RSR et SFCR ;
- > le rapport de la fonction clé actuarielle ;
- > le rapport de la fonction clé audit interne ;
- > le rapport de la fonction clé vérification de la conformité ;
- > le rapport de la fonction clé gestion des risques ;
- > le rapport sur le contrôle interne du dispositif LCB/FT et le rapport sur les procédures d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable ;
- > le suivi de l'activité conformité, contrôle interne et continuité ;
- > le plan d'audit interne 2022 ;
- > la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale ;
- > la souscription par l'ASAP du contrat Sollicitudes et Assurance Prévoyance Professionnelle ;
- > le renouvellement des mandats de Marie-Pierre Elie, Nadine Naas et Arnaud Courdesses ;
- > le renouvellement du mandat du cabinet PricewaterhouseCoopers en qualité de commissaire aux comptes titulaire et la nomination de Bénédicte Vignon en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement du Xavier Crépon ;
- > la revue des conventions réglementées.

B.1.2.2 Direction générale

Le directeur général est désigné par le conseil d'administration.

Hélène N'Diaye occupe cette fonction depuis la réunion du conseil d'administration du 24 mai 2018.

En cette qualité, elle assume la direction générale de l'entreprise, sous le contrôle du conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par ce dernier.

Elle participe à l'élaboration de la stratégie, assure la mise en œuvre de la stratégie validée par le conseil d'administration, rend compte devant le conseil d'administration, préside les Comités de direction générale de la société et représente la société aux Comités financiers.

Elle est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'assemblée générale et au conseil d'administration.

Elle représente la société dans ses rapports avec les tiers et dirige les domaines d'activités et équipes opérationnelles de l'entreprise.

Trois des quatre fonctions clés (vérification de la conformité, actuarielle, gestion des risques) lui sont rattachées hiérarchiquement et lui rendent compte de leurs travaux.

Elle décide avec le président, des orientations budgétaires, de l'arrêté des comptes et du résultat de l'entreprise, de la fabrication ou de l'évolution d'un produit, de la politique de gestion tactique des placements et de l'allocation stratégique d'actifs et tous les sujets réglementaires relevant de Solvabilité 2, soumis à décision du conseil d'administration.

La directrice générale a désigné deux directeurs généraux adjoints. Au 31 décembre 2021, cette fonction est occupée par Marina Sellari, responsable du pôle performance économique, solvabilité et gouvernance, et Frédéric Lecanu, responsable du pôle transformations et opérations.

B.1.2.3 Comités spécialisés du conseil d'administration

Le conseil d'administration de MAIF VIE ne dispose d'aucun comité spécialisé et n'en a pas constitué sur l'exercice écoulé. MAIF VIE figure, depuis 2009, dans le périmètre du comité des risques d'audit et des comptes de la MAIF. Ses principales missions sont décrites ci-après :

Comités du conseil d'administration	Principales missions et activités en 2021
<p>Comité des risques d'audit et des comptes de MAIF Six administrateurs MAIF et deux personnes externes à l'entreprise.</p>	<p>Le Comité des risques, d'audit et des comptes est chargé, pour les sociétés incluses dans le périmètre de ses interventions précisé dans son règlement d'application pratique, à savoir le groupe MAIF, MAIF, et MAIF VIE, d'éclairer et d'alerter les conseils d'administration concernés dans le domaine des risques, des comptes, du contrôle interne et du contrôle externe, et des politiques écrites.</p> <p>Sans préjudice des compétences du conseil d'administration et de la direction générale, il est notamment chargé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> › suivre le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, de formuler des recommandations pour en garantir l'intégrité ; › suivre l'efficacité du système de contrôle interne ; › suivre l'efficacité de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à l'indépendance de ce dernier ; › suivre la politique, les procédures et l'efficacité du système de gestion des risques ; › piloter la procédure de sélection des Commissaires aux comptes ; › émettre une recommandation sur les Commissaires aux comptes proposés à la désignation et au renouvellement par l'assemblée générale ; › veiller à l'indépendance des Commissaires aux comptes ; › suivre la réalisation du contrôle légal des comptes sociaux par les Commissaires aux comptes ; › auditionner les responsables des fonctions clés sur demande du conseil d'administration.

	<p>> établir son rapport annuel.</p> <p>En outre, le Comité des risques d'audit et des comptes approuve préalablement les services autres que la certification des comptes fournis par les Commissaires aux comptes ou les membres du réseau auquel ils appartiennent, après analyse des risques pesant sur l'indépendance des Commissaires aux comptes et des mesures de sauvegarde appliquées par ces derniers.</p> <p>Il doit rendre compte régulièrement au conseil d'administration de l'exercice de ses missions et l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée. Il doit notamment rendre compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus.</p> <p>Par ailleurs, le règlement d'application pratique en vigueur définit les modalités de l'accès aux réunions du comité des fonctions clés Groupe et/ou solo.</p>
--	--

Ce comité exerce son activité sous la responsabilité du conseil d'administration, seul habilité à prendre les décisions et organise librement ses travaux dont il rend compte au moins annuellement dans un rapport remis au conseil d'administration.

B.1.2.4 Fonctions clés

Le système de gouvernance de MAIF VIE comporte quatre fonctions clés règlementaires de contrôle, chacune dotée de responsables clairement identifiés :

- > la fonction gestion des risques, confiée à un chef de projets Actuariat ;
- > la fonction de vérification de la conformité, confiée au responsable de la conformité et des contrôles ;
- > la fonction audit interne confiée au responsable de l'audit interne MAIF ;
- > la fonction actuarielle, confiée à un chef de projets Actuariat.

Trois des quatre fonctions clés (gestion des risques, actuarielle et vérification de la conformité) et leurs travaux sont rattachées au directeur général de MAIF VIE.

Le responsable de la fonction d'audit interne a été désigné au sein du groupe MAIF (salarié MAIF), l'organisation de sa mission étant précisée dans une convention conclue entre MAIF VIE et MAIF.

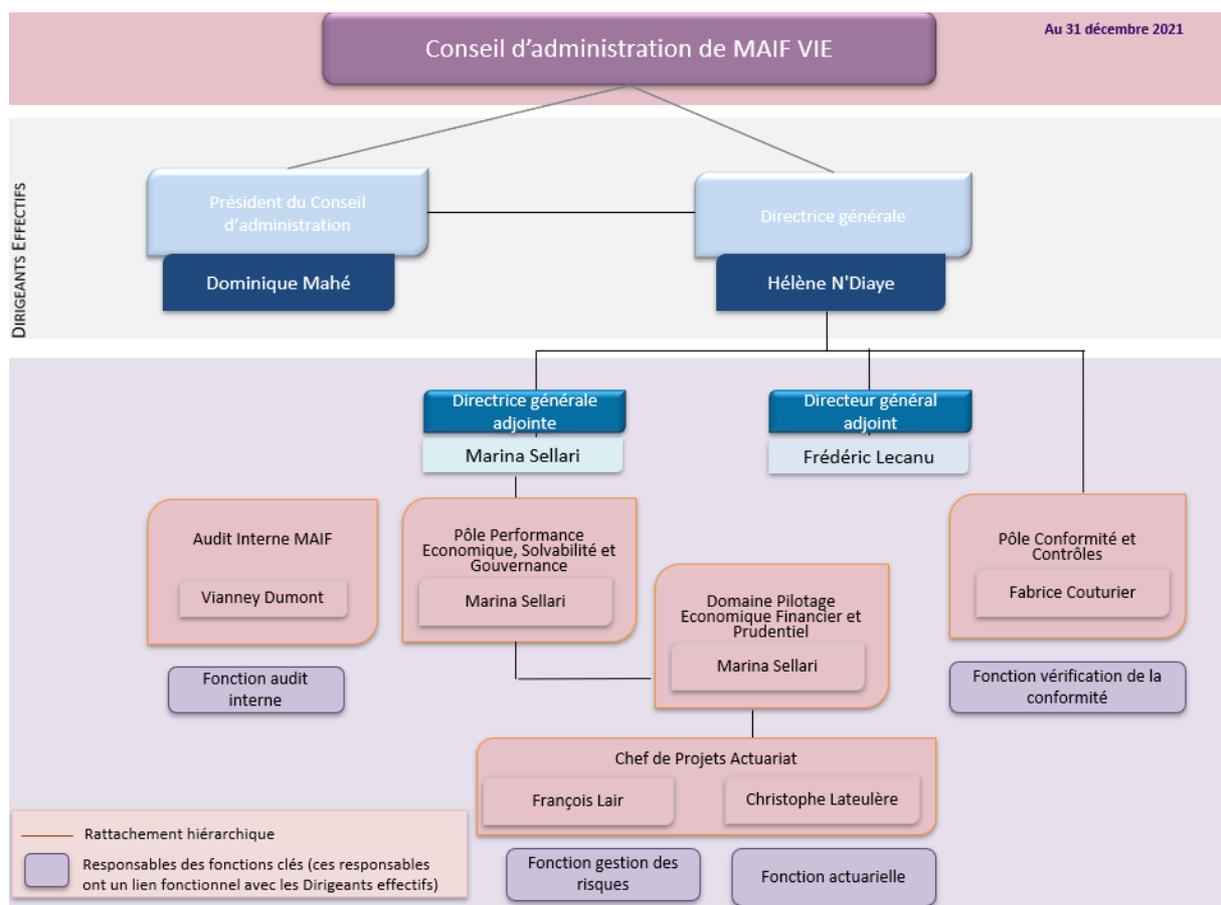
Les rôles et missions de ces fonctions sont précisés en paragraphes B.3 pour la fonction gestion des risques, B.4.3 pour la fonction de vérification de la conformité, B.5 pour la fonction audit interne et B.6 pour la fonction actuarielle.

Les responsables des fonctions clés ont été formellement désignés par le directeur général et présentés au conseil d'administration.

Les fonctions clés disposent de l'autorité, des ressources et de l'indépendance opérationnelle nécessaires afin de mener leurs tâches à bien, de rendre des comptes au conseil d'administration et de le conseiller.

Les responsables des fonctions clés se tiennent en relation permanente avec les dirigeants effectifs, notamment dans le cadre des instances relatives à la gouvernance décisionnelle du groupe MAIF.

Lors de sa séance du 21 juin 2018, le conseil d'administration de Parnasse-MAIF (devenue depuis MAIF VIE) a validé une procédure d'accès au conseil d'administration des fonctions clés et un contrat de service relatif à la fonction d'audit interne de MAIF VIE.



B.1.3 Changement important du système de gouvernance intervenu au cours de la période

Une nouvelle organisation relative à la désignation de François Lair en qualité de responsable fonction clé gestion des risques et de Christophe Lateulère en qualité de responsable fonction clé actuarielle a été mise en place.

Ces deux nouveaux responsables sont rattachés prudemment à la directrice générale, dirigeant effectif, pour tous les travaux afférents à leurs fonctions clés. Toutefois et en accord avec l'ACPR, François Lair et Christophe Lateulère effectuent également des missions relatives à leurs postes de chefs de projets actuariat et sont ainsi également rattachés à la responsable du pôle performance économique, solvabilité et gouvernance.

B.1.4 Information sur la politique et les pratiques de rémunération et droits à rémunération sur la période

MAIF VIE considère que sa pratique de rémunération la préserve de toute prise de risques excessive par ses dirigeants et salariés afin de se centrer sur le seul intérêt qui prime, celui de l'adhérent.

La politique de rémunération est réexaminée chaque année dans le cadre des dispositifs prévus par la loi pour les classes 1 à 7 (NAO, participation, intéressement) et/ou en cas de changement significatif de la gouvernance ayant un impact sur les responsabilités qui seraient confiées.

La rémunération du président du conseil d'administration et celle du directeur général sont fixées par le conseil d'administration.

B.1.4.1 *Administrateurs*

Les fonctions d'administrateurs ne sont pas rémunérées mais conformément à la réglementation, le conseil d'administration peut leur allouer des indemnités dans les limites fixées par l'assemblée générale, et leur rembourser leurs frais de déplacements dans le cadre de leurs missions.

B.1.4.2 *Dirigeants effectifs, membres de la Direction générale et cadres hors classe*

> **Critères de rémunération**

Le président ne perçoit ni variable, ni salaire, ni primes d'intéressement ou de participation au titre de cette fonction. Par ailleurs, il n'y a aucun salarié cadre hors classe au sein de l'entreprise. La directrice générale est salariée MAIF, ainsi que les deux directeurs généraux adjoints ; ces deux derniers sont détachés à 100% de leur temps à MAIF VIE.

> **Avantages sociaux**

Le président, la directrice générale et les directeurs généraux adjoints, relevant d'un statut de mandataire social ou de salarié MAIF hors classe, possèdent les avantages associés à ces statuts qui sont ceux accordés par MAIF. Ces avantages correspondent notamment, depuis le 01/01/2020, à un PER Obligatoire qui s'ajoute au régime à cotisations définies (1% de branche) dont bénéficie l'ensemble des salariés.

Le président et la directrice générale bénéficient d'un régime à cotisations définies (article 82 du Code Général des Impôts).

B.1.4.3 *Salariés relevant des classes 1 à 7 de la convention collective des sociétés d'assurance*

> **Critères de rémunération**

L'évolution du salaire de base des classes 1 à 7 est encadrée par un accord et par le dispositif des négociations annuelles obligatoires portant sur les salaires.

En 2021, la masse salariale a évolué de 1,85 % sous l'effet de l'ancienneté, des progressions et augmentations individuelles et des promotions.

La direction a souhaité le versement d'une prime exceptionnelle liée à l'implication des salariés sur le projet de rénovation des SI de MAIF VIE modulée en fonction de l'ancienneté à la date du 1er janvier 2021 correspondant à 1,72 % de la masse salariale.

Par principe, il n'y a pas de bonus individuel pour les salariés des classes 1 à 7. Les salariés bénéficient en outre d'un accord de participation qui vise à redistribuer une partie des résultats réalisés par le groupe ainsi que d'un accord d'intéressement spécifique conclu pour une période triennale.

L'intéressement et la participation versés en 2021 au titre de l'année 2020 ont représenté un avantage équivalent à 8,90 % de la masse salariale brute.

Cette rémunération variable collective est complétée d'un plan d'épargne entreprise et d'un plan d'épargne pour la retraite collective au bénéfice de l'ensemble des collaborateurs.

> **Avantages sociaux**

Les avantages sociaux constituent une part de rémunération supplémentaire qui s'ajoute au salaire de base. Ces avantages sociaux sont déconnectés de toute notion de performance individuelle et/ou collective. Ils sont attribués à tous les salariés bénéficiaires tels que prévus par la loi, la convention collective nationale ou les accords collectifs de MAIF VIE.

Sans être exhaustif, les avantages sociaux se retrouvent essentiellement dans les domaines suivants :

- > santé, Prévoyance ;
- > retraite ;
- > transports ;
- > aides familiales ;
- > aides au logement ;
- > restauration d'entreprise ;
- > activités sociales et culturelles du comité social et économique.

En 2021, le poids des avantages sociaux représentait 7,87 % de la masse salariale brute pour les classes 1 à 7.

B.1.4.4 Rémunération des fonctions-clés

La rémunération des fonctions clés est déterminée dans la politique de rémunération.

Pour la fonction clé Audit interne, le principe et la pratique de rémunération relèvent de la catégorie des cadres hors classe. La formalisation des objectifs et le taux du variable applicable pour cette fonction ne sont pas de nature à conduire à une prise de risque excessive.

Pour les autres fonctions : Actuarielle, Gestion des Risques et Vérification de la Conformité, le principe et la pratique de rémunération relèvent de la catégorie des salariés de la classe 1 à 7 de la Convention Collective des Sociétés d'Assurance. Il n'existe donc pas de rémunération variable pour ces fonctions clés.

B.1.5 Transactions importantes conclues avec des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres du conseil d'administration ou de la Direction générale

Les contrats souscrits auprès de MAIF VIE par ses administrateurs, dirigeants salariés, leurs conjoints, ascendants et descendants ne comportent aucune condition préférentielle par rapport aux conditions pratiquées par les autres sociétaires.

Il n'a pas été accordé d'avance et de crédit à l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction ni conclu de transactions importantes avec des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres du conseil d'administration ou de la Direction générale.

B.2 Exigences de compétences et d'honorabilité

MAIF VIE accorde une attention particulière aux exigences de compétence et d'honorabilité.

B.2.1 Personnes concernées

Les membres du conseil d'administration, les dirigeants effectifs, les membres du Comité de direction générale ainsi que les responsables des fonctions clés répondent aux conditions d'honorabilité, d'expérience et de compétences qui leur sont applicables.

En outre, conformément à la directive sur la distribution d'assurances, les personnels MAIF prenant directement part à la distribution des produits d'assurance MAIF VIE et leurs responsables répondent, sous la responsabilité de la direction des richesses humaines groupe, à un profil de compétence et d'honorabilité en adéquation avec leurs missions et obligations.

B.2.2 Exigences spécifiques de compétences appliquées aux membres du conseil d'administration, aux dirigeants effectifs et aux responsables des fonctions clés

B.2.2.1 Membres du conseil d'administration

Le conseil d'administration veille à ce que ses membres disposent collectivement des connaissances et de l'expérience appropriée dans les marchés de l'assurance et les marchés financiers, la stratégie de la société et son modèle économique, le système de gouvernance de la société, l'analyse financière et actuarielle et les exigences législatives et réglementaires applicables à la société.

La compétence collective du conseil d'administration de MAIF VIE est assurée par les mandats alloués en son sein aux membres du conseil d'administration de MAIF VIE. Ces derniers répondent aux exigences de compétences et d'honorabilité fixées dans le cadre de la politique de compétences et d'honorabilité du groupe MAIF.

Par ailleurs, chaque administrateur est tenu de respecter les exigences d'honorabilité fixées par le Code des assurances et s'engage formellement à défendre et respecter les principes et obligations à caractère déontologique des administrateurs des mutuelles de l'association des assureurs mutualistes (AAM).

B.2.2.2 Dirigeants effectifs

Afin de garantir une gestion saine, prudente et avisée de la société, dans le respect des intérêts des assurés, les dirigeants effectifs nommés par le conseil d'administration répondent aux conditions d'honorabilité, de compétences et d'expérience nécessaires à leurs fonctions.

Les règles relatives au domaine de compétence et aux pouvoirs du président dirigeant effectif sont posées par le Règlement intérieur du conseil d'administration. Ce dernier précise également les parcours favorisant l'acquisition des compétences nécessaires à l'exercice de la présidence du conseil et de la direction effective.

B.2.2.3 Responsables des fonctions clés

Le directeur général arrête le profil individuel de compétences des responsables des fonctions clés. Ce profil est réévalué afin de tenir compte des évolutions législatives et réglementaires propres à la fonction.

Les responsables des fonctions clés à MAIF VIE (François Lair - fonction clé « Gestion des risques », Fabrice Couturier - fonction clé « Vérification de la conformité », Christophe Lateulère - fonction clé « Actuarielle » et Vianney Dumont - fonction clé « Audit interne » par

convention conclue entre MAIF et MAIF VIE) possèdent l'honorabilité, les compétences (diplômes, qualifications professionnelles et connaissances) ainsi que l'expérience professionnelle nécessaires à leurs fonctions.

B.2.3 Processus d'appréciation des compétences et de l'honorabilité des membres du conseil d'administration, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés à MAIF VIE

B.2.3.1 Membres du conseil d'administration

L'assemblée générale des actionnaires élit les administrateurs en s'appuyant sur l'information délivrée préalablement par le conseil d'administration.

Le dossier de candidature des postulants à un mandat d'administrateur élu par l'assemblée générale comprend une copie d'une pièce d'identité, leur curriculum vitae afin d'évaluer leurs diplômes, qualifications professionnelles, connaissances et expériences pertinentes, ainsi qu'un extrait de casier judiciaire national datant de moins de trois mois (non conservé) et une attestation sur l'honneur manuscrite de non-incapacité à exercer un mandat d'administrateur conformément aux articles L. 322-2, R. 322-11-6 et R. 322-167 du Code des assurances et 258 et 273 du Règlement délégué du 10 octobre 2014.

Les membres du conseil d'administration, à titre personnel ou en qualité de représentants permanents des actionnaires personnes morales proposés par la MAIF, bénéficient du dispositif de formation prévu dans le cadre des politiques respectives de compétences et d'honorabilité de ces sociétés. Le conseil d'administration consacre une fois par an un point de son ordre du jour à la formation des administrateurs.

B.2.3.2 Dirigeants effectifs

En tant que de besoin, les dirigeants effectifs bénéficient de formations spécifiques, appropriées à l'exercice de leurs responsabilités. Avant leur nomination, ils produisent un extrait de leur casier judiciaire datant de moins de trois mois (non conservé) ainsi qu'une attestation sur l'honneur de non-incapacité à exercer la fonction conforme à l'art. L. 322-2 du Code des assurances.

B.2.3.3 Responsables des fonctions clés

Les responsables des fonctions clés bénéficient d'une formation ad hoc, en particulier sur les évolutions législatives et réglementaires impactant leur activité.

Avant leur nomination, ils produisent un extrait de leur casier judiciaire datant de moins de trois mois (non conservé) ainsi qu'une attestation sur l'honneur de non-incapacité à exercer la fonction conforme à l'art. L. 322-2 du Code des assurances

Le directeur général s'assure par tout moyen de l'adéquation des fonctions clés, de leur indépendance et de la qualité de leur fonctionnement.

B.2.4 Evaluation sur une base continue

Le conseil d'administration procède régulièrement, par tout moyen à sa convenance, à sa propre évaluation. Souhaitant incarner la vision de l'entreprise « Engagés pour demain », il a mené en son sein des travaux visant à renforcer sa cohésion, sa diversité et son efficacité afin de favoriser le plein exercice des responsabilités d'administrateur, l'efficacité du processus de décision et la valorisation du collectif.

Le conseil d'administration s'assure en outre que les dirigeants effectifs continuent à satisfaire aux exigences mentionnées précédemment. Ces derniers sont également tenus de porter sans délai à la connaissance du conseil d'administration tout élément nouveau susceptible d'avoir une influence sur leur situation d'honorabilité.

Enfin, le directeur général s'assure en ce qui le concerne que les responsables des fonctions clés continuent à satisfaire auxdites exigences de compétences et d'honorabilité. Les responsables des fonctions clés sont tenus de porter sans délai à la connaissance du directeur général tout élément nouveau pouvant avoir une influence sur leur situation d'honorabilité professionnelle.

B.3 Système de gestion des risques y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

La gestion des risques s'attache à identifier, évaluer et hiérarchiser les risques relatifs aux activités d'une organisation, quelles que soient la nature ou l'origine de ces risques, pour les traiter méthodiquement de manière coordonnée et économique, afin de diminuer et contrôler la probabilité des événements redoutés, et réduire l'impact éventuel de ces événements. Le risque est l'effet de l'incertitude sur les objectifs (normes ISO31000), il peut être vu comme une menace ou une opportunité.

À ce titre, il s'agit d'une composante de la stratégie d'entreprise qui vise à connaître et réduire la probabilité d'échec ou d'incertitude de tous les facteurs pouvant affecter les ambitions de l'entreprise. Le système de gestion des risques repose sur une approche systémique contenant de nombreux livrables. Une démarche globale est engagée pour disposer d'une vision holistique des risques.

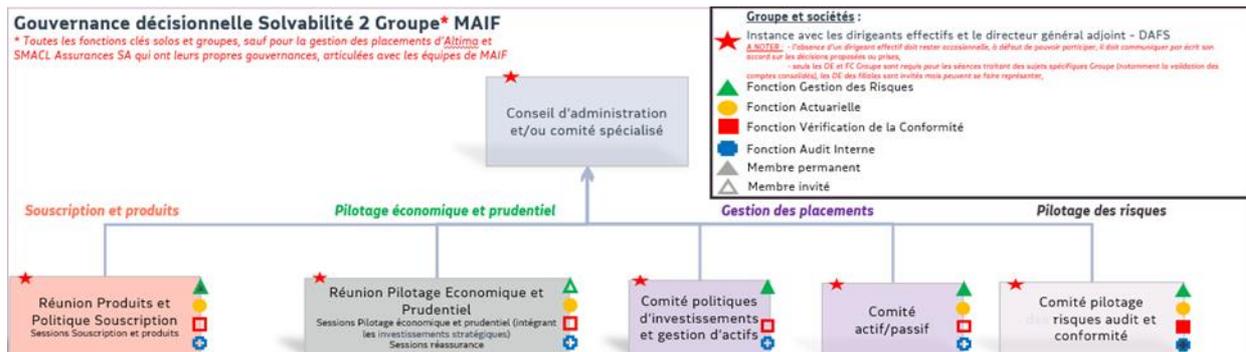
B.3.1 Description du système de gestion des risques

B.3.1.1 Organisation et gouvernance du système de gestion des risques

Le système de gestion des risques repose sur le partage d'informations et la coordination de nombreux acteurs. Les premiers intervenants sont les propriétaires de risques (directions métiers) qui gèrent couramment leurs risques liés à leurs activités. La coordination d'ensemble, soit par famille de risque, soit dans une vision globale entreprise, est réalisée à travers des comités décisionnels de l'entreprise.

Cette gouvernance décisionnelle a pour objectif de répondre aux exigences de la réglementation prudentielle Solvabilité 2 en termes de gestion par familles de risques.

Les principaux comités sont présentés sur le schéma ci-dessous et les domaines couverts et missions des comités sont décrits tels qu'ils figurent dans les politiques associées au 31 décembre en vigueur.



SMACL ASSURANCES SA intégrera les instances décisionnelles de gouvernance du groupe à compter du 1^{er} janvier 2022.

Dans le cadre du système de gestion des risques, le conseil d'administration s'assure de la mise en place d'un système de gestion des risques efficace. Il approuve notamment la stratégie de gestion des risques, définit l'appétence et la préférence au risque.

L'appétence au risque est le niveau de risque agrégé maximum qu'une entité est prête à prendre en vue de la poursuite de son activité et afin d'atteindre ses objectifs stratégiques à l'horizon de son Plan stratégique. La préférence aux risques définit des lignes directrices qui fixent des acceptations ou des refus en termes de prise de risque pour l'entreprise.

Quant au Comité des risques d'audit et des comptes (comité spécialisé du conseil d'administration MAIF), sa mission dans le cadre du système de gestion des risques consiste plus particulièrement à examiner et suivre le dispositif global de maîtrise des risques et son application.

> **Domaine Souscription et produits**

La réunion produits et politique souscription :

Cette réunion est une instance de validation par les deux dirigeants effectifs de livrables à soumettre au conseil d'administration, relevant notamment du domaine souscription et produits. A titre d'illustration : la politique globale de souscription et le suivi des business plans.

> **Domaine pilotage économique et prudentiel**

La réunion pilotage économique et prudentiel (RPEP) :

Cette réunion est une instance de validation par les deux dirigeants effectifs de livrables à soumettre au conseil d'administration relevant notamment du domaine pilotage économique et prudentiel comme les reporting annuels (Normes Françaises et Solvabilité 2) et les rapports Solvabilité 2 (SFCR, RSR).

> **Domaine gestion des placements**

Le Comité actif/passif :

- > est une instance décisionnaire sur les résultats de l'allocation stratégique à moyen-long terme et la politique de gestion actif/passif, à soumettre au conseil d'administration ou en cas d'alerte du responsable de la fonction clé gestion des risques ;
- > est une instance de reporting pour les autres sujets : évolution et paramétrage des modèles.

Le Comité politiques d'investissements et gestion d'actifs :

- › est une instance décisionnaire pour les points à présenter au conseil d'administration et les alertes du responsable de la fonction clé gestion des risques : politique de gestion des risques des investissements (y compris aménagements en cours d'exercice), politique gestion des risques de liquidité et concentration, politique d'allocation et de gestion tactique des placements ;
- › est une instance de reporting pour les autres sujets : perspectives économiques à court et moyen terme, exécution de la politique de gestion des risques des investissements (respect, performance, etc), anticipations et perspectives en matière de gestion financière, contrôle interne et maîtrise des risques, expertises externes (en cas de besoin).

› Domaine pilotage des risques

Le Comité pilotage des risques, audit et conformité :

- › évalue le profil de risque ;
- › propose le niveau d'appétence et une déclinaison en tolérances par type de risques ;
- › fournit un cadre de gestion des risques ;
- › définit les scénarii de stress contre lesquels la société entend se prémunir ;
- › supervise les travaux ORSA (régulier et ponctuel) et soumet au conseil d'administration des préconisations issues de l'analyse des résultats ;
- › prépare notamment la mise à jour des politiques globales de gestion des risques, ORSA, de conformité, de contrôle interne, de sous-traitance, de continuité d'activité et d'audit interne.
- › étudie le tableau de bord des risques ;
- › est informé de l'actualisation de la charte de gouvernance de la sécurité des SI et de la politique protection des données

B.3.1.2 Missions de la fonction clé gestion des risques, principaux travaux, compétences

La fonction gestion des risques, au travers du système de gestion des risques qu'elle anime, vise à déceler, mesurer, contrôler, gérer et reporter en permanence les risques auxquels est soumis l'organisme conformément au cadre arrêté par le conseil d'administration MAIF et la Direction générale MAIF.

Les principales missions de la fonction clé gestion des risques groupe sont :

- › animer et veiller au système de gestion des risques sur l'ensemble des risques, y-compris émergents, et le processus ORSA ;
- › rendre compte des expositions aux risques de manière détaillée et conseiller le conseil d'administration et la Direction générale MAIF sur les questions de gestion des risques, y compris celles d'ordre stratégique ;
- › assurer la relation avec les autorités de tutelle sur son domaine. Elle est l'interlocuteur privilégié des organisations professionnelles sur les thèmes relevant de sa mission.

Le titulaire de la fonction clé gestion des risques, actuaire membre certifié de l'Institut des Actuaires, s'appuie sur les dispositifs clés suivants :

- › une politique globale de gestion des risques qui établit annuellement la stratégie en matière de gestion des risques qui est ensuite déclinée dans des politiques « métiers » ;
- › une « cartographie tous risques » intégrant une section spécifique pour les risques opérationnels y compris ceux de non-conformité ;
- › un outil de modélisation prospective permettant d'évaluer des risques, notamment dans le cadre des travaux de l'ORSA ;
- › un rapport ORSA et les reportings de suivi des risques (appétence, tolérances et indicateurs).

Il s'appuie pour l'exécution de ses missions :

- › sur les équipes du Pôle Performance Economique Solvabilité et Gouvernance. Notamment l'Unité Actuariat et Pilotage des Risques de MAIF VIE, unité composée de 9 collaborateurs dont 5 actuaires membres associés, qualifiés ou certifiés de l'Institut des actuaires,
- › sur les équipes du Pôle Conformité et Contrôles de MAIF VIE pour la gestion des risques opérationnels (9 personnes).

B.3.1.3 Identification, stratégies, prises de décisions et communication sur les risques

> Cartographie tous risques

La cartographie tous risques regroupe toute l'information sur les risques auxquels est exposée MAIF VIE. Elle porte aussi bien sur les risques supportés (acceptés, garantis, ...) dans le cadre du métier d'assureur que sur ceux découlant de leur mise en œuvre opérationnelle.

Elle a plusieurs objectifs :

- › décrire les risques et leur évaluation à un instant donné en vue d'alimenter l'ORSA ;
- › hiérarchiser les risques à l'aide de différentes mesures et permettre de se concentrer sur certains risques ;
- › comparer la perception des risques, à un instant donné, entre le SCR et ses composantes par risque à l'évaluation ORSA ;
- › identifier et valider/faire évoluer la stratégie de gestion des risques et les politiques « métiers » ;
- › définir les responsabilités et les rôles/contributions des propriétaires de risques et des contributeurs à la maîtrise des risques ;
- › piloter et suivre le système de gestion des risques ;
- › organiser un reporting interne aux instances décisionnelles ;
- › revoir annuellement les risques identifiés, compléter en fonction des évolutions internes ou externes.

L'approche retenue par MAIF VIE, en cohérence avec le groupe MAIF, propose de définir les natures des risques selon trois niveaux de risques :

- › niveau 1 : les familles de risques (souscription, de marché, opérationnels, ...) ;
- › niveau 2 : les catégories de risques au sein d'une même famille (fraude interne par exemple) ;
- › niveau 3 : les risques. Ce niveau correspond aux risques identifiés dans chacune des catégories de risques, pour lesquels une description détaillée et un scénario d'évaluation sont précisés. Il s'agit d'une déclinaison opérationnelle du risque (compréhension et maîtrise du risque à un niveau opérationnel).

Les familles et catégories de risques ont été construites en cohérence avec celles définies dans le cadre de la formule standard réglementaire utilisée pour calculer le Capital de solvabilité requis. Le schéma synoptique présentant la structure de la cartographie tous risques du groupe MAIF (grandes familles et catégories de risques) est présenté en partie C.

> Stratégie de gestion des risques

La stratégie en matière de gestion des risques est formalisée dans la politique globale de gestion des risques, et ensuite déclinée opérationnellement au niveau de chacune des politiques « métiers ».

Les principales orientations de la gestion des risques sont définies chaque fin année, elles s'inscrivent dans la stratégie de l'entreprise afin de conserver le profil de risque à un niveau compatible avec l'appétence au risque et sa préférence au risque.

Toutes les décisions prises dans la gestion quotidienne s'inscrivent dans cette stratégie de risques.

> **Considération des risques dans la prise de décisions**

La gouvernance décisionnelle mise en place permet de structurer un reporting adéquat à la fois sur l'activité, la performance ou la vision risque.

La gestion des risques relève de la responsabilité de tous à travers une coordination de toutes les actions quotidiennes. L'approche coordonnée et intégrée de la gestion des risques est animée par le responsable de la fonction. Le responsable de la fonction clé gestion des risques s'assure du partage de l'information entre les acteurs, à la fois sur les activités récurrentes et stratégiques de l'entreprise.

Le responsable de la fonction clé gestion des risques de l'entreprise est membre permanent ou invité de ces comités permettant ainsi la mise sous tension et l'efficacité du système de gestion des risques. Ce fonctionnement permet également de s'assurer d'une bonne prise en compte des risques dans la chaîne décisionnelle et d'une bonne information des responsables des fonctions clés, essentielles pour la réalisation de leurs missions dans le système de gestion des risques.

Le responsable de la fonction vérification de la conformité vérifie la conformité des informations produites aux exigences réglementaires en s'appuyant sur le dispositif de contrôle interne selon le périmètre et les modalités définis dans les politiques de conformité et de contrôle interne.

La fonction actuarielle collabore notamment sur la qualité des données et les méthodes d'évaluation des risques (mesure quantitative et modèle prospectif).

L'audit interne réalise des missions d'audit du système de gestion des risques.

Des analyses de sensibilité sur le taux SCR sont réalisées dans certains dossiers pour aider à la construction des tests de résistance pour l'ORSA régulier ou ponctuel.

> **Communication sur les risques**

Afin d'assurer en permanence l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques et permettre, le cas échéant, l'adoption de mesures correctrices, la fonction clé gestion des risques rend compte au Comité pilotage des risques, audit et conformité, au Comité des risques d'audit et des comptes MAIF et au conseil d'administration du déroulement de ses missions.

Elle informe a minima annuellement ces instances sur le degré du risque et des mesures correctrices mises en œuvre selon les modalités prévues par ces instances.

B.3.2 Evaluation interne des risques et de la Solvabilité (ORSA)

L'ORSA (Own Risk and Solvency Assessment) est l'un des outils du système de gestion des risques, qui formalise et accompagne la prise de décision.

Pour la réalisation de l'ORSA régulier, MAIF VIE a retenu une fréquence annuelle.

Certaines circonstances pourraient rendre l'ORSA nécessaire en dehors de l'échéance régulière annuelle. Cet ORSA dit « ponctuel » sera réalisé chaque fois que le profil de risque de l'entreprise évolue ou serait amené à évoluer de manière significative, sur décision des dirigeants effectifs ou bien encore pour répondre à une demande émanant de l'autorité de contrôle (ACPR). Le processus de réflexion pour le lancement d'un ORSA ponctuel a été enrichi de critères quantitatifs au niveau du groupe MAIF.

L'évaluation du Besoin Global de Solvabilité (BGS) est réalisée :

- > sur la base d'une évaluation à moyen/long terme des mesures de risques fondées sur les critères d'appétence ;
- > en étudiant la résistance de l'entreprise, sur ses critères d'appétence, face à des situations dégradées ;
- > sur l'analyse des risques matériels ou jugés les plus importants pour l'entreprise ou de la déviation aux hypothèses sous-jacentes du SCR ;
- > et enfin, en décrivant les actions du management envisageables et les autres moyens mis en place pour surveiller et agir sur les risques.

B.3.2.1 Processus ORSA régulier

Le responsable de la fonction clé gestion des risques supervise la réalisation des évaluations internes des risques et de la solvabilité dites « ORSA » (Own Risk and Solvency Assessment). Une politique ORSA a été arrêtée par le conseil d'administration. L'ORSA est réalisé via un travail collaboratif des salariés, des dirigeants effectifs et des administrateurs autour d'une vision intégrée des risques. Cette vision rendement/risque se déploie progressivement au sein de l'entreprise.

Les résultats du processus ORSA permettent au conseil d'administration de formaliser :

- > le profil de risque de l'entreprise et les principaux facteurs de risque ;
- > le respect de l'appétence au risque sur l'horizon temporel défini ainsi que la disponibilité et la suffisance des fonds propres ;
- > les changements significatifs du profil de risque sur la période écoulée et les principales sensibilités sur les indicateurs financiers (sur le bilan en particulier) ;
- > le périmètre des risques non couverts par le SCR (ainsi que la portée de ces risques) et ceux devant faire l'objet d'un contrôle renforcé dit risque jugé important¹ qu'il soit quantifiable ou non.

Les éléments ci-après décrivent les principales étapes clés du processus ORSA régulier telles que mises en place au sein de MAIF VIE, en lien fonctionnel avec le groupe MAIF, à savoir :

- > la construction des tests de résistances ;
- > les chiffrages Solvabilité 2 dans plusieurs dossiers décisionnels ;
- > l'évaluation des tests de résistance ORSA ;
- > la détermination d'éventuelles actions de management ;
- > la rédaction du rapport ORSA ;
- > et la validation du rapport.

La fonction clé gestion des risques coordonne l'exécution de l'ORSA. Ces travaux sont supervisés par le Comité pilotage des risques audit et conformité qui soumet le rapport et ses conclusions au conseil d'administration. Après avis du Comité des risques d'audit et des comptes de la MAIF, le conseil d'administration valide le rapport ORSA.

Le rapport ORSA est examiné au moins une fois par an par le conseil d'administration et à chaque fois que nécessaire en cohérence avec les éléments déclenchants énumérés dans la politique ORSA.

B.3.2.2 Lien entre la gestion du capital et le profil de risques

MAIF VIE a identifié ses principaux risques. Elle immobilise des capitaux pour couvrir les pertes potentielles qui pourraient subvenir. À ce jour, le profil de risque de MAIF VIE est en adéquation avec les hypothèses sous-jacentes au calcul du Capital de solvabilité requis (SCR) selon la formule standard prévue par la réglementation. Par conséquent, MAIF VIE évalue ses risques « quantifiables » par la formule standard. Ces mêmes risques peuvent faire l'objet de scénarios de stress permettant d'évaluer l'évolution des taux de solvabilité en cas de réalisation de tels événements. Des risques « non quantifiables » sont évalués à dire d'expert de manière qualitative.

¹ Dans Solvabilité 2, un élément « important » est, par définition, susceptible d'influencer le jugement et la décision. C'est ainsi qu'il faut comprendre la notion de risque important (source ACPR). Pour MAIF VIE, les risques jugés importants peuvent être définis comme des risques pouvant nuire de manière brutale et significative à la société.

B.4 Système de contrôle interne

B.4.1 Description du système de contrôle interne

L'organisation du contrôle interne est structurée selon trois lignes de maîtrise et repose sur deux notions : le contrôle permanent regroupant les contrôles de premier et deuxième niveaux (les deux premières lignes de maîtrise) et le contrôle périodique avec le contrôle de troisième niveau (la troisième et dernière ligne de maîtrise).

Le contrôle permanent de premier niveau encadre la première prise de risque qui se situe au niveau des opérationnels et de la hiérarchie sur le terrain.

Le contrôle permanent de deuxième niveau anime et coordonne le système de contrôle interne.

Le contrôle périodique est indépendant des deux premiers niveaux et a pour vocation d'aider l'entreprise à atteindre ses objectifs en évaluant ses processus de gestion des risques, de contrôle, et plus globalement de gouvernance d'entreprise. Il est assuré par l'audit interne (voir § B.5).

Le pôle conformité et contrôles (PCC) pilote par subdélégation de la directrice générale la mise en œuvre du système de contrôle interne et rend compte de ses travaux au Comité de pilotage des risques, d'audit et de conformité, instance regroupant les dirigeants effectifs de MAIF, de ses principales filiales et les responsables des fonctions clés. Il informe le Comité des risques d'audit et des comptes et le conseil d'administration. Il rend compte de la mise en œuvre des pratiques définies au sein du groupe MAIF et pour ce faire, participe aux liens fonctionnels réalisés par la Direction Maîtrise des Risques et Contrôle Interne de la MAIF.

Le pôle conformité et contrôles pilote la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels et anime le système de contrôle interne avec le concours d'un réseau de correspondants métiers. Les procédures clés du système de contrôle interne reposent sur :

- > la cartographie des risques opérationnels ;
- > un dispositif de contrôle permanent de 2ème niveau organisé autour d'autoévaluations de vérifications de déclaration, de vérifications de procédure et de vérification d'efficacité. Il est traduit dans un plan annuel de vérifications.
- > un dispositif de suivi des incidents opérationnels ;
- > un reporting du dispositif.

Le pôle conformité et contrôles assure également la coordination du plan de continuité des activités.

B.4.2 Procédures clés du système de contrôle interne

> Lien entre le système de gestion des risques et le système de contrôle interne

Le système de gestion des risques et le système de contrôle interne interagissent de manière complémentaire.

Le système de gestion des risques pilote tous les risques en fixant des limites et un cadre de gestion des risques. Le système de contrôle interne veille à son application et au respect des normes de la société. Le système de contrôle interne s'appuie donc sur le système de gestion des risques pour positionner les contrôles à effectuer. Ainsi, les travaux des deux systèmes interagissent et assurent une séparation des rôles et responsabilités.

B.4.3 Fonction de vérification de la conformité

B.4.3.1 Missions

Le pôle conformité et contrôles s'assure, sur son périmètre d'activité, de la sécurisation des opérations conformément aux dispositions légales, réglementaires et aux normes professionnelles ou déontologiques. Il contribue à limiter les risques de sanctions, de pertes financières et/ou d'image qui seraient liés à une non-conformité.

Son périmètre d'activité concerne principalement :

- › la protection des sociétaires, assurés, adhérents, clients, y compris dans la gestion des capitaux non réclamés ;
- › la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) et la fraude interne et externe associée ;
- › la conformité des nouveaux produits et services ainsi que la conformité des modifications substantielles de produits et services existants ;
- › la protection des données personnelles ;
- › la déontologie ;
- › la sécurisation des sous-traitances importantes ou Critiques (STIC).

B.4.3.2 Organisation de la fonction de vérification de la conformité et principaux travaux

La fonction de vérification de la conformité reste indépendante dans l'exercice de sa mission et n'effectue pas d'acte de gestion opérationnelle.

Le pôle conformité et contrôles réalise également les contrôles de vérification de la conformité à partir du Plan de contrôle conformité.

B.5 Fonction d'audit interne

B.5.1 Missions

La finalité première de l'audit interne est d'évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de gouvernance de l'entreprise.

Au travers de cette évaluation, l'audit interne est la dernière « ligne de maîtrise », qui donne à l'entreprise une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations.

Au-delà de l'assurance donnée, l'audit interne apporte aussi, par ses recommandations, des conseils d'amélioration.

Une valeur ajoutée complémentaire de l'audit interne est de réaliser, grâce à son indépendance et sa qualification, des investigations ou états des lieux sur des sujets pouvant être sensibles, pour le compte de la Direction générale.

B.5.2 Organisation de la fonction audit interne et principaux travaux

La Direction de l'Audit interne de la MAIF, qui assure la fonction d'audit interne du Groupe MAIF et de ses entités solo dont MAIF VIE, est rattachée hiérarchiquement au Directeur général de la MAIF qui supervise le management de l'entité.

En outre, une fois par an, le Directeur de l'audit interne rencontre le Président de la MAIF. Pour ce qui relève de sa responsabilité de fonction clé d'audit interne MAIF VIE solo, elle rend compte fonctionnellement :

- › aux dirigeants effectifs de MAIF VIE sur les domaines de co-décision des dirigeants effectifs (politique d'audit interne, plan d'audit) ;
- › au Comité des Risques d'Audit et des Comptes de la MAIF.

Ce rattachement et ce reporting au plus haut niveau, contribuent à l'indépendance de l'Audit interne.

La Direction Audit interne MAIF est composée à fin décembre 2021 d'une équipe pluridisciplinaire de 16 postes, dimensionnée pour mener à bien ses missions. Les acteurs sont formés à la méthodologie de l'audit interne directement issue de celle enseignée par l'IFACI. En fonction du thème des missions confiées, des formations spécialisées complémentaires peuvent être assurées.

La Direction de l'Audit interne MAIF conduit ses activités en conformité aux Normes internationales de la pratique professionnelle de l'audit interne émises par l'IIA (Institute of Internal Auditors). Elle a obtenu le 10 mai 2021 le renouvellement de son label de certification 'The IIA / IFACI', label qu'elle détient depuis le 14 février 2018.

L'audit interne réalise principalement des missions d'assurance portant sur un processus, un thème ou une entité. En complément, il mène aussi ponctuellement des missions de conseil. Les conclusions d'audit font l'objet d'un rapport final remis notamment aux dirigeants effectifs de MAIF VIE, aux membres du Comité des risques d'audit et des comptes, aux responsables des fonctions clés MAIF VIE et GROUPE. Il contient les constats, les risques identifiés, les recommandations et le plan d'action des structures auditées (le cas échéant, celui-ci a pu faire l'objet au préalable d'un arbitrage par la Direction Générale).

Annuellement, l'audit interne communique à la Direction générale, au conseil d'administration et au Comité des risques d'audit et des comptes un rapport comprenant les résultats des activités d'audit interne de l'année.

B.6 Fonction actuarielle

B.6.1 Missions

Les missions de la fonction actuarielle peuvent être regroupées selon quatre thématiques :

- › les provisions techniques :
 - coordonner le calcul des provisions techniques voire le superviser pour certains cas prévus par la directive Solvabilité 2 ;
 - garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques ;
 - apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques ;
 - comparer les meilleures estimations aux observations empiriques ;
 - informer le conseil d'administration de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques.
- › la souscription : émettre un avis sur la politique globale de souscription ;
- › la réassurance : émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- › le système de gestion des risques : contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, en particulier pour ce qui concerne la modélisation des risques sous-tendant le calcul du Capital de solvabilité requis (SCR) et du Minimum de capital requis (MCR) et pour ce qui concerne l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA).

B.6.2 Organisation de la fonction actuarielle et principaux travaux

Le système de gouvernance de MAIF VIE comporte quatre fonctions clés de contrôle dont la fonction actuarielle, confiée à un chef de projet actuariat issu de l'unité Actuariat et Pilotage des Risques.

Les missions attribuées à l'unité Actuariat et Pilotage des Risques regroupent les activités suivantes :

- › piloter et réaliser les travaux de gestion prévisionnelle des activités de l'entreprise tant en Normes Françaises que sous Solvabilité 2 ;
- › contribuer aux travaux relevant de la responsabilité des fonctions clés « Gestion des Risques » et « Actuarielle » ;
- › réaliser les travaux techniques et économiques liés à la conception et à l'évolution des produits ;
- › évaluer les engagements techniques de la société notamment au moment de l'arrêté des comptes ;
- › s'assurer en permanence du respect des normes techniques et actuarielles en vigueur ainsi que des contraintes réglementaires afférentes ;
- › analyser les éléments techniques relatifs à la gestion des traités de réassurance.

La fonction actuarielle rédige notamment un rapport annuel permettant de motiver les différentes opinions exprimées par le responsable de la fonction actuarielle sur les provisions techniques, la politique de souscription et la politique de réassurance.

Dans ce rapport, la fonction actuarielle documente les travaux réalisés et les résultats, identifie les éventuelles lacunes et émet des recommandations.

Ce rapport, ainsi que les opinions, sont notamment partagés en amont de la présentation aux instances au sein du Comité groupe de la fonction actuarielle qui associe les différentes directions impliquées dans les travaux.

Cependant, si l'opinion de la fonction actuarielle faisait émerger une problématique significative sur un des sujets évoqués précédemment, l'opinion serait alors transmise au conseil d'administration au moment de sa validation.

Les productions de la fonction actuarielle, qui a en charge également le pilotage et la réalisation de l'évaluation quantitative des risques dont l'ORSA, sont notamment présentées au responsable de la fonction gestion des risques et aux différentes instances..

B.7 Sous-traitance

MAIF VIE a conclu des accords de sous-traitance avec des prestataires de services tiers en vue d'externaliser diverses activités. Ce recours à la sous-traitance est justifié par la nature des activités externalisées, des décisions stratégiques de l'entreprise et par la volonté de recourir à des niveaux d'expertise, de savoir-faire ou de connaissances adaptés.

La Directive Européenne 2009/138/CE du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice dite « Directive Solvabilité II » impose aux entreprises d'assurance la mise en place d'un dispositif de maîtrise de sa sous-traitance et plus particulièrement de ses sous-traitants dits « Importants ou Critiques » (STIC) selon des critères définis par les articles 49 et 50 de la Directive.

MAIF VIE restant responsable des activités sous traitées, son dispositif de maîtrise de la sous-traitance a pour objectif principal la protection des adhérents et la maîtrise des risques inhérents à l'intervention d'un acteur tiers (risques opérationnels avec impacts financier et/ou de réputation dans une hypothèse de défaillance desdits prestataires de services).

Dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de son dispositif STIC, MAIF VIE a rédigé sa Politique de sous-traitance, laquelle est validée par le conseil d'administration de l'entreprise et révisée annuellement. Le 17/06/2021, le CA de MAIF VIE a ainsi validé la mise à jour 2021 de la Politique de sous-traitance de MAIF VIE. Cette politique précise le cadre et les principales règles en matière de sous-traitance à MAIF VIE, dont les critères de qualification d'une sous-traitance importante ou critique, le dispositif de suivi des activités externalisées, ainsi que les responsabilités des différents acteurs. Elle vient également en déclinaison de la Politique de Sous-traitance Groupe MAIF.

En 2021, en concertation avec le groupe MAIF, MAIF VIE a poursuivi les travaux d'animation et de renforcement de son dispositif de supervision des sous-traitances importantes ou critiques.

Le Comité STIC de MAIF VIE a pour mission de suivre les risques liés aux STIC avec l'ensemble des acteurs concernés, et notamment de valider la mise à jour de la cartographie STIC, l'entrée et la poursuite de la relation d'affaires avec les partenaires identifiés comme étant critiques ou importants. Il a vocation à se réunir, à minima, une fois par an.

> La sécurisation de la sous-traitance de MAIF VIE

En 2021, MAIF VIE s'est attaché à optimiser la sécurisation de ces relations partenariales au travers de deux processus :

- le processus de sélection et de sécurisation du partenariat avec le sous-traitant important ou critique ;
- le processus de suivi du sous-traitant important ou critique.

> La sélection du sous-traitant important ou critique

MAIF VIE qualifie ses sous-traitances importantes ou critiques (STIC) en s'appuyant sur un certain nombre de critères combinés dans un arbre de décision et qui permettent de définir la criticité de la sous-traitance.

Ces critères sont :

- > la qualification de l'activité :
 - o une activité standard au sens de l'article R354-7 II a du Code des assurances, o une activité
 - o relevant de la sous-traitance et/ou de l'externalisation au sens de l'article L310-3 13 du Code des assurances,
 - o une fonction clé au sens de Solvabilité 2,
 - o une activité cœur de métier,
 - o une fonction/activité support sensible,
 - o une sous-traitance d'un risque opérationnel dont l'arrêt brutal engendrerait une perte significative ou le non-respect des engagements envers ses sociétaires,
- > des seuils économiques définis en interne,
- > le caractère substituable ou non de l'activité dans un délai limité,
- > le caractère durable ou non de l'activité.

A cela s'ajoute une étude du sous-traitant sur un ensemble d'éléments qui peuvent s'ajuster selon le type d'activité sous-traitée :

- > leur dispositif de continuité d'activité,
- > leur sécurité du système d'information,
- > leur dispositif de contrôle interne,
- > leur viabilité financière,
- > leurs éléments contractuels : attestation d'assurance, attestation RC...

Enfin, la sécurisation de la relation s'effectue également au travers d'une convention écrite signée entre le représentant de l'entité délégante et le représentant du sous-traitant qui intègre des clauses spécifiques telles que la continuité des activités, la protection et la qualité des données utilisées pour l'activité ou la fonction confiée par le délégant, le respect de la réglementation, l'honorabilité du prestataire,

> Le suivi régulier du sous-traitant important ou critique

Pour maîtriser les risques liés aux sous-traitants importants ou critiques, MAIF VIE a mis en place un certain nombre de contrôles :

- > Des vérifications annuelles : questionnaire annuel de suivi à destination des sous-traitants importants ou critiques, renseigné sur une base déclarative ((suivi du Plan de continuité et

de reprise d'activité, suivi du dispositif de contrôle interne, évaluation du système d'information...),

- › Un suivi régulier dans le cadre des comités de suivi du partenariat.

Parallèlement, le plan de contrôle interne de MAIF VIE intègre la vérification de l'effectivité, de la qualité et de l'exhaustivité des vérifications annuelles réalisées dans le cadre du dispositif STIC.

B.8 Autres informations

MAIF VIE n'a pas identifié d'autre information significative à mentionner dans ce paragraphe.



PROFIL DE RISQUE

C Profil de Risque

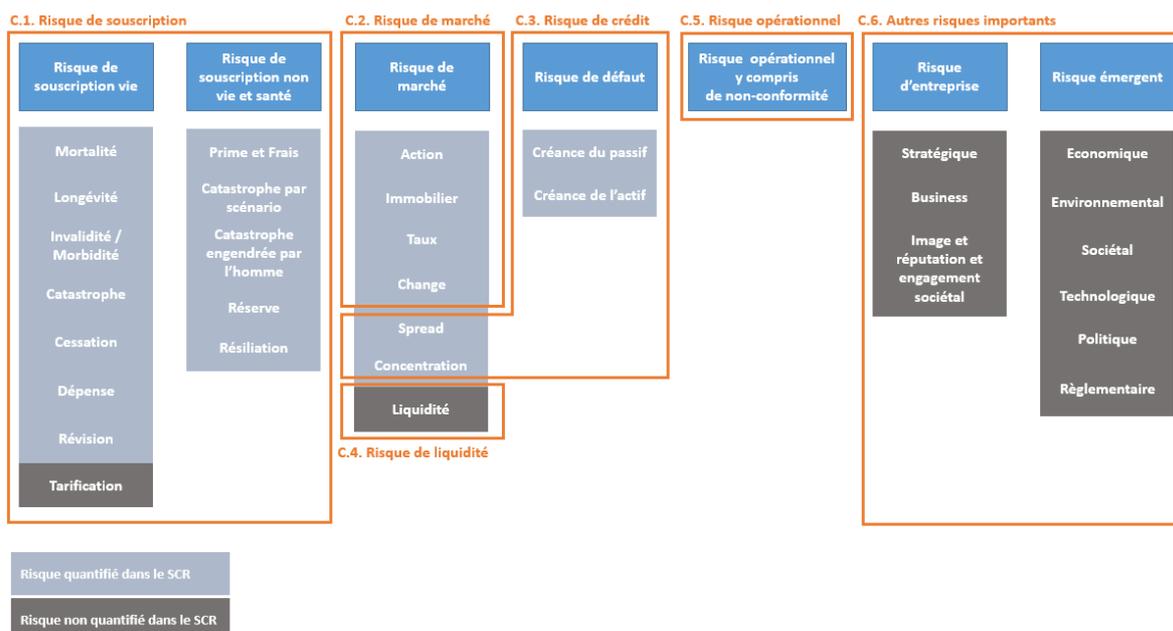
Le profil de risque regroupe l'ensemble des risques auxquels la société d'assurance est exposée, la quantification de ces expositions et l'ensemble des mesures de protection face à ces risques.

Ces éléments sont présentés de manière détaillée dans les sections ci-après.

MAIF VIE est une société d'assurance dont l'activité principale est de couvrir les besoins des adhérents en matière d'assurance vie : protéger sa famille, assurer l'avenir de ses enfants, se constituer par l'épargne un complément de retraite, favoriser la transmission d'un capital... A ce titre, elle n'est pas exposée à des risques spécifiques par rapport au marché et ne couvre pas de risques de nature exceptionnelle.

Les principaux risques auxquels MAIF VIE est exposée résultent de son activité d'assureur vie, de son organisation et de son environnement, notamment économique. Le profil de risque reflète les conclusions de la cartographie tous risques, outil essentiel du système de gestion des risques dont la structure est présentée en § B.3 de ce rapport.

Le schéma synoptique suivant présente la cartographie tous risques qui s'applique aux principales entités du groupe MAIF :



Le profil de risque est notamment évalué de manière quantitative selon le calcul du SCR déterminé par la formule standard, pour la plupart des risques quantifiables (SCR pour Solvency Capital Requirement, représentant le capital cible requis dans le cadre de la réglementation européenne Solvabilité 2). Le SCR correspond au montant de fonds propres estimé comme nécessaire pour absorber des chocs de forte intensité susceptibles de se produire environ une fois tous les 200 ans. Les résultats de ce calcul sont présentés dans la suite de ce rapport au § E.2.

Ainsi, les risques les plus importants sont compris dans le calcul du SCR. Pour ces risques, la formule standard définie dans la directive Solvabilité 2 prévoit une méthode d'évaluation normalisée qui facilite la comparaison des sociétés d'assurance sur leur exposition aux risques de natures différentes. Le calibrage de la formule standard est adapté pour la mesure du profil de risque MAIF VIE. Ces risques sont couverts par la mobilisation de fonds propres en quantité et en qualité suffisante (présentés dans la partie E) et par divers dispositifs de gestion des risques.

Dans le calcul du SCR, une réduction du besoin en capital est prévue pour tenir compte des effets de diversification entre les risques. Les principales catégories qui contribuent au SCR et MAIF VIE - Rapport sur la solvabilité et la situation financière 2021

génèrent de la diversification entre elles sont le risque de souscription vie et le risque de marché. Les autres catégories de risques, ont des expositions unitaires plus faibles.

D'autres risques significatifs pour MAIF VIE - risques d'entreprise, émergents (décrits au § C.6.6), ou de liquidité (§ C.4) - sont également détaillés. Ces derniers ne sont pas intégrés dans le calcul du SCR selon la formule standard, et sont couverts par des dispositifs de gestion des risques spécifiques.

Les traits saillants de l'exposition MAIF VIE à chacun de ces principaux risques sont présentés ci-dessous, après un rappel de la nature du risque.

Les principales techniques de gestion ou d'atténuation de ces risques mises en œuvre par MAIF VIE sont également décrites ci-après. Ces techniques propres à chaque risque s'inscrivent dans le dispositif général de gestion des risques détaillé auparavant au § B.3.

Afin de faciliter la lecture, les principaux risques auxquels MAIF VIE est exposée sont regroupés au sein des modules suivants :

- > Risque de souscription,
- > Risque de marché,
- > Risque de crédit,
- > Risque de liquidité,
- > Risque opérationnel,
- > Autres risques importants, incluant les risques d'entreprise et les risques émergents.

Ces modules rappellent la structure de la cartographie tous risques. Les risques qui n'entrent pas dans le champ du SCR sont distingués, permettant ainsi de faire le lien avec la structure de la cartographie tous risques de MAIF VIE.

Les expositions au risque ont augmenté en raison de la crise sanitaire qui a perturbé toutes les activités économiques. Les impacts de la crise sanitaire sont doubles en affectant négativement les assureurs tant du côté de l'actif que du passif.

Le profil de risque de MAIF VIE est peu exposé concernant les branches d'activité prévoyance, chômage, ou encore assurance-crédit, les plus impactées par la crise liée à la pandémie COVID-19. Ainsi, MAIF VIE est suffisamment solide pour faire face à ses engagements. La diversification des risques, le niveau et la qualité des fonds propres, la stratégie d'investissement prudente sont autant d'éléments qui assurent à MAIF VIE, de fortes capacités de résistance dans des scénarios adverses.

C.1 Risque de souscription

Les risques auxquels est exposée MAIF VIE diffèrent selon la nature et l'objet du produit :

- > les produits d'épargne, pour leur composante libellée en euros, induisent principalement des risques de marché, des risques de rachats et des risques de dérive des frais (dépenses). La composante en unités de compte des produits d'épargne, sur laquelle les risques de marché sont supportés par l'assuré, est exposée à une diminution de l'encours (décès, rachats, arbitrages avec le compartiment libellé en euros ...) ayant pour incidence une dégradation du résultat sur ce type de produit ;
- > les produits d'épargne retraite (non assimilés à des produits d'épargne) et les rentes viagères (issues des options de règlements d'autres produits d'épargne ou prévoyance de MAIF VIE) engendrent essentiellement des risques financiers, mais aussi des risques techniques de souscription (longévité, ...);
- > les produits de prévoyance génèrent des risques techniques de souscription (décès, invalidité, anti-sélection, ...) pouvant entraîner, en cas de dérive des indicateurs techniques, une dégradation du résultat sur ces produits.

Au regard de son profil d'activité, majoritairement concentrée sur les produits d'épargne, MAIF VIE est intrinsèquement exposée à l'environnement des aléas assurantiels, engendrant des risques de souscription, et plus particulièrement :

- › risque de distribution et de tarification ;
- › risque d'une forte hausse des rachats en épargne.

Au regard de la nature des produits, MAIF VIE n'est pas exposée aux risques de révision.

Le SCR souscription vie de MAIF VIE se décompose en risque de mortalité, de longévité, d'invalidité, de cessation, de dépenses, de révision et catastrophe.

C.1.1 Risque de distribution et de tarification

En tant que filiale assurance vie de la MAIF, MAIF VIE s'attache à fournir une réponse adaptée aux besoins des sociétaires MAIF en matière d'assurance vie et prévoyance ; ainsi, MAIF VIE jouit du réseau de distribution MAIF pour diffuser son offre produit, mais également de l'expertise des conseillers-vendeurs de MAIF Solutions Financières (filiale détenue à 100 % par MAIF) pour la souscription de contrats d'assurance vie avec des versements élevés.

La non-atteinte des objectifs de distribution sur un ou plusieurs produits peut impliquer une dérive de la performance économique attendue sur ce ou ces produits. L'élaboration et le suivi d'un plan de développement annuel (définition des objectifs de développement) permet de piloter la stratégie commerciale. Le CPAD suit mensuellement l'atteinte des objectifs de distribution.

Plusieurs travaux permettent de vérifier l'exposition aux risques de distribution et de tarification :

- › l'analyse annuelle du positionnement de l'offre permet de comparer par produit l'offre MAIF par rapport au marché ;
- › l'adéquation des tarifs, et notamment le suivi annuel de la mortalité, le suivi annuel de la tarification des contrats, l'analyse empirique de la sinistralité et des rachats, ...

Par ailleurs, l'existence d'une politique Gouvernance et Surveillance des Produits (GSP) et d'un Comité souscription et produits renforce le pilotage de la stratégie produits de MAIF VIE.

Le risque potentiel sur de nouveaux produits est encadré par un processus spécifique dédié à la conception ou la modification d'un produit.

C.1.2 Risque de cessation

Au regard de son profil d'activité, majoritairement concentrée sur les produits d'épargne, MAIF VIE est exposée à un risque de forte hausse des rachats en épargne.

Pour la plupart, des contrats d'assurance vie d'épargne peuvent être rachetés à tout moment par les assurés. Les rachats peuvent être motivés par des besoins de liquidité, des facteurs liés à la fiscalité avantageuse des produits d'assurance, des repositionnements vers des concurrents offrant des produits plus rémunérateurs/performants...

Notamment, dans certaines situations financières :

- › des rachats importants de contrats d'épargne, pour leur composante libellée en euros, pourraient avoir des impacts significatifs sur la situation financière et la solvabilité de l'entreprise ; ce serait notamment le cas dans une situation de forte et rapide hausse des taux d'intérêt, occasionnant la vente de titres en moins-values latentes et affectant directement le résultat financier et donc les fonds propres de l'entreprise (voir section suivante C.2 sur l'exposition au risque de taux d'intérêt).
- › dans une situation persistante de taux d'intérêt long terme à des niveaux extrêmement bas, des rachats importants pourraient améliorer ponctuellement la solvabilité de l'entreprise mais nuiraient à son équilibre économique et à sa pérennité.

Les études actif/passif, le ratio de PPB/PM (provision pour participation aux bénéficiaires sur provision mathématique) et la situation de richesse latente sont des dispositifs existants de maîtrise du risque de rachat. Voir également les « facultés contractuelles et réglementaires face au risque de liquidité » (ci-après, partie C.4) qui permettent également de faire face au risque de cessation.

C.1.3 Risque de dépenses

Le risque de dépense peut être d'origine endogène, comme une mauvaise maîtrise des charges internes (masse salariale, dérive des coûts des projets, ...) ou d'origine exogène comme l'inflation, des cotisations sociales supplémentaires, des nouvelles réglementations engendrant des coûts projets complémentaires ...

Le système de commissionnement mis en place auprès des réseaux de distribution a été conçu de manière à ce que les ressources de gestion prélevées sur les contrats d'épargne soient toujours supérieures aux commissions versées.

Les frais et leur dérive potentielle sont par ailleurs régulièrement mesurés de manière prospective permettant ainsi d'anticiper et de piloter les coûts en adéquation avec les ressources de gestion.

C.1.4 Risque de mortalité, de longévité, d'invalidité et catastrophe

Les risques de mortalité, de longévité et d'invalidité correspondent respectivement à une dérive de la mortalité, de la longévité ou de l'invalidité par rapport aux lois comportementales construites et utilisées par MAIF VIE. Le risque de catastrophe résulte d'évènements extrêmes ou irréguliers ayant comme conséquence un effet de surmortalité ponctuelle et immédiate. A ce titre, l'éventualité de la survenance d'une épidémie ou d'un phénomène climatique (canicule...) est un risque de sursinistralité (décès / incapacité / invalidité) impactant l'équilibre économique de nos produits. La structure du portefeuille conjuguée à la couverture de réassurance actuelle permet une bonne maîtrise de ce risque.

Des méthodes statistiques et actuarielles sont utilisées pour concevoir les produits et suivre leur adéquation et équilibre technique. La mesure des engagements et des flux futurs des produits d'assurance vie et de prévoyance (et des risques de souscription sous-jacents) s'appuie sur des hypothèses d'évolution prospective de facteurs d'origine économique, démographique, ou liés à la mortalité, l'invalidité ou le comportement des assurés. MAIF VIE utilise son expérience, ses données et celles de la profession afin d'élaborer des estimations au plus juste.

Des risques émergents, tels qu'un nouveau cadre fiscal, pourraient entraîner des pertes incohérentes par rapport aux hypothèses retenues ; avec un éventuel impact significatif de la situation financière.

Les lois comportementales relatives aux risques de mortalité, de longévité, d'invalidité/morbidité et de rachat sont mises à jour annuellement et permettent d'appréhender d'éventuelles modifications de tendances, qui pourraient entraîner une modification de la structure et de la cession des risques. Il s'agit également de s'assurer qu'aucune déformation du portefeuille dans ses caractéristiques ne nécessite une modification de la tarification. Par ailleurs, le système de suivi interne construit autour de comparaisons mensuelles et annuelles permet d'alerter en cas de modification importante et durable de la sinistralité.

À noter que MAIF VIE utilise une table de mortalité d'expérience, certifiée par un actuaire agréé à cet effet, conformément à l'article A132-18 du Code des assurances, pour la tarification de garanties en cas de décès des contrats de prévoyance individuelle temporaire et de prêts qu'elle assure.

De plus, les échanges entretenus au cours de l'année avec nos réassureurs nous permettent de comparer le coût de nos traités à ceux du marché. Les propositions tarifaires pour l'année suivante sont également évaluées en regard de l'évolution des portefeuilles.

Programme de réassurance pour limiter les risques techniques des produits de prévoyance

Les produits de prévoyance génèrent des risques techniques de souscription (décès, invalidité, antisélection, ...).

La politique de réassurance de MAIF VIE s'inscrit en cohérence avec celle des autres entités du groupe.

C.2 Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations des prix des actifs financiers qui composent un portefeuille d'actifs.

Le risque de marché de MAIF VIE se décompose en risques actions, immobilier, de taux d'intérêt, de spread, de change et de concentration.

Le risque de spread de crédit est décrit au § C.3 consacré au risque de crédit.

MAIF VIE a délégué à MAIF la mise en œuvre de sa gestion financière et de sa gestion actif/passif ainsi que la comptabilité de ses placements

MAIF VIE applique l'approche par transparence, qui consiste à calculer le capital de solvabilité requis sur la base de chaque actif sous-jacent des organismes de placement collectif et autres investissements sous forme de fonds.

Les principaux risques identifiés sont les risques financiers (risques de marché, risque de concentration, risque de liquidité et risque de défaut) et les risques de durabilité (mauvaises pratiques ESG des entités financées et risques de non-adaptation à la transition énergétique et écologique).

A noter que pour le risque de marché (§ C.2), le risque crédit (§ C.3), le risque de liquidité (§ C.4) et les risques de durabilité (§ C.6.4), le **principe de la personne prudente** s'applique.

Les investissements dans des instruments financiers sont effectués après une analyse pour identifier, mesurer, suivre, gérer, contrôler et déclarer les risques de manière adéquate et selon le « principe de la personne prudente ».

MAIF VIE détermine, en collaboration avec les équipes Investissements et placements et gestion actif-passif de MAIF, chaque année, son allocation d'actifs et ses règles de gestion présentées dans la politique de Gestion Tactique des Placements.

La politique de gestion des risques des investissements, la politique de gestion tactique des placements et la politique de gestion des risques de liquidité et concentration de MAIF VIE sont fixées de façon à garantir la sécurité, la qualité, la liquidité et la rentabilité de l'ensemble du portefeuille. De même, les actifs sont majoritairement domiciliés dans les pays membres de l'OCDE. Cela permet de garantir leur disponibilité. Les investissements directs sont effectués selon un processus de sélection rigoureux des émetteurs et de limites portant sur le respect d'un haut niveau de qualité de portefeuille (exclusions notations financières et extra-financières) et sur des stratégies de diversification par pays, secteur, et émetteur

Par ailleurs, l'investissement dans une nouvelle classe d'actifs est conditionné à l'approbation du comité politiques d'investissements et gestion d'actifs avant d'être validé par le conseil d'administration.

Le respect de l'ensemble des allocations et règles de gestion définies dans [les][la] politique[s] annuelle[s] de gestion tactique des placements ou validées lors des différents comités est vérifié quotidiennement.

Les équipes de gestion spécialisées par classes d'actifs effectuent quotidiennement un suivi des risques de marché. Elles réalisent leurs propres analyses des actifs financiers dans lesquels MAIF VIE investit, en amont de l'investissement et durant la période de détention.

Ces principes s'appliquent également aux actifs détenus en représentation des contrats d'assurance vie multisupports pour leur composante en unités de compte. Les supports en unités de compte sont sélectionnés dans le meilleur intérêt des assurés (et leurs bénéficiaires) et en cohérence avec la politique d'investissements du groupe MAIF.

C.2.1 Risque actions

Le risque actions correspond au risque de variation du cours des actions (cotées ou non cotées).

Après une contraction de plus de 3% en 2020, la croissance mondiale a nettement rebondi en 2021 et devrait s'établir proche de 6%. La vaccination et les mesures de soutiens publiques ont permis de renforcer ce rebond. En revanche, les goulets d'étranglement ont favorisé une accélération rapide de l'inflation poussant les banques centrales à réduire leur soutien.

Aux Etats-Unis, la croissance annuelle 2021 devrait approcher les 6%. L'inflation en forte hausse depuis mai a atteint 7% en décembre, un record depuis 1982. Avec la réduction des excès de capacités sur le marché du travail, cela a poussé la Fed à annoncer une accélération de sa normalisation monétaire.

En Zone euro, des restrictions de mouvements ont été réintroduites à chaque vague pandémique, pénalisant ainsi la mobilité et les services. A cela s'ajoute la persistance de perturbations sur les chaînes de valeur mondiales qui affectent particulièrement l'Allemagne. Au total, la dynamique a ralenti au T4 et après -6,4% en 2020 la croissance annuelle devrait s'établir proche de 5% en 2021. Comme aux Etats-Unis, les pressions inflationnistes sont prégnantes, 4,9% en novembre, et la BCE a déjà commencé à réduire ses achats.

Dans ce contexte, les actifs risqués ont été privilégiés par les investisseurs. Ainsi, les indices actions affichent des gains importants sur l'année, dans un contexte de volatilité relativement contenue. Le CAC 40 s'est apprécié de 29% contre 21% pour l'Eurostoxx 50 et 27% pour le SP500. Seul l'indice des pays émergents, impacté par le recul des marchés chinois, s'affiche en territoire négatif avec un recul de 4,6%.

L'exposition de MAIF VIE aux marchés actions est modérée et a fait l'objet d'un pilotage renforcé durant cette période

MAIF VIE est exposée à un fort réajustement à la baisse des marchés actions (pas de retour à la situation initiale avant plusieurs années) engendrant, si elle se produisait :

- › une chute de la valeur du portefeuille d'actifs et des produits financiers futurs sur les fonds propres en normes Solvabilité 2 ;
- › et un risque de provisionnement pour risque d'exigibilité (PRE) et pour dépréciation durable (PDD) impactant directement le résultat de l'entreprise en normes comptables françaises.

Dans des conditions normales de marché et de volatilité, le risque actions est maîtrisé.

Ce risque est évalué selon la formule standard.

C.2.2 Risque immobilier

Le risque immobilier correspond au risque de baisse du prix des actifs immobiliers ou de la valeur des participations détenues dans des fonds/sociétés du fait de la baisse du prix des actifs immobiliers sous-jacents.

Grâce aux politiques publiques accommodantes avec notamment la politique du « quoi qu'il en coûte » et à la solidarité des différents acteurs comme les actions de solidarité de France

Assureurs (ex FFA) vis-à-vis des locataires en difficultés, des commerces et hôtels fermés administrativement, les marchés immobiliers n'ont pas connu en 2021 les baisses annoncées. Par ailleurs, dans un contexte de taux bas, d'accès facile aux liquidités et de prime de risque immobilière importante, les investisseurs ont pour la plupart maintenu leurs expositions en immobilier de placement et globalement, les valorisations des immeubles se sont bien tenues avec des niveaux de perception des flux locatifs satisfaisants.

Dans ce contexte, le portefeuille immobilier de MAIF VIE s'est montré très résilient, conséquence de plusieurs choix forts :

- › MAIF VIE s'est depuis longtemps attachée à diversifier son allocation en immobilier de placement sur un plan géographique mais aussi un sur un plan sectoriel en investissant entre autres en santé et en résidentiel,
- › le recentrage opéré sur le bureau « prime » concourt également à la bonne robustesse du portefeuille immobilier,
- › enfin, la prise en compte des enjeux Environnementaux Sociaux et de Gouvernance (ESG) depuis plus de 10 ans dans la conduite de la politique d'investissement en immobilier de placements de MAIF VIE, permet aujourd'hui d'avoir globalement des actifs de qualité, en phase avec les attentes des utilisateurs ce qui sous-tend leurs prises à bail et leurs bonnes appréciations par les experts immobiliers.

Ce risque est évalué selon la formule standard.

C.2.3 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque de variation du prix ou de la valorisation d'un actif ou d'un passif financier résultant d'une variation défavorable des taux d'intérêt sans risque. Ceci inclut l'asymétrie entre l'actif et le passif.

En période de baisse des taux d'intérêt :

- › la valorisation au bilan des indemnisations ou engagements sous forme de rentes augmente,
- › la valorisation du portefeuille d'obligations à taux fixe augmente,
- › en revanche, les nouveaux investissements réalisés sur des taux d'intérêt plus faibles font baisser le rendement du portefeuille.

À l'inverse, en période de hausse des taux :

- › la valorisation au bilan des indemnisations ou engagements sous forme de rentes diminue,
- › la valeur du portefeuille d'obligations à taux fixe diminue, ce qui peut avoir un impact significatif sur la solvabilité,
- › en revanche, les nouveaux investissements réalisés sur des taux d'intérêt plus élevés augmenteront le rendement du portefeuille obligataire.

De par son activité d'épargne (domaine d'activité prédominante de l'entreprise) et la structure de son portefeuille d'actifs (majoritairement positionné sur des placements obligataires), MAIF VIE est exposée aux risques financiers (dégradation des marchés financiers) et plus particulièrement à une situation de hausse brutale et pérenne des taux d'intérêts, ce qui conduirait à une chute de la valeur de marché du portefeuille d'actifs et exposerait MAIF VIE à un risque de rachats.

Plusieurs dispositifs de gestion de ce risque sont mis en œuvre :

- › la durée du portefeuille obligataire géré en direct est strictement encadrée par une fourchette,
- › la constitution de réserve (provision pour participation aux bénéficiaires) offrant la capacité d'augmenter la rémunération des contrats d'épargne. La provision pour participation aux bénéficiaires s'élève à 6,04 % des encours des produits d'épargne (supports en euros) au 31 décembre 2021.

Une situation durable de taux d'intérêt négatifs pousserait à repenser le business model de l'activité assurance vie de MAIF VIE et exposerait plus fortement MAIF VIE aux autres risques financiers (chute des marchés actions, immobiliers, ...).

La provision pour participation aux bénéficiaires (réserve) offre la capacité, sur quelques années, de fournir un niveau de rémunération compétitif aux contrats d'épargne dans une situation de taux bas ou négatifs.

Après une année 2020 marquée par la multiplicité et la gravité des chocs survenus, l'année 2021 aura permis d'entrevoir le début d'un certain retour à la normale. Cette année a été caractérisée par la fin du fort rebond macroéconomique et financier (entamé dès le 3ème trimestre 2020 dans les pays développés), par le retour de l'inflation sur des niveaux élevés, par la persistance de la pandémie (atténuée par la vaccination) et par l'accélération de la transition énergétique. Malgré l'amorce de la normalisation des banques centrales, accentuée par le risque inflationniste, le marché est resté résilient en 2021.

Ce risque est évalué selon la formule standard.

C.2.4 Risque de change

Le risque de change correspond au risque de variation du prix ou de la valorisation d'un actif ou d'un passif financier libellé en devises étrangères résultant d'une évolution défavorable du cours de conversion avec la devise de référence (monnaie nationale).

Les investissements sont réalisés exclusivement sur des actifs libellés en euro. Néanmoins, de manière limitée, MAIF VIE pourrait être exposée aux risques de change dans le cadre de fonds d'investissements en gestion déléguée.

Ce risque est évalué selon la formule standard.

C.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte du principal (somme investie ou prêtée au départ) ou perte de rémunération financière résultant de fluctuations affectant la qualité de crédit d'émetteurs de valeurs mobilières, de contreparties ou de tout autre débiteur et auquel les sociétés d'assurance sont exposées sous forme de risque de spread, risque de concentration et risque de défaut de contrepartie.

Trois types de risque de crédit font l'objet d'un suivi spécifique à MAIF VIE :

- › les placements financiers, et plus particulièrement le portefeuille de produits de taux : risque de spread et risque de concentration ;
- › les créances sur les réassureurs, nées des opérations de cession en réassurance : risque de défaut ;
- › les créances sur les banques, nées des dépôts de trésorerie : risque de défaut.

Le **principe de la personne prudente** décrit au §C.2 (risque de marché) s'applique au risque de crédit.

C.3.1 Risque de spread

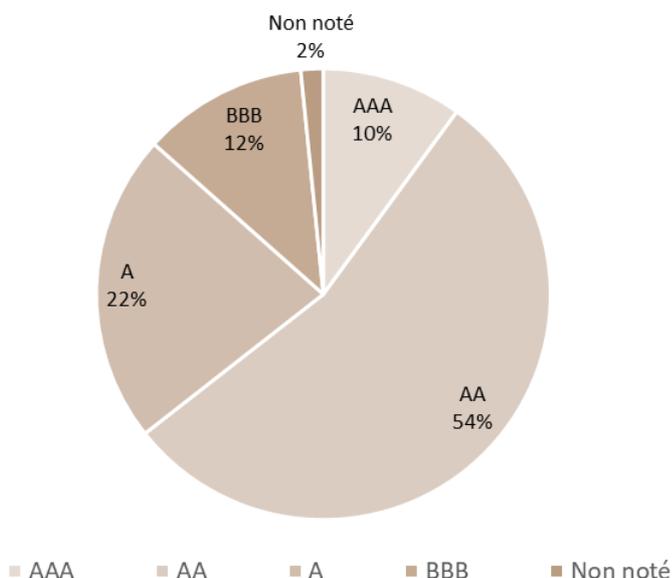
Le risque de spread de crédit est le risque de variation du prix ou de la valorisation d'un actif résultant d'une évolution défavorable de l'écart entre le taux de rentabilité actuariel d'une obligation et le taux de rentabilité actuariel d'un emprunt sans risque de durée identique. L'origine du risque est une dégradation de la qualité de crédit de l'émetteur obligataire (hors obligations souveraines zone euro pour le calcul réglementaire).

Le spread est également couramment appelé prime de risque.

Le risque de spread est maîtrisé par la mise en place d'un processus de sélection rigoureux des émetteurs et de limites portant sur le respect d'un haut niveau de qualité de portefeuille (limites par notation) et sur des stratégies de diversification par pays, secteur, et émetteurs.

À fin 2021, le portefeuille obligataire, ventilé par notation, est présenté ci-dessous.

Portefeuille obligataire par notation en valeur de marché - 2021



En 2021, les spreads de crédit ont poursuivi leur resserrement entamé dès avril 2020 dans un climat globalement peu volatile. Différents facteurs peuvent expliquer ce phénomène : soutien budgétaire (différents dispositifs mis en place par les gouvernements), soutien monétaire (politiques des banques centrales très accommodantes), adaptation à la situation sanitaire (vaccination, tests, assouplissement des restrictions, ...), des liquidités importantes sur les marchés, ... En parallèle, les fondamentaux des émetteurs corporates se sont nettement améliorés en 2021, illustrés par des taux de défaut sur des plus bas historiques (1,7% à fin 2021 contre 6,9% fin 2020 pour les émetteurs à haut rendement au niveau global, plus bas depuis 10 ans). Les portefeuilles crédit sont essentiellement exposés à des émetteurs de bonne qualité (catégorie investissement), les secteurs les plus cycliques sont structurellement sous-pondérés et les émetteurs les plus impactés par la crise ont été allégés ou cédés en 2020. Ainsi, ce positionnement prudent devrait limiter le risque de spread face au retrait progressif attendu du soutien des Etats et de celui des banques centrales.

Ce risque est évalué selon la formule standard.

C.3.2 Risque de concentration

Le risque de concentration se définit comme le risque découlant de toutes les expositions au risque qui sont assorties d'un potentiel de perte suffisamment important pour menacer la solvabilité ou la situation financière de MAIF VIE. Ce risque découle ainsi, soit d'un manque de diversification du portefeuille d'actifs, soit d'une exposition importante à un seul et unique émetteur de valeurs mobilières ou d'un groupe d'émetteurs liés.

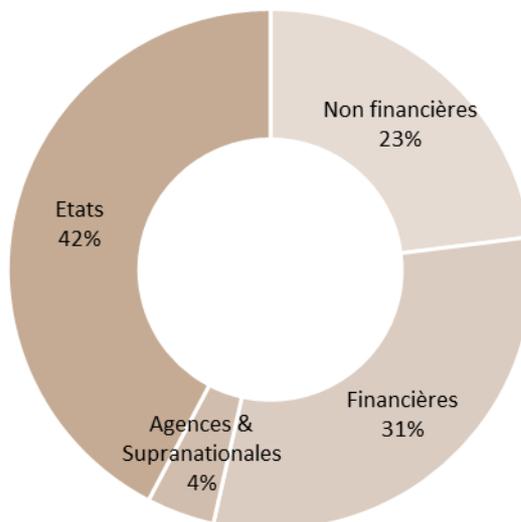
Le risque de concentration de marché est limité à MAIF VIE par la mise en place de différents niveaux de diversification dans le cadre de la politique de gestion tactique des placements :

- > le premier niveau de diversification est établi à partir d'une matrice d'allocation des actifs qui fixe des proportions minimales et maximales pour chacune des grandes classes d'actifs de l'univers d'investissements,
- > de plus, des règles de dispersion existent pour la gestion directe,
- > enfin, des ratios d'emprise sont imposés par la politique de gestion tactique des placements pour la gestion déléguée, hors fonds dédiés aux sociétés du groupe MAIF.

Le respect de ces limites est vérifié à chaque souscription sur un émetteur.

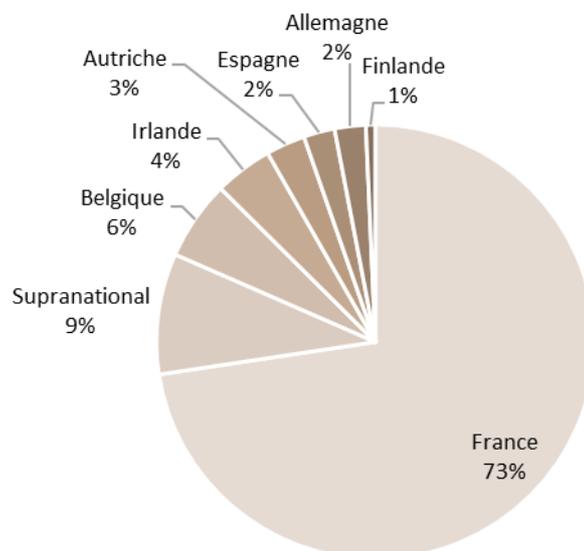
À fin 2021, le portefeuille obligataire en direct, ventilé par secteur, est présenté ci-dessous. Le secteur Agences & Supranationales regroupe les institutions gouvernementales supranationales comme l'Union Européenne ou la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Portefeuille obligataire par secteur - 2021



L'exposition de MAIF VIE aux titres souverains émis par les Etats et agences & supranationales est présentée ci-après.

Exposition de MAIF VIE aux titres souverains - 2021



Dans le cadre de la gestion déléguée, MAIF VIE a défini plusieurs critères de sélection des sociétés de gestion (ou de toute autre entité assurant ou conseillant la gestion).

Le risque de concentration est évalué selon la formule standard (SCR Marché).

C.3.3 Risque de défaut de contrepartie pour les réassureurs

Le risque de défaut de contrepartie est le risque qu'un débiteur ou qu'une contrepartie de MAIF VIE n'honore pas ses engagements dans les conditions initialement prévues (livraison, paiement, remboursement, etc.).

Le risque de défaut de contrepartie pour les réassureurs est géré en amont de la souscription des traités de réassurance, notamment en définissant des critères de sélection des réassureurs, essentiellement sur la notation des réassureurs et sur la dispersion des réassureurs, de manière à éviter une exposition excessive à un réassureur en particulier.

Au cours de l'année, un suivi régulier est réalisé sur les traités de réassurance. Ce suivi comprend notamment :

- > la constitution des comptes de trésorerie,
- > la réalisation des comptes techniques annuels, par traité et par type de risques couverts,
- > l'évolution des notations des réassureurs,
- > la communication des informations aux réassureurs,
- > le recouvrement et le suivi des soldes à régler.

Le risque de défaut de contrepartie est évalué selon la formule standard.

C.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité se décompose en deux risques :

- > le risque d'illiquidité, qui se définit comme le risque de ne pas pouvoir céder des actifs en vue d'honorer les engagements financiers de l'assureur au moment où ceux-ci deviennent exigibles. MAIF VIE considère également comme risque d'illiquidité, le risque de céder nécessairement des actifs dans des conditions dégradées pour honorer ses engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles (risque de devoir vendre des actifs en moins-values et donc de générer des pertes pour faire face aux engagements : décaissements pour régler les sinistres, les frais généraux ...) ;
- > le risque de trésorerie (gap de trésorerie), qui correspond à une impossibilité de faire face aux engagements de court terme (décaissements pour régler les prestations, les frais généraux ...).

Le **principe de la personne prudente** décrit au § C.2 (risque de marché) s'applique au risque de liquidité.

MAIF VIE investit majoritairement sur des supports considérés comme liquides (placements monétaires, emprunts d'État de la zone euro, obligations dites « Investment grade » émises par des agences, des entreprises et des banques, fonds d'actifs cotés...).

La part importante de titres liquides dans le portefeuille MAIF VIE devrait permettre de faire face à un besoin imprévu de trésorerie sans avoir à céder des titres difficilement cessibles. Les revenus récurrents générés par les obligations, les dividendes et les loyers assurent des entrées régulières en trésorerie.

> **Processus de gestion de la liquidité**

Des travaux actif/passif sont réalisés chaque année, en amont de la rédaction des politiques de gestion des risques des investissements et de gestion tactique des placements. Ces travaux intègrent notamment la définition de l'allocation stratégique d'actifs et l'analyse du risque de liquidité avec une vision moyen/long terme, ainsi il en découle la détermination de limites opérationnelles sur les investissements.

Quotidiennement, sont réalisés l'actualisation du prévisionnel de trésorerie sur l'année en cours et le suivi des règles de gestion (limites).

Des calculs de projections de flux sont réalisés mensuellement permettant ainsi de déceler les éventuelles insuffisances de trésorerie à court/moyen terme. Ces projections permettent chaque mois de définir quelles sont les enveloppes d'investissement à réaliser par la Direction Investissements et Placements sur le mois.

Des calculs de projections de flux sont réalisés trimestriellement par MAIF VIE, permettant ainsi de déceler les éventuelles insuffisances de trésorerie à court/moyen terme.

Au moins une fois par an, une analyse des risques de liquidité est réalisée pour le portefeuille de chaque entité du groupe MAIF.

Depuis 2020, un suivi du risque de liquidité des obligations au quotidien est réalisé à partir de BarraOne, l'outil de suivi du risque de marché utilisé par la Direction Investissements et Placements. Ce suivi repose sur un indicateur de marché très courant : le bid ask spread qui correspond à l'écart entre le prix maximum qu'un acheteur est prêt à payer pour acheter un titre et le prix minimum auquel un vendeur est prêt à vendre.

Logiquement, plus cet écart est important, plus les acheteurs auront du mal à s'entendre pour faire des transactions et donc plus la liquidité sera dégradée.

C'est un indicateur suivi globalement sur le portefeuille pour donner une « tendance » de l'évolution de la liquidité du marché.

Par ailleurs, comme évoqué en partie D du présent rapport, MAIF VIE a recours à la correction pour volatilité dans l'évaluation de sa solvabilité. A ce titre, conformément à l'article R354-2 du Code des assurances, elle doit établir un plan de liquidité comportant une prévision des flux de trésorerie entrants et sortants au regard des actifs et des passifs faisant l'objet de cette correction. Le prévisionnel de trésorerie contrôlé quotidiennement par la DIP s'inscrit dans ce cadre pour l'année en cours, les travaux actifs passifs menés annuellement par la GAPEF couvrant la partie prospective.

> **Facultés contractuelles et réglementaires face au risque de liquidité en assurance vie**

La survenance d'une impasse de trésorerie liée à un risque non anticipé au passif deviendrait problématique en cas d'absence de liquidité des actifs.

Or, le portefeuille d'actifs de MAIF VIE est principalement positionné sur des actifs dont la cession dans des conditions normales s'effectue dans un délai inférieur ou égal à 3 jours.

Conformément aux conditions contractuelles, MAIF VIE, dispose, pour la grande majorité des produits, d'un délai d'un mois pour régler les prestations décès et rachats, après réception de l'ensemble des pièces exigées.

Par ailleurs, l'article L132-21 du Code des assurances permet à l'entreprise d'assurance de verser la valeur de rachat dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces exigées. Au-delà de ce délai, les sommes non versées produisent de plein droit intérêt au taux légal majoré de moitié durant deux mois, puis, à l'expiration de ce délai de deux mois, au double du taux légal.

En dernier recours, dans un contexte financier dégradé, trois facultés réglementaires pourraient être activées :

- > L'article L.131-4 du code des assurance, dans le cas où la valeur liquidative d'une UC ne serait pas disponible, permet à MAIF VIE de (i) proposer de remettre à l'adhérent ou bénéficiaires les parts de l'OPC ou (ii) suspendre les rachats, arbitrages, versements, prestations, transferts et conversions en rentes sur ces UC.
- > L'article L.612-33 du Code monétaire et financier, permet à l'ACPR de suspendre, restreindre ou interdire temporairement la libre disposition de tout ou partie des actifs et de suspendre ou limiter le paiement des valeurs de rachat, la faculté d'arbitrages, le versement d'avances sur contrat ou la faculté de renonciation.
- > La loi Sapin 2 permet, depuis 2016, au haut conseil de stabilité financière (HCSF) de suspendre ou limiter le rachat des contrats d'assurance vie, si le secteur de l'assurance vie se trouvait, dans son ensemble, en difficulté.

MAIF VIE n'a pas eu recours à des cessions de titres pour faire face à ses engagements et n'a pas été confronté à des besoins exceptionnels de liquidité. Les indicateurs de liquidité sont restés stables en 2021, sur des niveaux n'entraînant ni d'alertes sur la liquidité des portefeuilles ni de problèmes pour que les gérants réalisent leurs opérations habituelles.

C.5 Risque opérationnel

La définition du risque opérationnel telle que rédigée dans les textes Solvabilité 2, est celle retenue par MAIF VIE et le groupe MAIF : « Le risque opérationnel est un risque de perte provenant de processus internes inadéquats ou défaillants, de personnes, de systèmes ou d'événements externes ». Cette définition recouvre notamment les erreurs humaines, les fraudes et malveillances, les défaillances des systèmes d'information, les problèmes liés à la gestion du personnel, les litiges commerciaux, les accidents-incendies-inondations sur le bâtiment occupé par MAIF VIE.

Ce risque est évalué selon la formule standard, via une approche forfaitaire globale et indépendante des risques sous-jacents.

Les principaux risques opérationnels de MAIF VIE identifiés sont décrits ci-après.

C.5.1 Risque de sous-traitances importantes ou critiques (STIC)

Le risque et le dispositif de MAIF VIE sont présentés au § B.7.

C.5.2 Risque de non continuité ou indisponibilité des données ou applicatifs

Le système d'information de MAIF VIE n'est pas exposé directement aux intrusions d'origine externe dans la mesure où il est protégé par le système d'information de la MAIF, et donc dépendant du niveau de sécurité du système d'information de cette dernière.

MAIF dispose d'une équipe dédiée à la sécurité des systèmes d'information (RSSI Groupe). Au sein de MAIF VIE, un collaborateur a désormais en charge la mission de RSSI, incluant la déclinaison de la politique SI groupe.

Les équipes informatiques ont élaboré et tiennent à jour un plan de reprise des activités SI. Concernant le risque d'indisponibilité du système d'information, un processus spécifique existe sur la réalisation de tests et de validation des applicatifs.

C.5.3 Risque de non-conformité aux obligations réglementaires

Afin de sécuriser la mise en conformité aux nombreuses obligations réglementaires qui s'imposent aux sociétés d'assurance vie, MAIF VIE s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue tant sur la réglementation existante que sur la déclinaison des réglementations nouvelles.

En amont, les mises en conformité au regard des évolutions législatives et réglementaires impliquent tous les métiers concernés et sont accompagnées par les différentes entités juridiques et la Conformité.

En aval, la maîtrise des risques de non-conformité, et le suivi des dispositifs mis en œuvre, sont sécurisés par le contrôle permanent et périodique.

C.6 Autres risques importants

En complément des risques décrits ci-avant, MAIF VIE a identifié plusieurs autres risques d'entreprise ou risques émergents significatifs.

Pour ces risques, l'impact n'est pas quantifiable avec précision. Cependant, des processus de gestion des risques et de contrôle interne ont été déployés de manière à fournir une maîtrise attentive des risques et une sécurité raisonnable de l'activité, de la solvabilité et de la situation financière de MAIF.

C.6.1 Risque de construction, maintenance ou usages inadaptés ou inadéquats des modélisations

MAIF VIE utilise des modèles pour mesurer ses engagements (calcul de provisions), évaluer sa solvabilité (mesure des SCR et MCR), concevoir ses tarifications, estimer les impacts potentiels face à des situations extrêmes futures, réaliser les études la gestion actif/passif et définir l'allocation stratégique d'actif.

La complexité et la précision des modèles développés par MAIF VIE peuvent engendrer un risque, dit de modèle, se manifestant par l'écart entre les phénomènes que l'on cherche à représenter et leur réalisation.

L'encadrement des modèles mis en place par MAIF VIE limite la portée de ce risque : existence d'une gouvernance stricte concernant l'utilisation (une charte d'utilisation et recueil de bonnes pratiques) et les évolutions des modèles (environnement dédié de développement et processus de validation). Une documentation robuste et structurée vient compléter ces dispositions pour assurer une accessibilité et une compréhension du fonctionnement des modèles.

L'interprétation des résultats issus des modélisations est réalisée par confrontation avec le passé (back testing), partagée avec différents intervenants en dehors des développeurs et complétée par des analyses de sensibilités (sur les hypothèses).

C.6.2 Risque de réputation et gestion de crise

Le groupe MAIF procède à une veille régulière sur son image et sa réputation. Cette veille est à la fois vis-à-vis de la presse, internet par exemple blog, réseaux sociaux ou publications judiciaires.

La gestion de crise peut conduire à activer notamment le Plan de continuité des activités de MAIF VIE qui est présenté au §B4.

C.6.3 Risque d'évolution économique ou juridique

MAIF VIE, de par son secteur d'activité, est exposée à un risque d'évolution économique, réglementaire ou juridique qui engendrerait une perte de compétitivité des produits d'assurance vie par rapport à d'autres produits d'épargne (bancaires ou autres), et ainsi conduirait, non seulement à des rachats massifs par arbitrage, mais aussi à une baisse significative du chiffre d'affaires. Cette situation conduirait nécessairement MAIF VIE à repenser son offre produits ainsi que son business model.

MAIF VIE est attentive à toute évolution juridique, réglementaire et économique au travers des différents processus de veille auxquels elle participe soit directement, soit sous couvert du groupe et réalise des chiffreages le cas échéant.

C.6.4 Risque de durabilité

Le **principe de la personne prudente** décrit au § C.2 (risque de marché) s'applique en matière de gestion d'actifs, au risque de durabilité.

C.6.4.1 Risque ESG (environnement, social et gouvernance) en matière de gestion d'actifs

En cohérence avec sa raison d'être et ses valeurs, le groupe MAIF s'engage dans la prise en compte des risques extra-financiers dans ses politiques d'investissements (politique de gestion des risques des investissements et politique de gestion tactique des placements), et dans une démarche d'investisseur 100 % responsable.

Cette démarche d'investisseur 100 % responsable consiste à évaluer systématiquement et en préalable à tout investissement les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises et des états dans lesquels elle investit directement, ainsi que la démarche de prise en compte des sujets extra-financiers par les fonds d'investissement qu'elle sélectionne.

Ainsi, les gérants d'actifs financiers du groupe MAIF ne peuvent investir directement que dans des Etats qui ont aboli la peine de mort et présentent des niveaux de sécurité, de développement humain retraité des inégalités et de maîtrise de la corruption satisfaisants. Dans le même sens, les entreprises qui ne répondraient pas aux attentes du groupe MAIF en matière d'orientation de leur activité ou de bonnes pratiques de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ne peuvent pas être financées directement (grâce à l'analyse ESG).

Le groupe MAIF s'engage ainsi à ne pas financer directement les entreprises qui ne respecteraient pas les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies, les entreprises qui commercialisent des armes, les producteurs de tabac, les entreprises liées au charbon et à l'industrie pétrolière. En gestion déléguée, les gérants font leurs meilleurs efforts pour intégrer l'ISR et le financement de la transition énergétique et écologique dans chaque classe d'actifs. En complément, un suivi quotidien des actualités concernant les entreprises dans le portefeuille géré en direct est effectué. En cas de controverse sur une société, une analyse des expositions sur l'ensemble du portefeuille (gestion directe et gestion déléguée) via la transparisation est réalisée.

Pour 2021, l'objectif d'allocation ISR pour le groupe MAIF était d'investir au moins 85 % des actifs financiers (hors participations stratégiques et immobilier d'exploitation) dans des supports qui prennent en compte les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance. A fin 2021, le groupe MAIF a atteint une part ISR de 89 %.

C.6.4.2 Risque lié à la transition énergétique et écologique

Le groupe MAIF s'inscrit dans la transition énergétique et écologique (risque physique, risque de transition et risque de responsabilité) en proposant notamment une politique d'investissements en adéquation avec les enjeux liés au changement climatique.

Une mauvaise prise en compte de la transition climatique et énergétique dans les investissements constituerait un double risque pour le groupe MAIF :

- › une perte de contrôle sur les externalités négatives provoquées par les entreprises, Etats et projets financés par le groupe,
- › une perte de valeur ou de capital associée aux conséquences physiques du changement climatique, à une mauvaise adaptation des entreprises ou politiques publiques à la transition énergétique, et aux risques d'image ou juridiques induits par la lutte contre les émissions de substances polluantes et de gaz à effet de serre.

En 2020, le groupe a franchi une étape supplémentaire en adoptant une « Stratégie Climat » ambitieuse pour la gestion de ses investissements, au service d'une transition climatique inclusive. Cette stratégie Climat volontariste en phase avec l'objectif de l'accord de Paris vise l'alignement, d'ici 2030, de son portefeuille d'investissements sur une trajectoire au plus proche d'1,5°C. Pour atteindre cet objectif, le groupe s'engage à sortir totalement du charbon
MAIF VIE - Rapport sur la solvabilité et la situation financière 2021

thermique d'ici 2030. Cette politique a été renforcée en 2021 par la définition d'une stratégie de sortie des énergies fossiles, le Groupe MAIF se fixant pour objectif de sortir totalement des énergies fossiles non conventionnelles d'ici 2030 et du pétrole d'ici 2040.

L'adoption de cette stratégie est également l'opportunité pour le groupe MAIF de démontrer sa singularité et de contribuer à une transition climatique inclusive, c'est-à-dire attentive aux enjeux sociétaux liés à la transition tels que son impact sur l'emploi, les territoires ou l'accès à l'énergie.

La mise en œuvre de cette stratégie se traduit par un renforcement de notre politique d'exclusion ainsi que par des actions d'engagement auprès de nos parties prenantes.

Politique d'exclusion du charbon

Le Groupe MAIF ne finance plus en direct et via ses fonds dédiés :

- › les entreprises minières qui produisent du charbon thermique ;
- › les entreprises qui développent de nouveaux projets de mines, centrales et infrastructures charbon ;
- › les entreprises qui réalisent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires grâce au charbon ;
- › les entreprises qui produisent plus de 10 % de leur électricité à partir du charbon ;
- › les entreprises dont la capacité de production d'électricité à partir de charbon est supérieure à 5 GW.

Politique d'exclusion des autres énergies fossiles

Sont exclus des investissements en direct et des fonds dédiés :

- › les entreprises développant de nouveaux projets d'exploration ou de production de pétrole ou de gaz naturel ;
- › les entreprises dont plus de 5 % de la production d'hydrocarbures est issue d'énergies fossiles non conventionnelles (pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux, forage en Arctique, forage en eaux très profondes) ;
- › les entreprises de l'industrie pétrolière ou produisant de l'électricité à partir de pétrole pour plus de 5 % de leur chiffre d'affaires.

En complément de ces exclusions, la mutuelle entend mener une démarche d'engagement auprès des entreprises et faire évoluer favorablement les sociétés de gestion en s'engageant auprès de celles à travers lesquelles elle investit.

Pour 2021, le groupe MAIF s'était par ailleurs engagé à investir au moins 7 % des actifs financiers (hors participations stratégiques et immobilier d'exploitation) en faveur de la transition énergétique et écologique (« part verte »).

En ligne avec sa raison d'être, qui vise à garantir un mieux commun, MAIF VIE cherche à contribuer par ses investissements à une transition climatique inclusive, créatrice d'emplois durables, attentive aux inégalités sociales et au développement des territoires et promotrice de modes de vie plus durables.

L'entreprise rendra compte régulièrement de la politique mise en œuvre et de l'exposition résiduelle de ses investissements liés au charbon thermique et aux énergies fossiles.

En parallèle, le groupe MAIF évalue les émissions de gaz à effet de serre induites par ses placements financiers, ainsi que l'alignement du mix énergétique des producteurs d'électricité que le Groupe MAIF finance avec un scénario de réchauffement climatique à 2°C.

Depuis 2020, le Groupe réalise également une évaluation de l'alignement de ses portefeuilles d'investissements avec la trajectoire des accords de Paris, ainsi qu'une mesure des risques physiques et des risques de transition liés à ses investissements.

Par ailleurs, une veille active est menée sur les évolutions réglementaires sur le climat, les nouveaux outils et les nouvelles méthodologies d'analyse des risques climatiques des portefeuilles d'investissements financiers.

Le groupe MAIF procède également à une veille sur les impacts physiques du réchauffement climatique en particulier pour des événements extrêmes ou l'offre d'assurance.

Fin 2020, le groupe MAIF a participé au premier exercice de stress test climatique proposé par l'ACPR.

L'approche RSE tâche de sensibiliser les sociétaires sur l'urgence climatique au regard des usages quotidiens. Plusieurs solutions éducatives sur le thème du développement durable sont proposées par le groupe MAIF et mis à la disposition de tous.

Le groupe MAIF mène des actions pour réduire l'impact environnemental lié à ses immeubles d'exploitation et moyens généraux. Sa stratégie repose sur les objectifs de diminution des sources de pollution et la préservation des ressources. Elle se traduit par des actions concrètes : la réduction de la consommation énergétique, l'intégration des principes d'économie circulaire dans ses achats de mobilier ou encore le respect des référentiels de Haute Qualité Environnementale (NF HQE). Ses démarches sont certifiées et, en particulier, MAIF est ISO50001 pour son management de l'énergie.

C.6.5 Risques émergents

MAIF VIE est en veille sur les risques émergents. Ce sont les risques non encore connus, qui peuvent se développer ou qui existent déjà et évoluent constamment.. Les risques émergents sont ainsi caractérisés par un haut degré d'incertitude, puisque certains ne se manifesteront jamais. Ces risques font l'objet d'un processus spécifique d'identification et d'analyse. La société réalise une veille de marché (publications scientifiques, réglementation, décisions de justice, économie...) pour identifier et élaborer des réponses de manière à anticiper la survenance de ces risques.

> **Risque de montée en puissance des robot-advisors (« robots-conseillers »)**

Le risque concerne les produits d'épargne, il se matérialiserait ainsi : les sociétaires confient à des agrégateurs, la gestion de leur multi-bancarisation.

Ces autres acteurs se positionnent ainsi en intermédiaire sur les offres épargne dont l'assurance vie et font développer un comportement opportuniste des sociétaires.

Une conséquence serait une chute du portefeuille d'assurance : les assurés se repositionnant sur des offres digitales, plus conformes à leurs attentes.

Ce risque émergent est suivi notamment à travers les risques de dépense et de hausse des rachats.

C.7 Autres informations

MAIF VIE n'a pas eu recours à des véhicules de titrisation.

La titrisation est une technique financière qui vise à transférer à des investisseurs des actifs financiers en les transformant en titres financiers émis sur le marché des capitaux, le tout via une société ad hoc.

D

**VALORISATION
À DES FINS DE
SOLVABILITÉ**

D Valorisation à des fins de Solvabilité

La valorisation des actifs et des passifs de MAIF VIE concourt à la détermination du SCR, du MCR et des fonds propres éligibles pour les couvrir, présentés dans la suite de ce rapport au paragraphe E.

Le bilan repris ci-après présente le bilan prudentiel, établi selon les règles définies dans la directive Solvabilité 2 et ses textes d'application. Le montant des actifs et passifs valorisé selon les normes comptables françaises y figure également à titre de comparaison. L'actif net correspond à la différence entre le total de l'actif et le total du passif. Le bilan est arrêté au 31 décembre 2021.

Les chiffres sont présentés en milliers d'euros.

ACTIF - 31/12/2021	Solvabilité 2	Normes comptables françaises	Ecart
Écarts d'acquisitions	-	-	-
Frais d'acquisition reportés	-	-	-
Actifs incorporels	-	22 942	-22 942
Impôts différés actifs	-	-	-
Excédent de régime de retraite	-	-	-
Immobilisations corporelles pour usage propre	1 563	4 566	-3 003
Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	12 263 743	11 040 419	1 223 324
Immobilier (autre que pour usage propre)	-	-	-
Participations	849 000	670 933	178 067
Actions	88 991	75 622	13 369
Actions cotées	-	-	-
Actions non cotées	88 991	75 622	13 369
Obligations	8 842 050	8 119 624	722 425
Obligations d'Etat	4 112 039	3 655 073	456 966
Obligations de sociétés	4 730 011	4 464 551	265 460
Obligations structurées	-	-	-
Titres garantis	-	-	-
Fonds d'investissement	2 054 415	1 744 953	309 462
Produits dérivés	-	-	-
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	429 286	429 286	-
Autres placements	-	-	-
Placements en représentation de contrats en UC ou indexés	708 868	708 868	-
Prêts et prêts hypothécaires	2 341	2 341	-
Avances sur polices	2 341	2 341	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	-	-	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	-	-	-
Provisions techniques cédées	80 181	77 730	2 451
Non vie et santé similaire à la non-vie	-	-	-
Non vie hors santé	-	-	-
Santé similaire à la non vie	-	-	-
Vie et santé similaire à la vie, hors UC ou indexés	80 181	77 730	2 451
Santé similaire à la vie	-	-	-
Vie hors santé, UC ou indexés	80 181	77 730	2 451
UC ou indexés	-	-	-
Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance	13 588	13 588	-
Créances nées d'opérations de réassurance	515	515	-
Autres créances (hors assurance)	13 282	13 282	-
Actions auto-détenues	-	-	-
Instrument de fonds propres appelés et non payés	-	-	-
Trésorerie et équivalent trésorerie	145 082	145 082	-
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	13 229 164	12 029 334	1 199 830

PASSIF - 31/12/2021	Solvabilité 2	Normes comptables françaises	Ecart
Provisions techniques - non-vie	-	-	-
Provisions techniques non-vie (hors santé)	-	-	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-
Meilleure estimation	-	-	-
Marge de risque	-	-	-
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	-	-	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-
Meilleure estimation	-	-	-
Marge de risque	-	-	-
Provisions techniques - vie (hors UC ou indexés)	11 124 548	10 560 291	564 257
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	-	-	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-
Meilleure estimation	-	-	-
Marge de risque	-	-	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC ou indexés)	11 124 548	10 560 291	564 257
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-
Meilleure estimation	11 003 450	-	11 003 450
Marge de risque	121 098	-	121 098
Provisions techniques UC ou indexés	711 218	708 868	2 350
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-
Meilleure estimation	703 795	-	703 795
Marge de risque	7 422	-	7 422
Autres provisions techniques	-	-	-
Passifs éventuels	2 519	-	2 519
Provisions autres que les provisions techniques	716	716	-
Provision pour retraite et autres avantages	1 585	1 567	19
Dettes pour dépôts espèces des réassureurs	76 937	76 937	-
Impôts différés passifs	34 207	-	34 207
Produits dérivés	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-
Dettes fin. autres que celles envers les établis. de crédit	-	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance	1 230	1 230	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	1 926	1 926	-
Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)	51 815	51 815	-
Dettes subordonnées	34 500	34 500	-
Dettes subordonnées exclues des fonds propres de base	-	-	-
Dettes subordonnées incluses dans les fonds propres de base	34 500	34 500	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	-	-	-
TOTAL DU PASSIF	12 041 201	11 437 849	603 352
ACTIF NET	1 187 963	591 485	596 478

L'établissement du bilan, selon les règles en normes Solvabilité 2 et selon les normes comptables françaises, s'appuie sur certaines hypothèses et estimations.

> Principes généraux de valorisation des actifs et passifs dans le bilan en normes Solvabilité 2

Conformément à l'article 75 de la directive 2009/138/CE :

- > les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normale, entre des parties informées et consentantes ;
- > les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes. Aucun ajustement visant à tenir compte de la qualité de crédit propre à l'entreprise d'assurance n'est effectué.

Ces valorisations doivent être réalisées en se fondant sur l'hypothèse d'une continuité d'exploitation de l'entreprise et respecter les principes et la hiérarchie de valorisation définis dans les articles 9, 10 et suivants du règlement délégué 2015/35 de la commission européenne du 10 octobre 2014.

> Principales différences avec les normes comptables françaises

Les principales différences de valorisation entre le bilan en normes Solvabilité 2 et le bilan établi selon les normes comptables françaises portent sur les postes suivants :

- > valorisation nulle des actifs incorporels ;
- > revalorisation des placements à la juste valeur, intégrant les plus et moins-values latentes à la valeur historique corrigée des amortissements et dépréciations retenue dans le bilan normes comptables françaises ;
- > revalorisation en valeur économique des provisions techniques ;
- > comptabilisation d'impôts différés, non reconnus dans le bilan en normes comptables françaises ;
- > reclassement de 85,4% de la Provision pour Participation aux Bénéfices (PPB) en fonds excédentaires.

Par ailleurs, l'évaluation des actifs et des passifs a été réalisée sur la base de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

Les paragraphes D1, D2 et D3 ci-après développent le contenu des postes les plus significatifs du bilan et détaillent les principes généraux de valorisation décrits ci-dessus pour le bilan en normes Solvabilité 2 en les comparant aux normes comptables françaises, respectivement pour les actifs, les provisions techniques et les autres passifs (hors provisions techniques). Le paragraphe D4 revient sur les principales natures d'actifs pour lesquelles des méthodes de valorisation alternatives à l'utilisation directe ou indirecte d'un marché actif sont utilisées.

MAIF VIE n'a pas identifié d'autre information significative à mentionner dans ce paragraphe en dehors de ce qui est décrit ci-dessous.

D.1 Actifs

Les différents postes du bilan actif de MAIF VIE sont présentés et détaillés dans cette section.

D.1.1 Actifs incorporels

Ce poste comprend notamment, en normes comptables françaises, des progiciels et des immobilisations incorporelles liées à des livraisons à soi-même de solutions informatiques qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 8 ans.

En normes Solvabilité 2, faute de marché actif permettant de déterminer leur juste valeur, ces actifs ont une valeur nulle.

D.1.2 Immobilisations corporelles pour usage propre

Ce poste regroupe l'ensemble du mobilier, matériel et les aménagements s'y rapportant.

Les actifs corporels d'exploitation sont inscrits, en normes comptables françaises, à l'actif pour leur coût d'acquisition, sous déduction, le cas échéant, d'une valeur résiduelle à la condition qu'elle soit mesurable de manière fiable et significative et font l'objet d'amortissements annuels selon les modalités suivantes :

- > Agencements, aménagements, installations : Linéaire sur 5 ou 10 ans
- > Matériel de transport : Linéaire sur 5 ans

- › Matériel informatique et bureautique : Linéaire sur 3 ou 4 ans
- › Mobilier et matériel de bureau : Linéaire sur 5 ou 10 ans
- › Autres matériels : Linéaire sur 5 ans

En normes Solvabilité 2, la juste valeur retenue pour ces actifs autres que les agencements et aménagements est égale à leur valeur nette comptable établie pour les comptes en normes comptables françaises.

En l'absence de marché permettant de déterminer leur juste valeur, les agencements et aménagements ont une valeur nulle.

D.1.3 Placements

Ce paragraphe concerne les placements autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte ou indexés.

La grande majorité des titres détenus par MAIF VIE est valorisée par référence au prix de transactions sur un marché actif pour le même actif ou pour des actifs similaires. Compte tenu de la qualité de son portefeuille d'instruments financiers, MAIF VIE considère que la valorisation de l'essentiel de ses placements ne présente ainsi pas d'incertitudes significatives.

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs correspond au prix de transactions constatées sur ce marché, lorsqu'ils sont disponibles. Le marché est considéré comme actif si des cours présentant une dispersion limitée peuvent être obtenus aisément et régulièrement auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un service de cotation ou d'autres sources externes et qu'ils reflètent des transactions réelles. Comme le nombre et le volume de transactions peuvent parfois difficilement être appréciés, MAIF VIE prend également en compte la fréquence d'alimentation des cotations comme critère d'activité du marché. En pratique, le dernier cours coté est retenu.

En l'absence de transactions constatées sur un marché actif, l'évaluation est confiée à des prestataires externes et indépendants ou repose sur des techniques de valorisation. Ces techniques intègrent une part importante de jugement, liée au choix des méthodes de valorisation, des hypothèses retenues, des paramètres et des données utilisés. Elles s'appuient autant que possible sur des données de marché observables. Pour les participations, des méthodes de valorisation spécifiques sont prévues dans les textes d'application de la directive Solvabilité 2. Ces méthodes sont précisées ci-après.

D.1.3.1 Participations

Les participations correspondent aux entreprises liées à MAIF VIE dans lesquelles MAIF VIE ou le groupe MAIF détient au moins 20 % du capital.

MAIF VIE ne détient pas de titres d'entreprises liées qui sont cotés sur un marché actif ou à valoriser à zéro.

Les principales participations de MAIF VIE sont des fonds d'investissements valorisés au dernier prix de rachat calculé et publié par la société de gestion.

En normes comptables françaises, les participations sont comptabilisées sur la base du coût historique, diminué d'éventuelles dépréciations.

D.1.3.2 Actions non cotées

Sont classées dans la rubrique « actions non cotées » les parts des sociétés civiles immobilières qui sont valorisées au dernier prix de rachat calculé et publié par la société de gestion.

En normes comptables françaises, les parts de SCI sont comptabilisées sur la base du coût historique, diminué d'éventuelles dépréciations.

Les actions sont valorisées selon la méthode retenue dans les comptes annuels publiés en normes comptables françaises correspondant au montant pour lequel elles pourraient être échangées dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Ainsi, ces actions sont valorisées selon la méthode retenue en normes comptables françaises.

D.1.3.3 Obligations

Les obligations d'Etat regroupent les obligations et titres de créances négociables émis ou garantis par :

- > des autorités publiques ;
- > des administrations centrales ;
- > des institutions publiques supranationales ;
- > des administrations régionales ou municipales.

Les obligations de sociétés sont constituées des obligations et titres de créances négociables ainsi que des titres participatifs et subordonnés émis par des entreprises.

Les obligations sont valorisées à la juste valeur dans le bilan en normes Solvabilité 2. Toutefois, pour un nombre limité d'obligations ou autres titres de sociétés, le prix de revient est conservé.

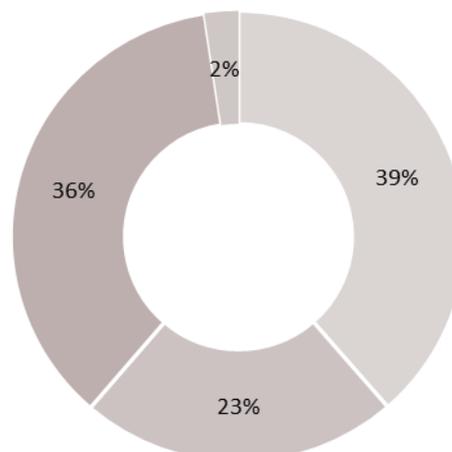
En normes comptables françaises, les obligations sont comptabilisées sur la base du prix d'achat, ajusté des surcotes et décotes (différence entre le coût d'acquisition et le prix de remboursement) amorties sur la durée du titre et d'éventuelles dépréciations en cas de difficultés financières de l'émetteur.

D.1.3.4 Fonds d'investissement

Les fonds d'investissement détenus à moins de 20 % par le groupe regroupent l'ensemble des organismes dont l'objectif est le placement collectif en valeurs mobilières et/ou dans d'autres actifs.

Le graphique ci-dessous présente la répartition de la valeur des parts de fonds acquises par MAIF VIE selon la nature des actifs détenus par les fonds :

Répartition des fonds d'investissements détenus en fonction de la nature des actifs détenus par les fonds - 2021



■ Fonds Actions ■ Fonds Immobiliers ■ Fonds Obligataires ■ Fonds Monétaires

La valeur des fonds retenue dans le bilan en normes Solvabilité 2 correspond au dernier prix de rachat calculé et publié par la société de gestion ou aux valeurs d'expertise pour les sociétés immobilières.

En normes comptables françaises, les parts de fonds sont comptabilisées au prix d'achat, ajusté des dépréciations éventuelles.

D.1.3.5 *Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie*

Il s'agit des dépôts non transférables c'est-à-dire des dépôts non utilisables à tout moment pour effectuer des paiements, non échangeables contre des liquidités et non transférables sans restriction ou pénalité significative.

MAIF VIE classe sur cette ligne les dépôts et comptes à terme et les valorise en normes Solvabilité 2 comme en normes comptables françaises, à leur prix de revient, compte tenu de leur montant non significatif.

D.1.4 Placements en représentation de contrats en unités de compte ou indexés

Cette ligne correspond aux placements représentant les provisions techniques afférentes aux compartiments en UC des produits d'assurance vie multisupports.

Elle est composée de fonds d'investissement valorisés au dernier prix de rachat calculé et publié par la société de gestion comme dans les comptes en normes comptables françaises.

D.1.5 Avances sur polices

Cette ligne correspond aux prêts accordés aux assurés et garantis par les contrats.

Le montant des avances sur polices en normes comptables françaises est comptabilisé sur la base des montants prêtés et intérêts à recevoir.

En normes Solvabilité 2, le montant des avances est identique à celui en normes comptables françaises, compte tenu de leur montant non significatif.

D.1.6 Provisions techniques cédées

Le montant des provisions techniques cédées aux réassureurs en normes comptables françaises est comptabilisé sur la base des résultats de l'année et correspond aux données communiquées aux réassureurs.

En normes Solvabilité 2, le montant des provisions techniques cédées correspond à la meilleure estimation des provisions techniques de réassurance, ajustée du risque de défaut des contreparties. Les précisions sur leur détermination sont apportées dans le paragraphe consacré aux provisions techniques.

D.1.7 Autres actifs

Les autres actifs comprennent les créances nées d'opérations d'assurance directe, les créances nées d'opérations de réassurance, les autres créances (hors assurance) et la trésorerie. Ces postes sont enregistrés à leur valeur nominale en normes comptables françaises.

En normes Solvabilité 2, la juste valeur retenue pour ces actifs est égale à leur valeur nette comptable établie pour les comptes en normes comptables françaises.

MAIF VIE considère en effet que la différence entre le prix de revient et la valeur économique n'est pas significative pour ces actifs.

D.2 Provisions techniques

Les provisions techniques constatent au passif du bilan les engagements de MAIF VIE vis-à-vis de ses assurés ou des bénéficiaires des contrats d'assurance.

D.2.1 Généralités

D.2.1.1 *Principes de valorisation des provisions techniques*

En normes comptables françaises, l'évaluation des provisions techniques suit une méthodologie qui a pour objectif de respecter l'article R 343-3 du Code des assurances.

En normes Solvabilité 2, l'évaluation des provisions techniques suit les principes définis par la réglementation Solvabilité 2 pour l'évaluation des provisions techniques qui diffèrent en fonction de la nature répliquable ou non des passifs d'assurance. Est considéré comme répliquable, tout contrat d'assurance dont les flux peuvent être parfaitement répliqués par un portefeuille d'instruments financiers, à condition que le marché soit suffisamment actif, liquide et transparent.

Les passifs d'assurance de MAIF VIE étant non répliquables, les provisions techniques brutes sont égales à la somme d'une provision de meilleure estimation dite « Best Estimate » et d'une marge de risque :

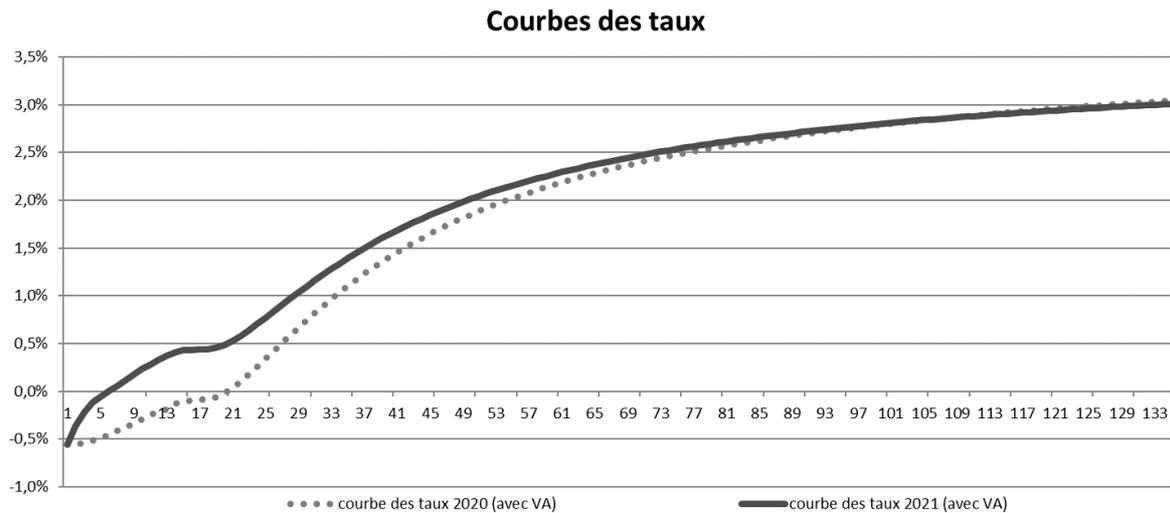
- › la provision de meilleure estimation correspond à la meilleure estimation de la valeur actualisée probable des flux futurs de trésorerie estimés de façon la plus exacte possible et projetés jusqu'à l'extinction des contrats. L'actualisation des flux consiste à déterminer la valeur d'aujourd'hui de flux qui se produiront dans le futur.
- › la marge de risque est calculée de manière à garantir que la valeur des provisions techniques soit équivalente au montant dont les entreprises d'assurance et de réassurance auraient besoin pour reprendre et honorer les engagements de la compagnie. Elle est calculée en déterminant le coût que représente la mobilisation d'un montant de fonds propres éligibles égal au SCR nécessaire pour faire face aux engagements d'assurance et de réassurance sur toute leur durée.

D.2.1.2 *Mesures transitoires*

MAIF VIE a fait le choix de ne pas appliquer de mesures transitoires pour le calcul des provisions techniques.

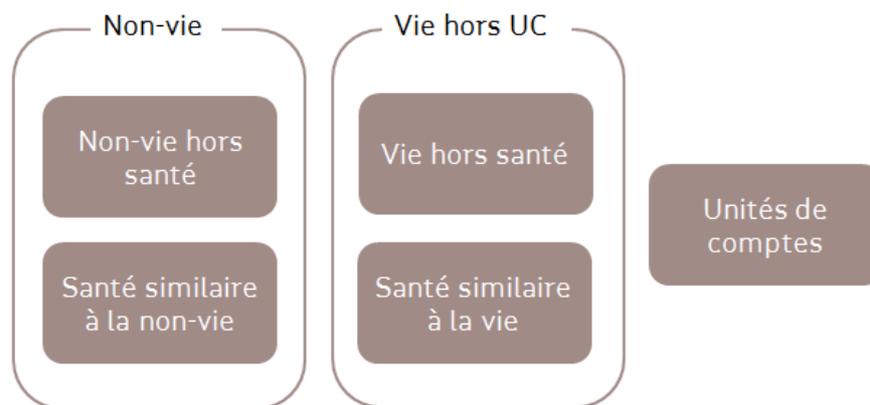
D.2.1.3 *Courbe de taux*

Les flux futurs sont actualisés avec la courbe des taux sans risque fournie par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles (EIOPA, selon son sigle anglais).



D.2.1.4 Classification

Les provisions techniques sont regroupées dans le bilan en normes Solvabilité 2 en cinq catégories.



Elles sont calculées au niveau des lignes d'activités (« lines of business » - LoB) ou au niveau de portefeuilles homogènes de risques - par contrat/garantie - au sein d'une même ligne d'activité.

D.2.2 Provisions techniques vie

D.2.2.1 Périmètre et outils

D.2.2.1.1 Périmètre produits

> Classification par ligne d'activité

En normes Solvabilité 2, la maille retenue pour compléter les états réglementaires est la « ligne d'activité ». Conformément à la segmentation imposée par les normes Solvabilité 2, les engagements de MAIF VIE sont affectés aux lignes d'activité selon le tableau présenté en § A1.

Catégorie de bilan	Produits	(LOB)Ligne d'activité	
Provisions techniques vie (hors santé, UC ou indexés)	Assurance vie monosupport - Cap'Epargne, Cap'Etudes - Nouveau Cap (y compris PEP), Capiplan	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices	
	Assurance vie multisupports Compartiment euros - Assurance vie Responsable et Solidaire, Epargne Vie Simplicité - Libre Cap, DSCap	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices	
	Épargne retraite - PER Responsable et Solidaire Compartiment euros	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices	
	Assurance retraite - IFC	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices	
	Obsèques vie entière - Sollicitudes	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices	
	Temporaire décès - Rassicap - Rassicap Solutions - Assurance Prévoyance Professionnelle	Autres activités d'assurance vie	
	Assurance en couverture de prêts - Assurance Emprunteur MAIF, Avantage Emprunteur - Autres Prêts immobiliers - Prêts à la consommation	Autres activités d'assurance vie	
	Rentes	Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéfices	
	Provisions techniques UC ou indexés	Assurance vie multisupports Compartiments UC - Assurance vie Responsable et Solidaire, Epargne Vie Simplicité - Libre Cap, DSCap	Assurance indexée ou en unités de comptes (UC)
		Épargne retraite - PER Responsable et Solidaire Compartiments UC	Assurance indexée ou en unités de comptes (UC)

L'assignation d'un engagement d'assurance à une ligne d'activité reflète la nature des risques relatifs à cet engagement. Un produit est susceptible de couvrir plusieurs natures de risques et peut ainsi relever de plusieurs lignes d'activité. La forme juridique de l'engagement n'est pas nécessairement déterminante pour caractériser la nature du risque.

> Affaires nouvelles et primes futures

La valorisation des actifs et des passifs de l'entreprise doit être réalisée sous l'hypothèse d'une continuité d'exploitation, conformément à l'article 7 du Règlement délégué (UE) 2015/35.

Au regard de la frontière des contrats, aucune prime future pouvant provenir d'affaires nouvelles ou contrats en cours n'est intégrée aux calculs, sauf pour les produits suivants :

> Obsèques vie entière

Le paiement sous forme de primes temporaires est contractuellement prévu sous peine de réduction du contrat.

> Temporaire décès

Les primes dues au titre de l'année en cours doivent être prises en considération en cohérence avec le caractère annuel des produits Rassicap et Rassicap Solutions qui implique que les engagements de MAIF VIE cessent la veille de la prochaine échéance annuelle de chaque contrat. Les adhésions Rassicap et Rassicap Solutions à échéance en janvier seront prises en compte dans la meilleure estimation pour une année supplémentaire dans la limite du taux de reconduction observé.

> Assurance en couverture de prêts

Les cotisations futures sont prises en compte, conformément aux conditions contractuelles et notamment aux caractéristiques de l'amortissement du prêt correspondant.

D.2.2.1.2 Outils de modélisation utilisés

> Diffusion des trajectoires économiques

L'outil édité par Moody's Analytics est utilisé pour générer les trajectoires économiques en univers risque neutre. Cet éditeur est reconnu et est un leader du marché. Cet outil est également utilisé pour la génération des trajectoires économiques en univers réel utilisées dans le cadre des travaux actif passif et d'allocation stratégique d'actifs.

Cet outil permet le paramétrage et la diffusion de trajectoires économiques nécessaires à la projection de toutes les classes génériques d'actifs définies par MAIF VIE.

Moody's Analytics met à disposition des utilisateurs les éléments nécessaires à la bonne compréhension des modèles et la bonne utilisation de l'outil, à savoir :

- > documentation de l'outil ;
- > documentation des modèles utilisés dans l'outil ;
- > fichiers de calibrage standard ;
- > outils de (re)calibrage.

Par ailleurs, l'outil réalise en sortie des tests nécessaires à la validation des trajectoires risque neutre générées (test de martingalité notamment).

> Projection des flux de trésorerie

Des outils de modélisation spécifiques aux calculs Solvabilité 2 ont été développés pour répondre aux calculs réglementaires de la meilleure estimation des provisions techniques et des SCR .

Les évaluations de la meilleure estimation des provisions techniques des produits de prévoyance et d'épargne sont réalisées sur Prophet et Excel.

> Modélisation des actions futures du management (produits d'épargne en euros)

Certaines actions futures du management sont implémentées dans les outils de modélisation Solvabilité 2 pour les produits d'épargne en euros. Il s'agit des hypothèses suivantes :

- > la décision des taux à servir en fin d'année sur les compartiments euros des contrats d'assurance vie est implémentée dans les outils de projection comme une action du management : le taux de rémunération des contrats d'assurance vie à servir correspond à la stratégie de rémunération détaillée ci-après ;
- > la gestion d'actifs ou stratégie financière (retranscription de la politique annuelle de gestion des risques d'investissements) définit les règles appliquées sur les actifs en cas d'investissement ou de désinvestissement. Elle précise notamment :
 - o l'Allocation Stratégique d'Actifs cible (ASA et ASA LT) : cette cible est figée sur la base d'études actif-passif (réalisées par la MAIF), validée par le Conseil d'administration de MAIF VIE et utilisée pour toutes les simulations stochastiques;
 - o la manière d'atteindre l'ASA.

> Modélisation de la réassurance

La réassurance est modélisée sur la base du programme de réassurance en place.

> Détermination de la meilleure estimation des provisions techniques

Le montant de la meilleure estimation des provisions techniques est déterminé par la somme du montant de la meilleure estimation des provisions techniques issu de l'outil de projection des flux de trésorerie, de 85 % des plus-values latentes résiduelles actualisées issues de l'outil de projection des flux de trésorerie et du montant des provisions techniques complémentaires constaté en normes comptables françaises (provisions pour sinistres à payer réelles, provision pour sinistres en cours,...) ainsi qu'éventuellement du montant de l'écart de convergence. Ce montant est diminué du montant de provision pour participation aux bénéfices mis en fonds excédentaires conformément à l'arrêté du 24 décembre 2019 (application de la méthode 2 proposée par l'ACPR)

D.2.2.2 Données, hypothèses et paramètres

D.2.2.2.1 Données

> Données contrats

Pour les besoins de l'inventaire, les données contrats sont mises à jour en date de clôture et contrôlées dans les bases du suivi du portefeuille vie. Ces données sont utilisées pour les calculs sous forme de models-points (agrégation par regroupement de contrats homogènes, c'est-à-dire présentant des caractéristiques identiques).

> Données de placement

Les données du portefeuille d'actifs (type d'actif, valeur comptable, valeur de marché, coupon couru, ...) en date d'inventaire sont utilisées pour les calculs des produits d'épargne. Les actifs sont regroupés en 3 catégories :

- > obligations (souveraines, d'entreprise, sécurisées) ;
- > actions et assimilés : fonds ou sociétés de capital investissement, fonds actions et d'obligations convertibles, fonds obligataires, fonds immobiliers et d'infrastructures ;
- > trésorerie : fonds monétaires, ...

Les obligations sont prises en compte ligne à ligne et les autres actifs sont agrégés en différentes sous-catégories d'actifs.

Les nominaux et coupons des obligations sont recalculés selon l'approche dite de neutralisation du risque de crédit avec comme références la courbe de taux d'actualisation et les valeurs de marché.

D.2.2.2.2 Hypothèses

> Hypothèses financières

> Actualisation

MAIF VIE a retenu la courbe de taux publiée par EIOPA au 31 décembre 2021, conforme aux principes des actes délégués de la directive Solvabilité 2 (articles 43 à 48) et avec application de la correction pour volatilité visée à l'article 77 quinquies de la directive 2009/138/CE.

Dans la mesure où les contrats de MAIF VIE relèvent de la réglementation française et sont vendus en France, seule la courbe en monnaie euros est utilisée.

> Scénarii économiques

Les hypothèses retenues sont fournies par Moody's Analytics en calibrage standard réalisé sur la base d'une courbe de taux swap de marché. Un nouveau calibrage est effectué pour les taux nominaux afin de prendre en compte la courbe officielle fournie par l'EIOPA avec et sans correction pour volatilité et sur les taux réels afin de calibrer sur les OATi françaises (données Reuters).

> Stratégie financière

La stratégie financière utilisée pour les calculs stochastiques sur les produits d'épargne est fondée sur une atteinte progressive sur une période définie de l'Allocation Stratégique d'Actifs (ASA) validée par le conseil d'administration de MAIF VIE en fin d'année.

Elle définit également les règles appliquées sur les actifs en cas d'investissement ou de désinvestissement et précise notamment les ordres de priorité de cessions par catégorie de titres.

> Hypothèses comportementales

> Table de mortalité

Les tables de mortalité utilisées pour traduire la mortalité réelle observée sur le portefeuille sont les tables d'expérience MAIF VIE et les tables réglementaires.

> Table de chute

Les rachats structurels concernent les produits d'épargne, le produit retraite PER et les contrats de prévoyance obsèques et assurance en couverture de prêt.

Les hypothèses retenues correspondent à l'observation des portefeuilles en date d'inventaire de l'exercice précédent. Ces rachats sont appliqués en pourcentage de la provision mathématique en épargne (rachats partiels) et en pourcentage des adhésions en stock en épargne (rachats totaux) et prévoyance.

> Table de rachats conjoncturels

Les rachats conjoncturels ne concernent que les produits d'épargne en euros (monosupports et compartiment euros des multisupports) et sont liés à la concurrence sur le marché de l'assurance vie.

> Tables d'incapacité et d'invalidité

Les tables d'incapacité et d'invalidité utilisées pour traduire l'entrée et le maintien en incapacité et en invalidité réelle observés sur le portefeuille sont des tables d'expérience fournies par des prestataires externes.

> Taux de turn-over

Le taux de turn-over utilisé pour les engagements sociaux est basé sur des données réelles communiquées par chaque employeur.

> Hypothèses de gestion

Les hypothèses ci-dessous correspondent uniquement à celles utilisées dans le cadre du calcul des provisions techniques.

> Stratégie de rémunération

La stratégie de rémunération concerne les produits « Epargne euros » et le produit « obsèques vie entière » (Sollicitudes).

Pour l'épargne euros, elle a pour objectif d'optimiser l'utilisation de la production financière nette des frais financiers et tenant compte des variations de la PRE, de la PPB et de la richesse de l'assureur sous différentes contraintes :

- réglementaires : Participation aux Bénéfices minimum, Ecoulement de la PPB en 8 ans ;
- contractuelles : Taux technique, Taux Minimum Garanti ;
- de revalorisation : définition d'un taux cible, qui est fonction du taux de la concurrence.

La contrainte de TMG s'applique uniquement sur la première année de projection, puisque l'engagement contractuel de MAIF VIE au 31/12/21 ne porte que sur l'année suivante (2022).

> Charges de gestion

Les données utilisées relatives aux coûts administratifs, financiers et de sinistres reposent sur :

- le calcul moyen sur trois exercices des coûts ABC (Activity Based Costing = coûts analytiques basés sur la cartographie d'activités de l'entreprise à la date d'inventaire de l'exercice) exprimés par famille de produits hors commissions de gestion sur l'assurance en couverture de prêts et hors coûts des projets exceptionnels significatifs et déclinés en charges fixes / charges variables et par destination (acquisition, administration des contrats, gestion des sinistres, gestion des placements et autres charges techniques) ;
- et sur une masse complémentaire de frais de gestion correspondant aux coûts exceptionnels de projets significatifs non compris dans le calcul des coûts de base ABC (cycles d'investissement SI), exprimés par famille (épargne, prévoyance, obsèques et autres).

D.2.2.2.3 Paramètres

Les paramètres concernent des éléments structurels des produits (tarification, ...) ou de contexte (impôts, ...). Ils sont distingués des hypothèses dans la mesure où leur utilisation pour les calculs ne génère pas de risque de modélisation (application d'une règle contractuelle, juridique, réglementaire, ...).

> Tarification

Les ressources de gestion prises en compte dans la modélisation correspondent aux frais sur versements des cotisations contractuellement prévues (Sollicitudes, Assurance Emprunteur MAIF, Rassurcap et Rassurcap Solutions) ainsi qu'aux chargements effectués sur les provisions mathématiques des contrats en cours. Les valeurs retenues sont celles utilisées dans la tarification en vigueur à la date d'inventaire sans aucune simplification.

> Commissions et frais de distribution et de gestion

Seules les commissions relatives aux cotisations contractuellement prévues ainsi que celles correspondant au commissionnement sur les frais sur épargne gérée sont à considérer.

Les modes et les niveaux de commissionnement sont ceux en vigueur à la date d'inventaire.

> Impôts et prélèvements sociaux

Le taux d'impôt sur les sociétés retenu pour le calcul de la réserve de capitalisation tient compte des évolutions attendues.

Le taux de prélèvements sociaux est fixé à 17,2 %, conformément à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2021 mais sans tenir compte des spécificités type épargne handicap et domiciliation à l'étranger.

D.2.2.4 Informations sur les niveaux d'incertitude

L'incertitude la plus élevée se concentre sur la ligne d'activité «contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires».

D.2.2.3 Valeur des provisions techniques

D.2.2.3.1 Résultats au 31 décembre 2021

Une ventilation exprimée en milliers d'euros par ligne d'activité de la meilleure estimation des provisions techniques vie brutes de réassurance montre une prépondérance des contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires à hauteur de 94 %.

Lignes d'activité (LoB)	Meilleure estimation des provisions techniques vie brute 31/12/2021	Meilleure estimation des provisions techniques vie cédées 31/12/2021
Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires	11 027 726	-
Assurance indexée ou en UC	703 795	80 181
Autres activités d'assurance vie	-24 276	-
TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES	11 707 245	80 181

L'annulation des effets de la correction pour volatilité représente un impact de + 9 447 milliers d'euros sur la meilleure estimation brute de réassurance.

31/12/2021	Meilleure estimation des provisions techniques vie brute	Meilleure estimation des provisions techniques vie cédées
Valeur retenue	11 707 245	80 181
Valeur sans l'effet de correction pour volatilité	11 716 692	80 734

D.2.2.3.2 Focus entre la meilleure estimation des provisions et les provisions en normes comptables françaises

La meilleure estimation, égale à la valeur actuelle probable des potentiels flux futurs de trésorerie, ne doit comprendre que les flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance en vigueur à la date d'évaluation, sous l'hypothèse d'une continuité d'exploitation (run-off avec maintien d'activité). La projection de flux de trésorerie intervenant dans ce calcul doit tenir compte de toutes les entrées (ressources) et sorties (prestations et dépenses) de fonds nécessaires pour honorer les engagements d'assurance sur leur durée de vie.

La meilleure estimation, évaluée en brut de réassurance, doit reposer sur des informations actuelles et crédibles et à partir d'hypothèses réalistes et spécifiques à l'entreprise en faisant appel à des méthodes actuarielles et techniques statistiques adéquates.

Compte tenu des éléments précédents, on observe de nombreuses différences dans les hypothèses et méthodes utilisées entre les états financiers et les évaluations à des fins de solvabilité, comme le montre le tableau ci-dessous :

Hypothèses principales		Normes Solvabilité 2	Normes comptables françaises
Actif	Trajectoires économiques	Barrie-Hibbert	Sans objet
	Stratégie financière	Allocation Stratégique d'actifs (ASA)	Sans objet
Passif	Mortalité	Table d'expérience ou table réglementaire	Table d'expérience certifiée ou table réglementaire
	Rachats structurels	Table d'expérience	Sans objet
	Rachats conjoncturels	Formule ONC (épargne uniquement)	Sans objet
Dépenses	Frais	Coûts par activités (approche ABC)	Coûts (approche Provision Globale de Gestion)
Actualisation	Taux	Courbe de taux EIOPA avec correction pour volatilité	Taux technique ou courbes de taux (Provision Globale de Gestion et Provisions pour Aléas Financiers)

D.2.3 Provisions techniques non-vie

MAIF VIE n'est pas concernée par les provisions techniques non-vie.

D.2.4 Marge de risque

D.2.4.1 Méthodologie

La marge de risque est une composante des provisions techniques qui complète la meilleure estimation des provisions.

La marge de risque doit être calculée en déterminant le coût d'immobilisation d'un montant de fonds propres nécessaires pour atteindre le SCR afin d'honorer les engagements d'assurance et de réassurance sur leur durée de vie.

Le calcul de la marge de risque repose en effet sur un scénario de transfert du portefeuille vers une autre société d'assurance qui, n'ayant aucun fond propre avant le transfert, doit lever les fonds propres nécessaires pour couvrir le SCR.

Pour des raisons de proportionnalité, MAIF VIE a fait le choix de retenir une méthode simplifiée pour le calcul de la marge de risque. Cette méthode consiste à déterminer les SCR futurs proportionnellement aux meilleures estimations des provisions futures.

D.2.4.2 Valeur de la marge de risque

D.2.4.2.1 Résultat au 31 décembre 2021

Le montant de la marge de risque par ligne d'activités au 31 décembre 2021 exprimé en milliers d'euros est décomposé ci-dessous :

Lignes d'activité (LoB)	Marge de risque 31/12/2021
Contrats d'assurance vie avec participation aux bénéficiaires	121 354
Assurance indexée ou en UC	7 423
Autres activités d'assurance vie	-256
TOTAL MARGE DE RISQUE	128 520

D.2.5 Niveau de confiance sur le niveau des provisions techniques

Des analyses de mouvements ont été effectuées de manière à expliquer les variations de la meilleure estimation des provisions techniques entre la clôture de l'année 2020 et celle de l'année 2021, ainsi qu'entre les provisions techniques calculées en normes comptables françaises et en normes Solvabilité 2.

L'ensemble des écarts peut être justifié. Dans le cadre de l'analyse expliquant le passage des provisions techniques normes comptables françaises aux provisions techniques en normes Solvabilité 2 sur le périmètre épargne, un écart résiduel subsiste. Celui-ci s'explique principalement par l'écart de convergence du modèle et est jugé non significatif : il est de l'ordre de 0,08 % de la meilleure estimation des provisions techniques au 31 décembre 2021.

D.3 Autres passifs

Les principaux postes du passif, en dehors des provisions techniques, sont décrits ci-après :

- > provisions, autres que les provisions techniques ;
- > impôts différés passifs ;
- > dettes autres que les dettes subordonnées ;
- > dettes subordonnées incluses dans les fonds propres de base.

D.3.1 Provisions autres que les provisions techniques

La provision pour risques et charges correspond à l'estimation des coûts liés à la conclusion d'un accord de gestion des fins de carrière au sein de l'entreprise, à l'indemnité de fin de

contrat due aux titulaires de Contrats à Durée Déterminée au terme de ceux-ci et à une provision pour contentieux. En normes Solvabilité 2, l'évaluation est identique à celle comptabilisée en normes comptables françaises.

D.3.2 Impôts différés

En normes comptables françaises, seuls les impôts exigibles sont comptabilisés dans les comptes sociaux. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable (ou récupérable) au titre du bénéfice imposable (ou perte fiscale) d'un exercice.

En normes Solvabilité 2, les entreprises d'assurance valorisent et comptabilisent des impôts différés actifs et passifs qui répondent aux définitions et principes des normes comptables internationales, notamment :

- › les impôts différés sont les montants d'impôts payables ou récupérables au cours de périodes futures afférents :
 - sauf exceptions, aux différences temporelles (déductibles et imposables) entre la valeur des actifs et passifs au bilan et leur base fiscale ;
 - le cas échéant, au report en avant de pertes fiscales non utilisées et de crédits d'impôts non utilisés.
- › les actifs d'impôts différés au titre des différences temporelles déductibles ne sont comptabilisés que s'il est probable qu'ils puissent être imputés sur des bénéfices imposables futurs.
- › les passifs (actifs) d'impôts différés sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux (recouvrer auprès des) administrations fiscales en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

MAIF VIE retient, pour les impôts différés passifs ou actifs, la valeur égale à la somme :

- › des impôts différés issus de la fiscalité différée (décalages temporaires entre résultat fiscal et résultat comptable) et latente (taxation éventuelle) ;
- › des impôts différés liés à la revalorisation des actifs et des passifs. La valorisation des impôts différés au bilan a été réalisée poste à poste, en appliquant un taux d'imposition de 25,83 % à l'écart entre la valeur en normes comptables françaises et la valeur en normes Solvabilité 2. Toutefois, un taux d'imposition de 15 % a été appliqué pour certains actifs détenus à long terme.

Le montant inscrit au bilan correspond au solde entre les impôts différés passifs et les impôts différés actifs compensables.

Le tableau suivant détaille les impôts différés générés, d'une part par la différence d'évaluation des actifs et passifs entre le bilan en normes Solvabilité 2 et le bilan en normes comptables françaises et, d'autre part, entre l'évaluation des actifs et des passifs entre le bilan en normes françaises et le bilan fiscal.

	2021		
	Différence d'évaluation	IDA	IDP
Différence d'évaluation des placements (Bilan S2 - Bilan Normes Françaises)	1 223 324		315 116
Différence d'évaluation des autres actifs (Bilan S2 - Bilan Normes Françaises)	-23 494	6 702	633
Actifs incorporels	-22 942	5 926	
Immobilisations corporelles pour usage propre	-3 003	776	
Provisions techniques cédées	2 451		633
Autres actifs			
Différence d'évaluation des provisions techniques (Bilan S2 - Bilan Normes Françaises)	1 045 373	270 020	
Différence d'évaluation des autres postes du passif (Bilan S2 - Bilan Normes Françaises)	2 538	655	0
Provisions autres que les provisions techniques			
Provisions pour retraite et autres avantages	19	5	
Autres passifs	2 519	651	
Total des différences entre le Bilan S2 et le Bilan normes françaises	2 247 740	277 377	315 749
Différence d'évaluation entre le Bilan normes françaises et le Bilan fiscal	16 131	4 196	30
Total des Impôts Différés		281 572	315 779
Impôts Différés - Situation Nette			34 207

D.3.3 Dettes autres que les dettes subordonnées

Les autres dettes recouvrent les dettes nées d'opérations d'assurance directe, les dettes nées d'opérations de réassurance, les dettes envers des établissements de crédit, les dettes sociales et fiscales et les autres dettes (charges à payer comptabilisées au profit des sociétés du groupe dans le cadre des accords de distribution et de prestations intra-groupe). Ces postes comptables sont enregistrés, en normes comptables françaises, à leur valeur nominale.

En normes Solvabilité 2, ces dettes sont évaluées à leur valeur comptable sans retraitement, MAIF VIE considérant que cette valeur ne présente pas de différences significatives avec une évaluation économique.

D.3.4 Dettes subordonnées incluses dans les fonds propres de base

Lors de ses réunions des 7 octobre et 14 décembre 2004, le conseil d'administration de MAIF VIE, conformément aux orientations prises pour le renforcement des fonds propres de la société, a décidé une émission de titres subordonnés remboursables (TSR) pour un montant nominal total de 34 500 milliers d'euros, représenté par 345 000 titres de 100 euros de nominal.

L'emprunt a été émis le 12 janvier 2005, date correspondant également à la souscription et au règlement des titres.

Les titres subordonnés remboursables ont été émis au nominal.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte à leur nom dans le registre de l'émetteur.

Les titres sont amortissables in fine et seront amortis en totalité le 11 janvier 2025 par remboursement au pair.

Au 31 décembre 2021, l'endettement s'élève à 34 500 milliers d'euros. Les dettes subordonnées sont incluses, en normes comptables françaises, sur la ligne « passifs subordonnés » proche des fonds propres.

En normes Solvabilité 2, la valorisation est réalisée à la hauteur du montant nominal des titres.

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

Les méthodes de valorisation alternatives correspondent à des méthodes autres que celles qui utilisent uniquement des prix cotés sur un marché actif, pour des actifs ou des passifs identiques ou analogues. Elles ne concernent pas les provisions techniques.

Les méthodes et modalités de valorisation retenues par MAIF VIE sont précisées dans les paragraphes précédents consacrés à chaque catégorie d'actifs et d'autres passifs.

Compte tenu de la structure de son portefeuille, MAIF VIE a recours à des méthodes alternatives de valorisation pour une part limitée de ses actifs à l'image des fonds d'investissement « non cotés » pour lesquels la valeur liquidative publiée par la société de gestion n'est pas issue de cotations sur un marché réglementé.

D.5 Autres informations

MAIF VIE n'identifie pas d'autres informations importantes à communiquer sur ces méthodes, compte tenu du caractère non significatif de son exposition.

E

**GESTION
DU
CAPITAL**

E Gestion du capital

Ce paragraphe est consacré à la présentation des informations qualitatives et quantitatives relatives :

- › aux fonds propres et à leur gestion ;
- › aux exigences de capital et à leur couverture.

Les fonds propres en normes Solvabilité 2 sont :

- › essentiellement constitués par l'excédent des actifs sur les passifs du Bilan en normes Solvabilité 2 (présenté dans la partie D) incluant les fonds propres en normes comptables françaises ;
- › classés par niveau de qualité en fonction de leur capacité à absorber des pertes.

MAIF VIE dispose principalement de fonds propres de base de niveau 1 (les plus disponibles pour absorber des pertes et de plus grande qualité, reconnus par la réglementation Solvabilité 2).

L'exigence de capital se décline sur deux niveaux :

- › Minimum de capital requis - MCR : niveau en deçà duquel l'entreprise d'assurance présente un risque inacceptable de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ;
- › Capital de solvabilité requis - SCR : niveau permettant à l'entreprise d'assurance de faire face à des pertes imprévues.

MAIF VIE utilise la formule standard définie par la réglementation pour déterminer l'exigence en capital, son calibrage étant adapté pour la mesure de son profil de risque.

MAIF VIE n'a pas recouru aux mesures temporaires optionnelles proposées par la réglementation pour faciliter la transition vers le nouveau dispositif prudentiel.

Le calcul de la couverture du besoin en capital consiste à comparer les fonds propres éligibles à l'exigence de capital.

MAIF VIE couvre de manière satisfaisante le Minimum de capital requis et le Capital de solvabilité requis, avec les ratios suivants :

- › 2,5 fois le SCR - Capital de solvabilité requis pour un montant de 492 938 milliers d'euros (avec un taux de couverture de 248 %) ;
- › 5,4 fois le MCR - Minimum de capital requis pour un montant de 221 822 milliers d'euros (avec un taux de couverture de 536 %).

E.1 Fonds propres

Les fonds propres en normes Solvabilité 2 sont composés de fonds propres de base et de fonds propres auxiliaires :

- › les fonds propres de base sont constitués de l'excédent des actifs sur les passifs (issus du bilan en normes Solvabilité 2) auquel est soustrait le montant des actions détenues en propre et est ajouté le montant des passifs subordonnés ;
- › les fonds propres auxiliaires, qui doivent être approuvés par l'ACPR, comprennent des éléments pouvant être appelés et utilisés pour absorber des pertes (fraction de capital non appelée et/ou non versée, ...).

Les fonds propres doivent également être classés selon leur niveau de qualité. Ce classement se fait en fonction de leur disponibilité pour absorber les pertes, de leur degré de subordination

et de leur durée ou permanence. Il existe trois niveaux et les fonds propres de niveau 1 sont ceux qui présentent la plus grande capacité d'absorption des pertes et donc la meilleure qualité.

Enfin, parmi l'ensemble de ces fonds propres disponibles, les éléments éligibles à la couverture du Capital de solvabilité requis (SCR) et du Capital minimum requis (MCR) doivent respecter des limites quantitatives assurant que les exigences de solvabilité soient couvertes majoritairement par des fonds propres de la meilleure qualité. En particulier, les fonds propres de niveau 1 doivent couvrir au moins 50 % du SCR et 80 % du MCR.

Les paragraphes suivants présentent, pour MAIF VIE :

- › les objectifs, politiques et procédures appliqués pour la gestion des fonds propres ;
- › la composition, les montants et la qualité des fonds propres en normes Solvabilité 2 à la fin de l'exercice ainsi qu'un comparatif avec l'exercice précédent ;
- › les explications des différences entre les fonds propres en normes Solvabilité 2 et les fonds propres issus des états financiers établis en normes comptables françaises. Ces derniers font l'objet d'une présentation préalable.

E.1.1 Informations sur les objectifs, politiques et procédures appliqués par l'entreprise pour la gestion de ses fonds propres

MAIF VIE doit couvrir *a minima* les exigences réglementaires en fonds propres (notamment Capital de solvabilité requis - SCR - et Minimum de capital requis - MCR dans l'environnement Solvabilité 2) par des fonds propres :

- › qui remplissent les critères de qualité attendus pour être éligibles ;
- › en quantité suffisante.

La solidité financière et prudentielle de MAIF VIE se mesure à travers ses fonds propres. MAIF VIE gère ses ressources pour disposer en permanence d'un niveau de fonds propres qui garantisse la pérennité de l'entreprise.

E.1.1.1 Objectifs de gestion du capital

Dans le cadre de son système de gestion des risques, MAIF VIE a défini deux indicateurs d'appétence :

- › un niveau de fonds propres en normes comptables françaises, hors dettes subordonnées dont elle doit disposer à l'horizon de son Plan stratégique ;
- › un taux minimum de couverture du SCR par les fonds propres éligibles du Bilan en normes Solvabilité 2.

Ces fonds propres comptables sont constitués principalement de :

- › capitaux propres ;
- › réserves dont la réserve de capitalisation ;
- › résultat de l'exercice et report à nouveau.

L'évolution des fonds propres comptables résultera principalement de la réalisation de bénéfices (ou pertes) dans les années à venir et des mouvements sur la réserve de capitalisation suite à des cessions d'obligations.

Dans le bilan en normes Solvabilité 2, les fonds propres intègrent, en plus des fonds propres comptables :

- › les fonds excédentaires dont la fraction de Provision pour Participation aux Bénéfices (décret du 24 décembre 2019) ;
- › les plus ou moins-values sur les actifs et les passifs comprises dans la réserve de

- › réconciliation ;
- › les titres subordonnés remboursables.

Aucun changement important dans la gestion des fonds propres n'est survenu au cours de la période de référence.

E.1.1.2 Processus et procédures de gestion du capital

Une présentation annuelle du niveau de fonds propres et de la nature des fonds propres disponibles, au sens des normes Solvabilité 2, est dispensée au Comité d'audit, des risques et des comptes MAIF et au conseil d'administration de MAIF VIE.

Les fonds propres font l'objet d'une classification selon les critères définis par la réglementation Solvabilité 2 (caractéristiques, qualités, disponibilités, durées, ...).

E.1.2 Capitaux propres en normes comptables françaises

Les fonds propres issus des états financiers établis en normes comptables françaises font l'objet d'une présentation préalable à celle des fonds propres en normes Solvabilité 2.

Rubriques	2021	2020	Variation	
			(en montant)	(en %)
Capital social	122 000	122 000	-	
Autres réserves	319 153	311 710	7 443	2,4%
Réserve de capitalisation	154 852	152 451	2 401	1,6%
Réserve pour le développement des activités	161 782	156 876	4 906	3,1%
Réserve pour fonds de garantie	2 519	2 383	136	5,7%
Report à nouveau	100 000	100 000	-	0,0%
Résultat de l'exercice	50 332	5 042	45 290	NS
TOTAL	591 485	538 752	52 733	9,8%

Le montant des fonds propres au passif du bilan en normes comptables françaises s'élève, au 31 décembre 2021, à 591 485 milliers d'euros, en progression de 52 733 milliers d'euros sous l'effet exclusivement du résultat net comptable de l'exercice 2021 et des mouvements annuels de la réserve de capitalisation.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires :

- › d'approuver les comptes sociaux et le résultat net comptable (+ 50 332 milliers d'euros), tels qu'ils ont été arrêtés par le conseil d'administration ;
- › de prélever sur le résultat la somme de 100 milliers d'euros à titre de dotation de la réserve pour fonds de garantie, en application de la loi du 25 juin 1999 ;
- › d'affecter le solde du résultat bénéficiaire de 50 232 milliers d'euros en réserve pour développement des activités.

La réserve pour fonds de garantie s'élèvera ainsi à 2 619 milliers d'euros et la réserve pour développement des activités à 212 014 milliers d'euros.

E.1.3 Fonds propres en normes Solvabilité 2

Le montant des fonds propres en normes Solvabilité 2 de MAIF VIE a augmenté sur l'exercice 2021 de 115 885 milliers d'euros pour atteindre ainsi 1 222 463 milliers d'euros, dont :

- › 478 766 milliers d'euros de fonds excédentaires,
- › 709 197 milliers d'euros d'excédent de l'actif sur le passif hors fonds excédentaires,
- › et 34 500 milliers d'euros de dettes subordonnées.

E.1.3.1 Les fonds propres de base

Le tableau ci-dessous présente la méthodologie et les méthodes de classification des fonds propres de base de MAIF VIE :

Éléments de Fonds propres	Bilan Normes françaises	Bilan Prudentiel (Solvabilité 2)	Fonds propres de base		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Capital social	Capital social	<u>Méthode retenue</u> Valorisation au montant du capital versé	X		
Fonds excédentaires		Méthode retenue (méthode 2) 85,35% du montant de la PPB diminué du montant de la PPB de 8 ans d'ancienneté	X		
Réserve de réconciliation	Réserve de capitalisation Autres réserves Report à nouveau Résultats de l'exercice	<u>Méthode retenue</u> Valorisation au montant comptabilisé en NF	X		
	Ajustements	Somme des différences d'évaluation entre NF et normes Solvabilité 2 suivantes : 1- les actifs 2- les provisions techniques 3- les autres passifs			
Passifs subordonnés	Passifs subordonnés	Evaluation à la valeur de transfert (sans prise en compte de la qualité de crédit des prêteurs). <u>Simplification retenue</u> : Valorisation à la hauteur du montant nominal des titres.			X

A l'exception des TSR, l'ensemble des fonds propres de base de MAIF VIE est de niveau 1.

E.1.3.2 Les fonds propres auxiliaires

MAIF VIE n'a pas d'éléments qui sont ou pourraient être admis comme fonds propres auxiliaires.

E.1.3.3 Information sur toute restriction importante affectant la disponibilité des fonds propres de l'entreprise

Après analyse décrite ci-après, les fonds propres de MAIF VIE ne sont pas soumis à des restrictions affectant leurs disponibilités ou leurs durées.

Par ailleurs, MAIF VIE ne dépend pas d'éléments de fonds propres faisant l'objet de mesures transitoires au sens des normes Solvabilité 2.

E.1.3.3.1 Réserve de capitalisation

Le montant de la réserve de capitalisation de 154 852 milliers d'euros, fonds propre de base classé en niveau 1, ne peut être utilisé qu'en cas de réalisation de moins-values suite à des cessions d'obligations.

Toutefois, au regard de l'article R. 351-2-1 du Code des assurances, la valeur actuelle attendue du montant de la réserve de capitalisation subsistant à l'issue de la durée des engagements (57 593 milliers d'euros au 31 décembre 2021) est intégrée à la réserve de réconciliation et fait partie des éléments de fonds propres de base, classée au niveau 1. Elle ne fait donc ainsi l'objet d'aucune restriction importante.

E.1.3.3.2 Titres subordonnés remboursables

MAIF VIE a émis le 12 janvier 2005 des titres subordonnés remboursables à hauteur de 34 500 milliers d'euros, exclusivement réservés aux personnes morales actionnaires, la MAIF et la CASDEN Banque Populaire.

Ces TSR portent intérêt calculé sur leur montant nominal non remboursé au taux d'intérêt. Le taux d'intérêt applicable pour chacune des périodes d'intérêts comprises entre le 1er janvier 2015 et le 11 janvier 2025 est variable et est égal à l'EURIBOR 3 mois auquel est ajoutée une marge de 280 points. Ils seront amortis en totalité le 11 janvier 2025 par remboursement au pair.

MAIF VIE peut rembourser, par anticipation, tout ou partie de ces TSR à tout moment conformément à l'article A 334-3 du Code des assurances, sous réserve de l'accord préalable de l'ACPR, à chaque échéance de période d'intérêts à partir du 31 décembre 2014. Il convient de noter que les souscripteurs ne peuvent pas demander de remboursement par anticipation.

Dans l'hypothèse d'une liquidation de MAIF VIE avant le terme convenu, ces titres seront remboursables à un prix égal au pair et uniquement après le désintéressement complet de tous les créanciers privilégiés et chirographaires et au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ou contractés par MAIF VIE.

MAIF VIE se réserve également la possibilité d'émettre de la dette subordonnée auprès de tiers.

E.1.3.3.3 Fonds cantonnés

MAIF VIE réalise chaque année un examen de l'importance des fonds cantonnés. Cet examen porte sur l'ensemble des points d'analyse décrits dans le § 5.6 de la notice « Solvabilité II » de l'ACPR relative aux fonds propres (traduction de l'orientation EIOPA-BoS-14/169 FR sur les fonds cantonnés).

Au 31 décembre 2021, suite à la transformation du Perp-MAIF en PER Responsable et Solidaire en septembre 2020, et en l'absence de textes encadrant la tenue des comptabilités auxiliaires d'affectation des nouveaux PER (qui ne deviendra obligatoire qu'à compter de la mise en place du cantonnement légal, soit au plus tard au 1er janvier 2023), il n'existe pas de canton réglementaire dans les comptes de MAIF VIE. Toutefois, l'entreprise a fait le choix de réaliser une comptabilité auxiliaire d'affectation des opérations du PER à des fins de gestion.

MAIF VIE considère que le PER Responsable et Solidaire n'est pas important au regard de cet examen, dont les résultats sont résumés ci-après :

- > la non-complexité des risques découlant du fonds cantonné ;
- > l'approche sécurisée et la liquidité des actifs inclus dans le fonds cantonné ;
- > l'absence de capitaux propres dans le Bilan du fonds cantonné (et donc pas de restriction sur les fonds propres disponibles en normes Solvabilité 2) ;
- > la non-significativité du fonds cantonné au regard de l'activité globale de MAIF VIE ;
- > et la très faible différence sur la mesure des exigences réglementaires (calcul du SCR).

E.1.3.3.4 Politique de dividende

MAIF VIE a vocation à autofinancer son développement, ce que permettent les résultats issus de son Plan stratégique sans versement de dividendes à l'actionnaire.

Dans le cadre d'un dépassement significatif de ces résultats prévisionnels, l'actionnaire étudierait toutefois l'opportunité d'un versement de dividendes.

E.1.4 Tableau de passage des fonds propres

Le tableau de passage des fonds propres en normes comptables françaises aux fonds propres en normes Solvabilité 2, présente une explication quantitative des différences importantes entre les capitaux propres selon les états financiers de l'entreprise et l'excédent de l'actif sur le passif du Bilan en normes Solvabilité 2 :

	Fonds propres des comptes individuels	Passage de Bilan NF à S2				Fonds propres S2
		Evaluation en valeur de marché des placements	Evaluation des provisions techniques en valeur actuelle plus marge de risque	Autres ajustements de valeurs	Reconnaissance des impôts différés	
Postes de fonds propres communs NF - S2						
Capital social ou Fonds d'établissement	122 000					122 000
Postes de fonds propres NF						
Autres réserves	316 634					316 634
Report à nouveau	100 000					100 000
Résultat de l'exercice	50 332					50 332
Fonds de garantie	2 519					2 519
Postes de fonds propres S2						
Fonds excédentaires (art 91)			478 765			478 765
Réserve de réconciliation, hors éléments provenant des comptes sociaux		1 223 324	-1 045 373	-23 494	-36 744	117 713
Total des fonds propres hors dettes subordonnées	591 485	1 223 324	-566 608	-23 494	-36 744	1 187 963
Dettes subordonnées	35 000					35 000
Total fonds propres	626 485	1 223 324	-566 608	-23 494	-36 744	1 222 963

E.1.5 Analyse des variations significatives de fonds propres sur la période

Le montant des fonds propres de base niveau 1 s'élève au 31 décembre 2021 à 1 187 963 milliers d'euros, en hausse de 115 885 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2020.

	2021	2020	Variation	
Fonds propres de base - Niveau 1	1 187 963	1 072 078	115 885	11%
Capitaux propres	122 000	122 000	-	0%
Fonds excédentaires	478 766	487 306	-8 540	-2%
Réserve de réconciliation	587 197	462 773	124 424	27%
- Eléments provenant des comptes sociaux	469 485	416 753	52 732	13%
Réserves	319 153	311 711	7 442	2%
Report à nouveau et résultat de l'exercice	150 332	105 042	45 290	43%
- Ajustements liés aux retraitements S2	117 712	46 020	71 692	NS
Différence d'évaluation des placements	1 223 324	1 596 377	-373 053	-23%
Différence d'évaluation des autres actifs	-23 494	2 490	-25 984	NS
Différence d'évaluation des provisions techniques	-1 045 373	-1 538 375	493 002	-32%
Différence d'évaluation des autres postes du passif	-36 744	-14 473	-22 271	NS

Cette évolution s'explique principalement par :

- > une augmentation du montant des fonds propres établis en normes comptables françaises de 52 733 milliers d'euros sur la période, en raison notamment du résultat net 2021 de 50 332 milliers d'euros et des mouvements sur la réserve de capitalisation réalisés en

2021 pour un montant de 2 4017 milliers d'euros ;

- › une diminution des fonds excédentaires, liée au reclassement d'une partie du montant de la provision pour participation aux bénéfices (PPB) conformément à l'arrêté du 24 décembre 2019 et en application des préconisations de l'ACPR portant sur les modalités de calcul à retenir par les entreprises d'assurance, de 8 540 milliers d'euros malgré la dotation à la provision pour participation aux bénéfices de 55 703 milliers d'euros . Cette baisse s'explique par le passage du taux de reclassement de 96,5% en 2020 à 85,4% en 2021, en raison notamment de l'évolution de la courbe de taux ;
- › une progression du montant de la réserve de réconciliation, hors éléments provenant des comptes en normes comptables françaises, de 124 424 milliers d'euros, conséquence :
 - d'une différence d'évaluation des placements baissant de 373 053 milliers d'euros en raison d'un stock de plus-values latentes en diminution ;
 - des différences d'évaluation des autres actifs en baisse de 25 984 milliers d'euros, en raison principalement d'une diminution de la différence d'évaluation des provisions techniques cédées ;
 - des écarts de provisionnements techniques entre les normes comptables françaises et les normes Solvabilité 2 en évolution de 493 002 milliers d'euros ;
 - d'une variation de l'évaluation des autres postes de passif de 22 271 milliers d'euros, en raison notamment de l'évolution de la reconnaissance des impôts différés passifs.

Le montant des fonds propres niveau 3 concernant exclusivement les TSR est stable à 34 500 milliers d'euros.

L'annulation des effets de la correction pour volatilité représente un impact de - 5 886 milliers d'euros sur les fonds propres de niveau 1.

	Fonds propres de base - Niveau 1	Fonds propres de base - Niveau 3
Valeur retenue	1 187 963	34 500
Valeur sans l'effet de correction pour volatilité	1 182 077	34 500

E.2 Capital de solvabilité requis et Minimum de capital requis

L'exigence de capital se décline sur deux niveaux :

- › Minimum de capital requis - MCR ;
- › Capital de solvabilité requis - SCR.

E.2.1 Capital de solvabilité requis (SCR)

Le SCR correspond au montant de fonds propres estimé comme nécessaire pour absorber des chocs de forte intensité susceptibles de se produire environ 1 fois tous les 200 ans.

Il se fonde sur l'hypothèse d'une continuité de l'exploitation de l'entreprise et est calibré de manière à garantir que tous les risques quantifiables auxquels l'entreprise est exposée soient pris en considération. Il couvre le portefeuille en cours, ainsi que le nouveau portefeuille dont la souscription est attendue dans les douze mois à venir.

Les principaux risques auxquels est exposée MAIF VIE sont décrits dans le paragraphe C de ce rapport.

Le SCR peut être calculé soit par la formule standard qui reflète le profil de risque moyen des entreprises d'assurances sur le marché européen, soit par un modèle interne après autorisation de l'ACPR, soit par une combinaison de ces deux méthodes.

MAIF VIE détermine le Capital de solvabilité requis (SCR) à l'aide de la formule standard qui reflète le profil de risque moyen des entreprises d'assurance et de son activité.

Le SCR formule standard est calculé selon une approche modulaire. L'assureur doit calculer la perte potentielle subie en cas d'événement défavorable lié à une trentaine de facteurs de risque (regroupés en six modules). Les méthodes, hypothèses et paramètres à utiliser pour chacun des modules de risque ou sous-modules sont définis par la réglementation.

Pour tenir compte de la probabilité faible de réalisation simultanée de tous ces événements, la formule standard comprend des corrélations entre ces facteurs de risques et permet ainsi de calculer l'effet positif de la diversification.

Enfin, le SCR est encore atténué par des ajustements pour obtenir le SCR final. Les entités vie sont notamment concernées par l'ajustement « capacité d'absorption des pertes par les impôts différés » (capacité d'imputer des pertes au résultat fiscal permettant de payer moins d'impôts dans le futur) et par l'ajustement « capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques ».

Au 31 décembre 2021, le montant du SCR est de 492 938 milliers d'euros, en hausse de 48 032 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Hors capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques, le montant du SCR de base s'élève à 1 384 190 milliers d'euros.

Le tableau présente le détail du SCR par module :

En milliers d'euros	2021		2020		Variation SCR net	
	SCR net (y compris capacité d'absorption des pertes PT / ID)	SCR brut (hors capacité d'absorption des pertes PT / ID)	SCR net (y compris capacité d'absorption des pertes PT / ID)	En valeur	En %	
Risque de marché	431 706	1 267 398	367 038	64 668	18%	
Risque de défaut de contrepartie	18 562	18 562	20 340	- 1 778	-9%	
Risque de souscription vie	105 767	311 701	87 301	18 466	21%	
Risque de souscription santé	-	-	-	-		
Risque de souscription non-vie	-	-	-	-		
Diversification entre modules	- 80 935	- 213 471	- 70 459	- 10 476	15%	
Risque lié aux actifs incorporels	-	-	-	-		
SCR de base	475 100	1 384 190	404 220	70 880	18%	
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		- 909 090				
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés	- 34 207	- 34 207	- 11 889	- 22 318	NS	
Risque opérationnel	52 045	52 045	52 575	- 530	-1%	
SCR notionnel pour les fonds cantonnés	-	-	-	-		
Diversification entre fonds cantonnés	-	-	-	-		
SCR (hors exigences de capital supplémentaires)	492 938	492 938	444 906	48 032	11%	
Exigences de capital supplémentaires déjà imposées						
SCR	492 938	492 938	444 906	48 032	11%	

Les principaux éléments explicatifs du montant du Capital de solvabilité requis sont :

- > le SCR relatif au risque de marché, net de capacité d'absorption par les provisions techniques à 431 706 milliers d'euros (367 038 milliers d'euros au 31 décembre 2020), qui représente 91 % du SCR de base transitoire net de capacité d'absorption par les provisions techniques ;
- > le SCR relatif au risque de souscription vie, net de capacité d'absorption par les provisions techniques à 105 767 milliers d'euros (87 301 milliers d'euros au 31 décembre 2020), qui pèse 22 % ;
- > le SCR relatif au risque de défaut de contrepartie, net de capacité d'absorption par les provisions techniques, à 18 562 milliers d'euros (20 340 milliers d'euros au 31 décembre 2020), qui représente 4 % ;
- > le SCR net relatif au risque opérationnel qui tient compte de la composante « provisions techniques » pour atteindre 52 045 milliers d'euros.

L'annulation des effets de la correction pour volatilité représente un impact de + 3 303 milliers d'euros sur le SCR.

	SCR
Valeur retenue	492 938
Valeur sans l'effet de correction pour volatilité	496 241

E.2.2 Minimum de capital requis

Le MCR est le niveau minimal de fonds propres que l'organisme doit détenir en permanence. Le calcul du MCR s'effectue en trois étapes :

- > application d'une formule linéaire simple en fonction des primes et des provisions techniques pour obtenir le MCR linéaire ;
- > retraitement éventuel du MCR linéaire pour qu'il soit compris entre 25 % et 45 % du SCR afin d'aboutir au MCR combiné ;
- > application d'un plancher absolu dépendant de l'activité pour obtenir le MCR final.

Au 31 décembre 2021, le montant du MCR s'élève à 221 822 milliers d'euros (200 208 milliers d'euros au 31 décembre 2020). Ce montant correspond au plafond égal à 45 % du SCR.

La composante linéaire du MCR, basée notamment sur les provisions techniques et les capitaux sous-risques, s'élève à 270 463 milliers d'euros, en baisse de 6 402 milliers d'euros par rapport à son niveau à fin 2020.

	2021	2020	Variation	
MCR	221 822	200 208	21 614	10,8%
MCR - Formule linéaire	270 463	276 865	-6 402	-2,3%
Plancher (25% SCR)	123 235	111 227	12 008	10,8%
Plafond (45% SCR)	221 822	200 208	21 614	10,8%
SCR	492 938	444 906	48 032	10,8%

L'annulation des effets de la correction pour volatilité représente un impact de + 1 486 milliers d'euros sur le MCR.

	MCR
Valeur retenue	221 822
Valeur sans l'effet de correction pour volatilité	223 308

E.2.3 Informations sur la couverture des exigences de marge

Au 31 décembre 2021, MAIF VIE couvre de manière satisfaisante le Minimum de capital de solvabilité requis et le Capital de solvabilité requis.

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation	
			En valeur	En %
Fonds propres de base de niveau 1	1 187 963	1 072 078	115 885	10,8%
Capitaux propres	122 000	122 000	-	0,0%
Fonds excédentaires	478 766	487 306	- 8 540	-1,8%
Réserve de réconciliation	587 197	462 772	124 425	26,9%
- Eléments provenant des comptes sociaux	469 485	416 753	52 732	12,7%
- Ajustements liés aux retraitements S2	117 712	46 019	71 693	NS
Fonds propres de base de niveau 3	34 500	34 500	-	0,0%
Dettes subordonnées	34 500	34 500	-	0,0%
Impôts différés actifs	-	-	-	-
Eléments disponibles pour le SCR	1 222 463	1 106 578	115 885	10,5%
Eléments disponibles pour le MCR	1 187 963	1 072 078	115 885	10,8%
Capital de solvabilité requis	492 938	444 906	48 032	10,8%
Eléments éligibles en couverture du SCR	1 222 463	1 106 578	115 885	10,5%
Couverture par l'ensemble des éléments éligibles sous respect des limites quantitatives	248,0%	248,7%	-1 pts	
Minimum de capital requis	221 822	200 208	21 614	10,8%
Eléments éligibles en couverture du MCR	1 187 963	1 072 078	115 885	10,8%
Couverture par l'ensemble des éléments éligibles sous respect des limites quantitatives	535,6%	535,5%	0 pts	

> Capital de solvabilité requis

Au 31 décembre 2021, le ratio de couverture du SCR est de 248,0 %, en baisse de 1 point par rapport au 31 décembre 2020, malgré la hausse des éléments éligibles en couverture du SCR de 115 885 milliers d'euros.

L'annulation des effets de la correction pour volatilité représente un impact de - 3 points sur le ratio de couverture du SCR.

	Ratio de couverture du SCR
Valeur retenue	248,0%
Valeur sans l'effet de correction pour volatilité	245,2%

> Minimum de capital de solvabilité requis

Au 31 décembre 2021, le ratio de couverture du MCR est de 535,6 %, en hausse de moins de 1 point par rapport au 31 décembre 2020.

A noter : parmi l'ensemble des fonds propres « disponibles », les éléments dits « éligibles » à la couverture du Capital de solvabilité requis (SCR) et du Capital minimum requis (MCR) doivent respecter des limites quantitatives assurant que les exigences de solvabilité sont couvertes majoritairement par des fonds propres de la meilleure qualité.

E.3 Utilisation du sous-module "risque sur actions" fondé sur la durée dans le calcul du Capital de solvabilité requis

MAIF VIE n'utilise pas cette option.

Cette option concerne le SCR des assureurs vie qui peuvent, sous certaines conditions et après autorisation de l'ACPR, appliquer aux actifs cantonnés de certaines activités de retraite un choc sur actions réduit par rapport au niveau imposé par la formule standard.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

MAIF VIE n'utilise pas de modèle interne et de paramètres spécifiques.

E.5 Non-respect du Minimum de capital requis et non-respect du Capital de solvabilité requis

MAIF VIE respecte les exigences réglementaires.

E.6 Autres informations

MAIF VIE n'identifie pas d'autre information notable à communiquer sur la gestion du capital.

Les états quantitatifs Solvabilité 2 suivants sont annexés au rapport sur la solvabilité et la situation financière :

- S.02.01.02 Bilan
- S.05.01.02 Primes, sinistres et frais par ligne d'activité
- S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé similaire à la vie
- S.22.01.21 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
- S.23.01.01 Fonds propres
- S.25.01.21 SCR Formule standard
- S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR)

A noter, l'état S.05.02.01 - Primes, sinistres et frais par pays n'est pas publié dans la mesure où il n'est pas obligatoire compte tenu du seuil de chiffre d'affaires réalisé en France.

S.02.01.02 - BILAN

ACTIFS	Valeur Solvabilité II
Goodwill	
Frais d'acquisition différés	
Immobilisations incorporelles	-
Actifs d'impôts différés	-
Excédent du régime de retraite	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	1 563
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	12 263 743
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	-
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	849 000
Actions	88 991
Actions - cotées	-
Actions - non cotées	88 991
Obligations	8 842 050
Obligations d'État	4 112 039
Obligations d'entreprise	4 730 011
Titres structurés	-
Titres garantis	-
Organismes de placement collectif	2 054 415
Produits dérivés	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	429 286
Autres investissements	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	708 868
Prêts et prêts hypothécaires	2 341
Avances sur police	2 341
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	-
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	80 181
Non-vie et santé similaire à la non-vie	-
Non-vie hors santé	-
Santé similaire à la non-vie	-
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	80 181
Santé similaire à la vie	-
Vie hors santé, UC et indexés	80 181
Vie UC et indexés	-
Dépôts auprès des cédantes	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	13 588
Créances nées d'opérations de réassurance	515
Autres créances (hors assurance)	13 282
Actions propres auto-détenues (directement)	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145 082
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	-
TOTAL DE L'ACTIF	13 229 164

PASSIFS	Valeur Solvabilité II
Provisions techniques non-vie	-
Provisions techniques non-vie (hors santé)	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	11 124 548
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	-
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	-
Marge de risque	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	11 124 548
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	11 003 450
Marge de risque	121 098
Provisions techniques UC et indexés	711 218
Provisions techniques calculées comme un tout	-
Meilleure estimation	703 795
Marge de risque	7 422
Autres provisions techniques	
Passifs éventuels	2 519
Provisions autres que les provisions techniques	716
Provisions pour retraite	1 585
Dépôts des réassureurs	76 937
Passifs d'impôts différés	34 207
Produits dérivés	-
Dettes envers des établissements de crédit	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	1 230
Dettes nées d'opérations de réassurance	1 926
Autres dettes (hors assurance)	51 815
Passifs subordonnés	34 500
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	34 500
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	-
TOTAL DU PASSIF	12 041 201

S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITE

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)								
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
Primes émises									
Brut - assurance directe									
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net									
Primes acquises									
Brut - assurance directe									
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net									
Charge des sinistres									
Brut - assurance directe									
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net									
Variation des autres provisions techniques									
Brut - assurance directe									
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net									
Dépenses engagées									
Autres dépenses									
Total des dépenses									

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
Primes émises								
Brut - assurance directe								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								
Net								
Primes acquises								
Brut - assurance directe								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								
Net								
Charge des sinistres								
Brut - assurance directe								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								
Net								
Variation des autres provisions techniques								
Brut - assurance directe								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								
Net								
Dépenses engagées								
Autres dépenses								
Total des dépenses								

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises									
Brut		646 607	103 693	62 593					812 893
Part des réassureurs		10 867		14 598					25 465
Net		635 740	103 693	47 995					787 428
Primes acquises									
Brut		644 260	103 693	62 459					810 412
Part des réassureurs		10 109		15 008					25 117
Net		634 150	103 693	47 451					785 294
Charge des sinistres									
Brut		507 086	20 652	15 540					543 278
Part des réassureurs		2 079		3 405					5 484
Net		505 006	20 652	12 136					537 794
Variation des autres provisions techniques									
Brut		65 518	78 029	1 928					145 475
Part des réassureurs		5 168		1 137					6 305
Net		60 350	78 029	791					139 170
Dépenses engagées	-	62 647	630	21 450	-	-	-	-	84 727
Autres dépenses									
Total des dépenses									84 727

S.12.01.02 - PROVISIONS TECHNIQUES ASSIMILABLES A LA VIE PAR CONTRAT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme un tout													
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout													
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque													
Meilleure estimation													
Meilleure estimation brute	11 027 726		703 795	-	24 276			11 707 245					
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	100 784		-	-	20 603			80 181					
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie - total	10 926 942		703 795	-	3 673			11 627 064					
Marge de risque	121 354	7 423		-	256			128 520					
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques													
Provisions techniques calculées comme un tout													
Meilleure estimation													
Marge de risque													
Provisions techniques - Total	11 149 080	7 112 18		-	24 532			11 835 766					

S.22.01.21 - IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

	Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
Provisions techniques	11 835 766			9 447	
Fonds propres de base	1 222 463			- 5 886	
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	1 222 463			- 5 886	
Capital de solvabilité requis	492 938			3 303	
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	1 187 963			- 5 886	
Minimum de capital requis	221 822			1 486	

S.23.01.01 - FONDS PROPRES

	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35					
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	122 000	122 000	-	-	-
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	-	-	-	-	-
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	-	-	-	-	-
Comptes mutualistes subordonnés	-	-	-	-	-
Fonds excédentaires	478 766	478 766	-	-	-
Actions de préférence	-	-	-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	-	-	-	-	-
Réserve de réconciliation	587 197	587 197	-	-	-
Passifs subordonnés	34 500	-	-	-	34 500
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	-	-	-	-	-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	-	-	-	-	-
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	1 222 463	1 187 963	-	-	34 500
Fonds propres auxiliaires					
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	-	-	-	-	-
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	-	-	-	-	-
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	-	-	-	-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	-	-	-	-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	-	-	-	-	-
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	-	-	-	-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	-	-	-	-	-
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	-	-	-	-	-
Autres fonds propres auxiliaires	-	-	-	-	-

	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Total fonds propres auxiliaires					
Fonds propres éligibles et disponibles					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	1 222 463	1 187 963	-	-	34 500
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	1 187 963	1 187 963	-	-	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	1 222 463	1 187 963	-	-	34 500
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	1 187 963	1 187 963	-	-	
Capital de solvabilité requis	492 938				
Minimum de capital requis	221 822				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	248,00%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	535,55%				
Réserve de réconciliation					
Excédent d'actif sur passif	1 187 963				
Actions propres (détenues directement et indirectement)					
Dividendes, distributions et charges prévisibles					
Autres éléments de fonds propres de base	600 766				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	-				
Réserve de réconciliation	587 197				
Bénéfices attendus	--				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	59 725				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie					
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	59 725				

S.25.01.21 - CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS - POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD

Article 112	
-------------	--

	Capital de solvabilité requis brut	PPE	Simplifications
Risque de marché	1 267 398		
Risque de défaut de la contrepartie	18 562		
Risque de souscription en vie	311 701		
Risque de souscription en santé	-		
Risque de souscription en non-vie	-		
Diversification	-213 471		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	-		
Capital de solvabilité requis de base	1 384 189		

Calcul du capital de solvabilité requis

Risque opérationnel	52 045
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	-909 090
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	-34 207
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	492 938
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	-
Capital de solvabilité requis	492 938
Autres informations sur le SCR	
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	

Approche basée sur le taux d'imposition

Approche basée sur le taux d'imposition moyen	Non
---	-----

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés

LAC DT	-34 207
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	-34 207
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futurs	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	
LAC DT maximale	

S.28.01.01 - MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) - ACTIVITE D'ASSURANCE OU DE REASSURANCE VIE UNIQUEMENT OU ACTIVITE D'ASSURANCE OU DE REASSURANCE NON-VIE UNIQUEMENT

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

RésultatMCR _{NL}	
---------------------------	--

	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente		
Réassurance santé non proportionnelle		
Réassurance accidents non proportionnelle		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle		
Réassurance dommages non proportionnelle		

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

RésultatMCR _L	270 463
--------------------------	---------

	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation)
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	9 286 293	
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	1 640 649	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	703 795	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	-	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie		10 368 018

Calcul du MCR global

MCR linéaire	270 463
Capital de solvabilité requis	492 938
Plafond du MCR	221 822
Plancher du MCR	123 234
MCR combiné	221 822
Seuil plancher absolu du MCR	3 700
Minimum de capital requis	221 822

MAIF.FR

Retrouvez-nous aussi sur   

MAIF VIE - société anonyme au capital de 122 000 000 € - RCS Niort 330 432 782 - CS 90000 - 79029 Niort cedex 9.
Entreprise régie par le Code des assurances.

